ÉDITION POPULAIRE ANARCHISTE



VERSION IMPRIMABLE
PARTAGEABLE
INTERDIT À LA VENTE

LA GUERRE D'ESPAGNE

Hommage à la Catalogne

George Orwell

transcrit par Ian Alhazred

illustré de photgraphies de Robert Capa

"Soldat saluant lors de la cérémonie d'adieu aux Brigades internationales, Les Masies, Espagne" photo Robert Capa (1937) Domaine public - colorisée par Isabelle

Deris éditions artisanales

LA GUERRE D’ESPAGNE
Hommage à la Catalogne

Chapitre 1

Dans les casernes Lénine à Barcelone, la veille de mon engagement dans la milice, j'aperçus un milicien italien debout devant la table des officiers.

C'était un jeune homme d'une vingtaine d'années, robuste, aux épaules puissantes et aux cheveux rouge-jaune. Sa casquette en cuir à visière était tirée sur un œil. Il se tenait de profil, le menton sur la poitrine, fixant avec un froncement de sourcils une carte ouverte sur la table. Quelque chose dans son visage me toucha profondément. C'était celui d'un homme capable de tuer pour un ami et de perdre sa vie sans hésiter ; le type même que l'on pourrait attendre chez un anarchiste, bien qu'il fût sans doute communiste. Son visage exprimait à la fois franchise et férocité, et cette révérence pathétique que les illettrés ont pour ceux qu'ils considèrent supérieurs. Évidemment, il ne comprenait rien à la carte ; pour lui, la lecture d'une carte semblait un exploit intellectuel immense. Je ne sais pourquoi, mais je l'aimai aussitôt. Lorsqu'une remarque fit savoir que j'étais étranger, l'Italien leva la tête et dit rapidement :

— Italiano ?

Je répondis dans mon mauvais espagnol :

— No, Ingles. Y tu ?

— Italiano.

En sortant, il traversa la pièce et me serra la main très fort. Quelle étrange affection peut-on ressentir pour un inconnu ! C'était comme si nos esprits, un instant, avaient franchi le gouffre des langues et des coutumes pour se rencontrer intimement. Je souhaitai qu'il m'apprécie autant que je l'appréciais. Mais je savais aussi que pour garder cette première impression, je ne devais plus le revoir ; et, bien sûr, je ne le revis jamais. En Espagne, on faisait toujours ce genre de rencontres.

Je parle de cet Italien parce qu'il m'est resté en mémoire. Avec son uniforme usé et son visage dur mais pathétique, il incarne pour moi l'atmosphère particulière de cette époque. Il est lié à tous mes souvenirs de cette période de guerre : les drapeaux rouges à Barcelone, les trains maigres et sales remplis de soldats se traînant vers le front, les villes grises frappées par la guerre, les tranchées boueuses et glaciales dans les montagnes.



Groupe de soldats

C'était fin décembre 1936, moins de sept mois auparavant à l'écriture de ces lignes, et pourtant, ce temps semblait déjà lointain. Les événements suivants l'ont effacé bien plus complètement que 1935 ou même 1905. J'étais venu en Espagne avec l'idée d'écrire pour des journaux, mais j'ai rejoint la milice presque immédiatement. À ce moment et dans cette atmosphère, cela semblait la seule chose concevable à faire. Les anarchistes contrôlaient encore la Catalogne et la révolution battait son plein. Pour quelqu'un présent depuis le début, il semblait déjà, en décembre ou janvier, que la période révolutionnaire touchait à sa fin ; mais pour un Anglais débarquant directement, Barcelone était saisissante et écrasante. C'était la première fois que je voyais une ville où la classe ouvrière était au pouvoir. Presque chaque bâtiment important avait été occupé par les travailleurs et décoré de drapeaux rouges ou rouges et noirs des anarchistes ; les murs étaient couverts de faucilles et marteaux et des initiales des partis révolutionnaires ; presque toutes les églises avaient été vidées et leurs images brûlées. Certaines églises étaient systématiquement démolies par des équipes d'ouvriers. Chaque boutique et café affichait qu'il avait été collectivisé ; même les cireurs de chaussures étaient collectivisés, et leurs boîtes peintes en rouge et noir. Les serveurs et les commis vous regardaient en face et vous traitaient en égal. Les formes de politesse serviles avaient disparu ; plus de "Señor", de "Don" ou même de "Usted" : tous se tutoyaient et se disaient "¡Salud !". Le pourboire était interdit par la loi ; ma première expérience fut de me faire sermonner par un directeur d'hôtel pour avoir

voulu en donner un à un garçon de cabine. Il n'y avait plus de voitures particulières ; toutes avaient été réquisitionnées. Les tramways, taxis et autres moyens de transport étaient peints en rouge et noir. Partout, des affiches révolutionnaires flamboyaient sur les murs, éclatantes de rouge et de bleu, rendant les rares publicités restantes insignifiantes. Sur les Ramblas, la grande artère de la ville où la foule circulait sans cesse, des haut-parleurs diffusaient des chants révolutionnaires du matin au soir.

Et c'étaient les foules qui frappaient le plus. Visuellement, la classe aisée avait presque disparu. À l'exception de quelques femmes et étrangers, personne n'était « bien habillé ». Tous portaient des vêtements de travail, des bleus ou des variantes de l'uniforme de milice. Tout cela était étrange et émouvant. Je ne comprenais pas tout, certaines choses ne me plaisaient pas, mais je reconnus immédiatement un état de fait digne d'être défendu. Je croyais que c'était réellement un État ouvrier et que toute la bourgeoisie avait fui, été tuée ou rejoint le camp des travailleurs ; je ne savais pas que de nombreux bourgeois s'étaient simplement cachés, se déguisant en prolétaires.

Cette atmosphère révolutionnaire était mêlée au parfum de guerre. La ville paraissait maigre et mal tenue, routes et bâtiments en mauvais état. La nuit, les rues étaient faiblement éclairées pour éviter les raids aériens. Les magasins étaient souvent pauvres et à moitié vides. La viande manquait, le lait était quasi introuvable, charbon, sucre et essence faisaient défaut, et le pain se raréfiait gravement. Les files pour le pain faisaient parfois des centaines de mètres. Pourtant, la population semblait satisfaite et pleine d'espoir. Pas de chômage, coût de la vie très bas, rares pauvres visibles, pas de mendiants hormis les gitans. Surtout, il y avait une croyance dans la révolution et dans l'avenir, un sentiment d'égalité et de liberté. Les êtres humains essayaient de se comporter comme tels, et non comme des rouages dans la machine capitaliste. Dans les salons de coiffure, des affiches anarchistes expliquaient solennellement que les barbiers n'étaient plus des esclaves. Dans les rues, des affiches invitaient les prostituées à cesser leur activité. Pour un Anglais, il y avait quelque chose de presque pathétique dans le sérieux avec lequel ces Espagnols idéalisés prenaient les formules usées de la révolution. À cette époque, de naïves ballades révolutionnaires sur la fraternité prolétarienne et la méchanceté de Mussolini se vendaient dans les rues pour quelques centimes. J'ai souvent vu un milicien illettré acheter une ballade, épeler laborieusement les mots, et, une fois compris, la chanter sur une musique appropriée.

Je restai aux casernes Lénine, soi-disant en formation pour le front. On m'avait dit que je serais envoyé le lendemain, mais il fallut attendre qu'une nouvelle centurie fût prête. Les milices ouvrières, levées à la hâte par les syndicats au début de la guerre, n'avaient pas encore d'organisation militaire classique. Les unités de commandement étaient la section (environ trente hommes), la centurie (une centaine) et la colonne (tout grand nombre). Les casernes Lénine, un bloc de bâtiments en pierre avec manège et grandes cours pavées, avaient été des casernes de cavalerie et avaient été prises en juillet. Ma centurie dormait dans les écuries, sous les râteliers de pierre portant encore les noms des chevaux. Tous les chevaux avaient été envoyés au front, mais l'odeur persistait : urine et avoine pourrie.



Soldats républicains et un cercueil, Barcelone

Je me souviens surtout des odeurs équines, des appels de clairon tremblants (tous nos clairons étaient amateurs ; j'appris à reconnaître les appels espagnols en écoutant hors des lignes fascistes), du martèlement des bottes cloutées dans la cour, des longues parades du matin au soleil d'hiver, des jeux de football sauvages, cinquante contre cinquante, sur le manège. Peut-être mille hommes et une

vingtaine de femmes, en plus des épouses cuisinières des miliciens. Quelques femmes servaient encore dans les milices, bien que peu nombreuses. Aux premiers combats, elles avaient combattu aux côtés des hommes. Cela semblait naturel en temps de révolution. Mais les idées changeaient déjà. Les miliciens devaient rester hors du manège pendant que les femmes s'entraînaient, car elles les faisaient rire et les déconcentraient. Quelques mois plus tôt, personne n'aurait trouvé étrange qu'une femme manipule une arme.

Les casernes étaient dans un état de saleté et de chaos, typique de ce que la milice faisait de chaque bâtiment : piles de meubles brisés, selles, casques, fourreaux vides et nourriture pourrie. Le gaspillage était affreux, surtout le pain. Rien que dans ma chambre, une corbeille de pain était jetée à chaque repas, honteux alors que la population civile en manquait. Nous mangions à de longues tables en fer blanc graisseux et buvions dans un porró[1] : bouteille à bec par laquelle un jet de vin jaillit, que l'on peut passer de main en main sans toucher les lèvres. Je refusai et exigeai une tasse. Cela ressemblait trop à un pot de chambre, surtout rempli de vin blanc.

Progressivement, on distribuait les uniformes, mais tout se faisait au compte-gouttes. Ce qui était nécessaire, ceintures et cartouchières, arrivait au dernier moment, quand le train attendait le départ. "L'uniforme" n'était pas uniforme : chacun avait des habits similaires mais jamais identiques. Culottes en velours côtelé, guêtres, bottes ou jambières, vestes zippées en cuir ou laine de toutes couleurs, casquettes variées, foulards rouges ou rouges et noirs. Une colonne de milice ressemblait à un rassemblement hétéroclite. Mais c'était mieux que rien. Les chemises et chaussettes en coton étaient misérables. Je frémis en pensant aux miliciens des premiers mois, sans rien. Deux mois plus tôt, un leader du POUM disait qu'il veillerait à ce que "chaque milicien ait une couverture". Frissons garantis pour qui a dormi dans une tranchée.

Le deuxième jour commença "l'instruction", comique dans son chaos. Les recrues, la plupart de seize, dix-sept ans des quartiers pauvres de Barcelone, pleines d'ardeur mais ignorantes de la guerre, ne tenaient pas en rang. La discipline n'existait pas : si un ordre déplaisait, on s'en détachait et on arguait avec l'officier. Notre lieutenant, jeune, trapu, ex-officier régulier, était sincère et socialiste. Il insistait sur l'égalité sociale totale entre tous les grades. Il fut surpris et peiné quand une recrue l'appela "Señor".

Pendant ce temps, aucune formation militaire utile ne se faisait : la manœuvre sur le terrain, la couverture, le tir, la manipulation des armes étaient ignorés. Les rares fusils étaient réservés aux sentinelles.

Après quelques jours, malgré le désordre, on nous jugea aptes à paraître en public. Le matin, on nous faisait défiler dans les jardins publics au-delà de la Plaza de España. Un spectacle étrange et réconfortant : des hommes marchant avec raideur, torse en avant, tentant de ressembler à des soldats. Tous étaient désarmés et vêtus de façon disparate. Trois heures de marche, puis la foule se ruait vers une épicerie vendant du vin bon marché. On m'accueillait avec curiosité et amitié.

Je réclamais à tout moment à mon lieutenant l'instruction au tir à la mitrailleuse, avec mon espagnol approximatif :

— To se manejar fusil. Mo se manejar ametralladora. Quiero apprender ametralladora. Quando vamos apprender ametralladora ?[2]

Il souriait, promettait "mañana"[3]. Mais le mañana n'arri-vait jamais. Les recrues apprenaient à marcher et à saluer correctement, mais ignoraient tout du fusil. Un Carabinero arma sa pièce et nous montra son fusil. Dans ma section, je fus le seul à savoir le charger et viser.

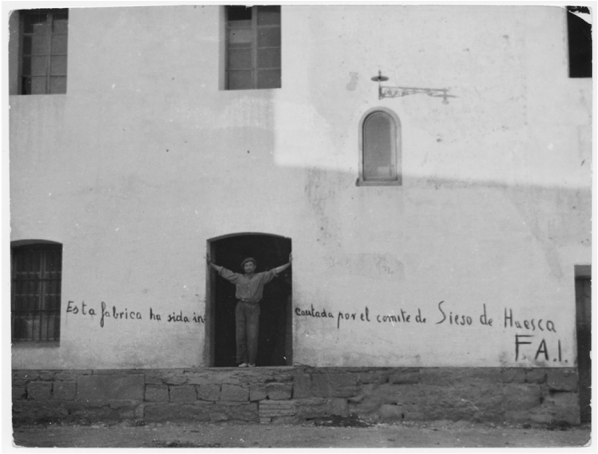
Le reste du temps, je luttais avec la langue. Un seul autre Anglais se trouvait là, et aucun officier ne parlait français. Les Catalans parlaient souvent entre eux en catalan. Mon petit dictionnaire était mon seul secours. Mais j'aimais mieux être étranger en Espagne que partout ailleurs. En un ou deux jours, plusieurs miliciens m'avaient adopté, montraient les ficelles et débordaient de générosité.

---

[1] En catalan, ou en espagnol, est un type de pichet à vin traditionnel en verre.

[2] Toi, tu sais manier le fusil. Moi, je sais manier la mi...trailleuse. Je veux apprendre la mitrailleuse. Quand est-ce qu'on va apprendre la mi...trailleuse ? (hésitation).

[3] Demain.



Graffiti anarchiste,
Santa Eulalia, front d'Aragon

La milice avait ses défauts : recrutement volontaire en baisse, meilleurs éléments déjà au front ou morts, garçons de quinze ans enrôlés pour dix pesetas par jour et du pain à rapporter. Pourtant, on ne pouvait rester longtemps dans la classe ouvrière catalane sans être frappé par sa droiture et sa générosité. Offrir un paquet entier de cigarettes à qui en demandait une était fréquent.

Chaque étranger passait ses premières semaines à aimer les Espagnols et à s'irriter de certains traits. Sur le front, l'exaspération atteignait parfois la fureur. Les Espagnols sont bons en beaucoup de choses, mais pas en guerre. L'inefficacité, le retard constant, le fameux "mañana", sont légendaires.

Après rumeurs et retards, on nous ordonna soudainement le départ pour le front, deux heures avant le départ, sans équipement complet. Les casernes se remplirent de femmes aidant à préparer les hommes. Une Espagnole, épouse de Williams, me montra comment mettre mes cartouchières. Elle était douce et féminine, mais avait combattu en juillet, portant un bébé de dix mois, peut-être conçu derrière une barricade.

Le train devait partir à huit heures. Vers huit heures dix, les officiers, épuisés, nous alignèrent dans la cour. La scène, éclairée aux torches, était inoubliable : tumulte, drapeaux rouges flottant, rangs de miliciens avec sacs à dos et couvertures en bandoulière, cris, tintement des bottes et des gamelles, et enfin un silence obtenu à grand peine. Un commissaire politique, sous une immense banderole rouge, prononça un discours en catalan. On nous fit ensuite marcher trois ou quatre kilomètres vers la gare, montrant la milice à toute la ville. Sur les Ramblas, la fanfare joua un air révolutionnaire. Les drapeaux rouges et rouges et noirs partout, les foules enthousiastes, les femmes aux fenêtres. Le train, bondé, quitta la Catalogne pour le plateau d'Aragon à moins de vingt kilomètres heure.

Chapitre 2

Barbastro, bien que loin du front, avait un aspect désolé et ébréché. Des nuées de miliciens en uniformes râpés erraient dans les rues, cherchant à se réchauffer. Sur un mur à moitié ruiné, je tombai sur une affiche de l'année précédente annonçant que « six beaux taureaux » seraient tués dans l'arène à telle date. Ses couleurs fanées avaient l'air désolées. Où étaient passés les taureaux et les toreros ? Même à Barcelone, les corridas se faisaient rares ; tous les meilleurs matadors étaient Fascistes, pour une raison quelconque.

On fit monter ma compagnie dans un camion jusqu'à Sietamo, puis vers l'ouest jusqu'à Alcubierre, juste derrière la ligne face à Saragosse. Sietamo avait été disputé trois fois avant que les Anarchistes ne le prennent en octobre. Des parties du village étaient réduites en ruines par l'artillerie, la plupart des maisons criblées de balles. Nous étions à 450 mètres d'altitude. Le froid était glacial, la brume dense et flottante. Entre Sietamo et Alcubierre, le conducteur se perdit (c'était un trait régulier de cette guerre) et nous errâmes dans le brouillard pendant des heures. Il était tard quand nous atteignîmes Alcubierre. Quelqu'un nous guida à travers des mares de boue jusqu'à une écurie de mulets où nous nous enfouîmes dans la paille et tombâmes aussitôt endormis. La paille, quand elle est propre, est un bon lit ; mieux que la paille sèche, moins bon que le foin. Ce n'est qu'à la lumière du matin que je découvris que notre couche était mêlée de croûtes de pain, journaux déchirés, os, rats morts et boîtes de lait cabossées.

Nous étions désormais proches du front, assez pour sentir l'odeur caractéristique de la guerre : un mélange d'excré-ments et de nourriture pourrie. Alcubierre n'avait jamais été bombardé et était en meilleur état que la plupart des villages derrière la ligne. Pourtant, même en paix, cette région de l'Aragon frappait par sa misère sordide. Les villages ressemblent à des forteresses, un amas de maisons de boue et de pierre serrées autour de l'église. Au printemps, on ne voyait presque pas de fleurs ; les maisons n'avaient pas de jardins, seulement des arrière-cours où les poules grattaient sur des lits de crottin de mulet. Le temps était affreux, alternant bruine et pluie. Les chemins de terre étroits étaient transformés en mers de boue, par endroits de deux pieds de profondeur, que les camions et les charrettes traînées par des mules luttaient à traverser. L'aller-retour constant des troupes avait réduit le village à un état d'insalubrité indescriptible. Il n'y avait ni latrines ni égouts, et on devait constamment surveiller où poser le pied. L'église servait depuis longtemps de latrine ; de même les champs sur un quart de mile alentour. Je ne peux penser à mes deux premiers mois de guerre sans évoquer ces champs de chaume hivernaux, bordés de fumier.

Deux jours passèrent sans qu'aucun fusil nous soit distribué. Quand on visitait le Comité de Guerre pour voir les trous dans le mur—des trous laissés par des rafales, après l'exécution de divers Fascistes—on avait vu tout ce qu'Alcubierre avait à offrir. En première ligne, les choses étaient calmes ; très peu de blessés arrivaient. L'excita-tion venait surtout des déserteurs Fascistes amenés sous garde depuis le front. Beaucoup des troupes opposées n'étaient pas des Fascistes : de misérables conscrits, impatients d'échapper au service militaire qu'ils avaient interrompu au déclenchement de la guerre. Certains tentaient de passer à nos lignes, mais leurs familles étaient en territoire Fasciste. Ces déserteurs furent les premiers « vrais » Fascistes que je vis. Ils se confondaient avec nous, sauf pour leurs combinaisons kaki. Toujours affamés à leur arrivée, il était présenté comme une preuve que les troupes Fascistes mouraient de faim. Je regardai l'un d'eux manger dans une maison paysanne : un grand garçon de vingt ans, brûlé par le vent, vêtements en lambeaux, se penchait sur le feu, engloutissant à toute vitesse une gamelle de ragoût, les yeux fuyant autour de lui, persuadé que nous allions l'abattre. Le soldat armé chargé de sa garde lui caressait l'épaule pour le rassurer. Un jour mémorable, quinze déserteurs arrivèrent en même temps. Ils furent conduits triomphalement à travers le village, un homme les précédant sur un cheval blanc. Je pris une photo floue, qui me fut volée plus tard.

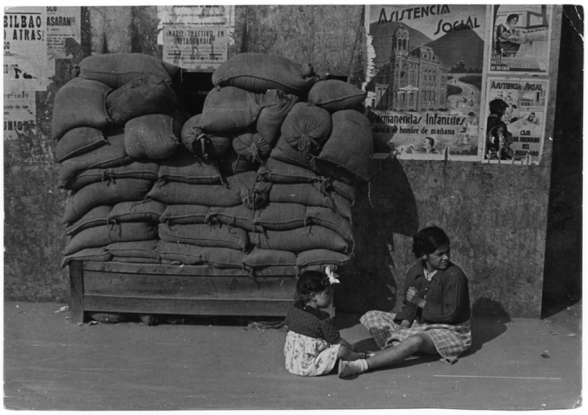
Le troisième matin à Alcubierre, les fusils arrivèrent enfin. Un sergent à la face jaune sombre les distribuait dans l'écurie. Je fus consterné par ce qu'on me donna : un Mauser

allemand de 1896, plus de quarante ans d'âge. Rouillé, culasse raide, garde en bois fendue ; un coup d'œil dans le canon montra qu'il était corrodé, irrécupérable. La plupart des fusils étaient tout aussi mauvais, certains pires, et aucun effort n'était fait pour donner les meilleures armes aux hommes capables de s'en servir. Le meilleur, vieux de dix ans seulement, fut remis à un gamin attardé de quinze ans, surnommé le maricoon. Le sergent nous donna cinq minutes "d'instruction", consistant à montrer comment charger un fusil et démonter la culasse. Beaucoup n'avaient jamais tenu d'arme, et rares étaient ceux qui savaient à quoi servaient les organes de visée. Cinq cartouches par homme, puis nous formâmes les rangs, attachâmes nos kits dans le dos et partîmes pour le front, à trois kilomètres de là.

La centurie, quatre-vingts hommes et plusieurs chiens, s'élevait en file désordonnée. Chaque colonne avait au moins un chien comme mascotte. Une pauvre bête, marqué POUM, traînait la patte, consciente de son apparence étrange. À l'avant, près du drapeau rouge, Georges Kopp[4], le commandant belge corpulent, chevauchait un cheval noir. Plus loin, un jeune de la cavalerie milicienne galopait sur chaque côte, posant sur les sommets. Les splendides chevaux de la cavalerie espagnole avaient été saisis et donnés à la milice, qui les menait à la mort.

La route serpentait entre des champs jaunes et infertiles, restés depuis la récolte de l'année précédente. Devant nous, la basse sierra entre Alcubierre et Saragosse. Nous approchions du front, des bombes, des mitrailleuses, de la boue. J'avais peur. La ligne était calme, mais contrairement aux hommes autour de moi, j'avais l'âge de me souvenir de la Grande Guerre, bien que je n'y eusse pas combattu. Pour moi, la guerre signifiait projectiles hurlants, éclats d'acier, boue, poux, faim, froid. Curieusement, je redoutais plus le froid que l'ennemi. L'idée m'obsédait à Barcelone : le froid des tranchées, les sentinelles au petit matin, les heures glaciales sur la garde avec un fusil gelé, la boue jusqu'aux bottes. J'éprouvai aussi une sorte d'horreur pour les gens avec qui je marchais. On ne peut imaginer le ramassis que nous formions. À peine avions-nous parcouru deux kilomètres que l'arrière de la colonne avait disparu. La moitié des « hommes » étaient des enfants de seize ans au plus. Et tous étaient joyeux, excités à l'idée d'arriver enfin au front. À l'approche de la ligne, les garçons près du drapeau rouge criaient : "Visca POUM ! Fascistas–maricones !" Des cris censés être menaçants, mais qui, sortant de ces petites gorges, sonnaient comme des miaulements. Défenseurs de la République ? Un ramassis d'enfants portant des fusils usés qu'ils ne savaient pas utiliser. Je me demandais ce qu'il se passerait si un avion Fasciste passait : descendrait-il même pour nous tirer dessus ? Nous n'avions pas l'air de vrais soldats.

La route pénétra dans la sierra. Nous bifurquâmes sur un sentier étroit qui contournait la montagne. Les collines ici sont en forme de fer à cheval, sommets plats, pentes raides plongeant dans d'immenses ravins. La ligne n'était pas continue, impossible dans ces montagnes ; seulement une chaîne de postes fortifiés, "positions", sur chaque sommet. Au loin, notre position au sommet de la vallée en fer-à-cheval : barricade de sacs de sable, drapeau rouge flottant, fumée des feux de tranchée. Plus près, une odeur nauséabonde de putréfaction, restée dans mes narines des semaines : pain rassis, excréments, boîtes rouillées.



Enfants assis dans la rue, Bilbao

La compagnie que nous relevions préparait ses affaires. Trois mois en ligne : uniformes couverts de boue, bottes détruites, visages souvent barbus. Le capitaine Levinski, dit Benjamin, Polonais juif parlant français comme sa langue maternelle, nous accueillit. Jeune homme d'environ vingt-cinq ans, che-

[4] Georges Kopp (1902-1951) officier belge, membre du POUM.

veux noirs raides, visage pâle et sale. Quelques balles éclataient au-dessus de nous. La position : un demi-cercle de cinquante mètres, parapet de sacs de sable et blocs de calcaire, trente à quarante abris dans le sol. Williams, moi et le beau-frère espagnol de Williams plongions dans le premier abri habitable. Devant, des coups de fusil émettaient d'étranges échos dans les collines. Juste après avoir posé nos kits, un enfant de la compagnie revint du parapet le visage en sang : il avait tiré et explosé sa culasse, le cuir chevelu déchiré par les éclats de la cartouche. Première victime, typiquement auto-infligée.

L'après-midi, nous assurâmes notre première garde. Benjamin nous montra la position. Devant le parapet, des tranchées étroites creusées dans la roche, avec des créneaux primitifs en blocs de calcaire. Douze sentinelles, derrière le parapet intérieur. Devant, fil de fer barbelé, puis la pente plongeait dans un ravin sans fond. En face, collines nues, falaises, grises et hivernales, sans vie, pas même un oiseau. Je scrutai un créneau pour trouver la tranchée ennemie.

— Où est l'ennemi ?

Benjamin fit un geste large :

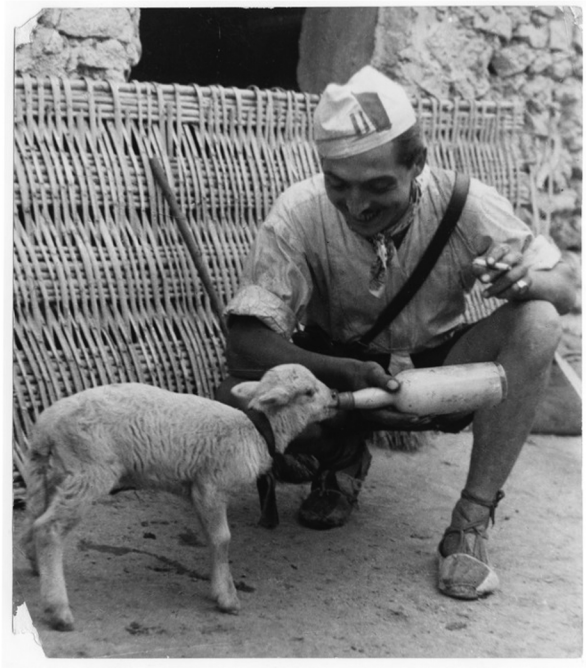
— Over zere. (terrible anglais)

— Mais où ?

Selon ma conception de la guerre de tranchées, les Fascistes seraient à cinquante ou cent mètres. Rien à voir : leurs tranchées étaient bien cachées. Puis, avec consternation, je vis le sommet de la colline opposée, au moins sept cents mètres : un parapet et un drapeau rouge et jaune — position Fasciste. À cette distance, nos fusils étaient inutiles.

Un cri d'excitation : deux Fascistes, silhouettes grisâtres, grimpaient la colline. Benjamin attrapa le fusil du plus proche, visa, tira. Click. Cartouche ratée. Mauvais présage, pensais-je.

Les nouvelles sentinelles tirèrent alors à tout va, sur rien. Je voyais les Fascistes, minuscules, se glisser derrière le parapet, parfois une tête noire s'exposant un instant. Tirer était inutile. La sentinelle à ma gauche quitta son poste, comme font les Espagnols, et me pressa de tirer. J'expliquai que, à cette distance et avec ces fusils, on ne touchait personne sauf par accident. Il n'écoutait pas, souriant comme un chien attendant qu'on lui jette un caillou. Je réglai mes organes de visée sur sept cents mètres et tirai. Le point disparut. Premier tir sur un homme de ma vie.



Soldat nourrissant un agneau, front d'Aragon

Voir le front me remplit de dégoût. On appelait cela la guerre ? Nous étions à peine en contact avec l'ennemi. Je ne baissai pas la tête. Un peu plus tard, une balle sifflante passa près de mon oreille et heurta le parados. Hélas ! Je me baissai. Toute ma vie, j'avais juré de ne pas esquiver le premier projectile ; mais le geste est instinctif, et presque tout le monde le fait au moins une fois.

Chapitre 3

Dans la guerre de tranchées, cinq choses comptent : le bois, la nourriture, le tabac, les bougies et l'ennemi. En hiver, sur le front de Saragosse, leur importance allait dans cet ordre, l'ennemi venant bon dernier. Sauf la nuit, lorsqu'une attaque-surprise restait toujours possible, on se préoccupait peu de lui. C'étaient simplement des insectes noirs que l'on voyait parfois sauter d'un côté à l'autre. La vraie obsession des deux armées était de garder chaud.



Soldat avec un casque POUM, front d'Aragon

Je dois préciser au passage que, pendant tout mon séjour en Espagne, j'ai très peu vu de combats. J'étais sur le front d'Aragon de janvier à mai, et entre janvier et fin mars, il ne se passait presque rien, sauf à Teruel. En mars, de violents affrontements eurent lieu autour de Huesca, mais je n'y jouai qu'un rôle mineur. Plus tard, en juin, l'attaque désastreuse contre Huesca fit plusieurs milliers de morts en une seule journée, mais j'avais été blessé et mis hors de combat avant cela. Les horreurs de guerre auxquelles on s'attend normalement m'étaient rarement arrivées. Aucun avion ne lâcha jamais une bombe à proximité, je ne crois pas qu'un obus explosa à moins de quinze mètres, et je n'ai combattu au corps à corps qu'une seule fois — une fois de trop, je peux l'affirmer. Certes, j'ai souvent subi un feu nourri de mitrailleuses, mais à distance respectable. Même à Huesca, on était en général assez sûr si l'on prenait quelques précautions.

Ici, dans les collines autour de Saragosse, c'était simplement l'ennui mêlé à l'inconfort d'une guerre stationnaire. Une vie aussi monotone que celle d'un employé de bureau, presque aussi régulière. Sentinelle, patrouilles, creusement ; creusement, patrouilles, sentinelle. Sur chaque sommet. Fascistes ou loyalistes, des hommes sales et râpés frissonnaient autour de leur drapeau en essayant de se réchauffer. Et jour et nuit, des balles errantes traversaient les vallées vides, ne touchant un corps humain que par une improbable coïncidence.

Souvent, je contemplais le paysage hivernal et restais stupéfait devant l'absurdité de tout cela. La futilité d'une telle guerre ! À l'automne, vers octobre, des combats sauvages avaient eu lieu pour tous ces sommets ; puis, faute d'hommes et surtout d'artillerie, aucune opération d'ampleur n'était possible. Chaque armée s'était retranchée sur les collines conquises. À notre droite se trouvait un petit poste, lui aussi POUM, et sur l'éperon à notre gauche, à sept heures, une position PSUC faisait face à un éperon plus haut où plusieurs petits postes fascistes étaient éparpillés sur les crêtes. La soi-disant ligne zigzaguait sans logique apparente, mais chaque position arborait un drapeau. POUM et PSUC : rouge. Anarchistes : rouge et noir. Fascistes : généralement le drapeau monarchiste (rouge-jaune-rouge), parfois celui de la République (rouge-jaune-violet). Le paysage était stupéfiant, si l'on pouvait oublier que chaque sommet était occupé et couvert de boîtes de conserve et de crottin. À droite, la sierra se courbait vers le sud-est, laissant place à la large vallée veinée qui s'étendait jusqu'à Huesca. Au milieu de la plaine, quelques cubes minuscules s'étalaient comme un lancer de dés : la ville de Robres, en possession loyaliste. Les matins, souvent, la vallée disparaissait sous une mer de nuages, et les collines émergeaient plates et bleues, donnant au paysage l'apparence d'un négatif photographique. Au-delà de Huesca, d'autres collines

similaires, striées de neige changeante, et au loin, les monstrueuses cimes des Pyrénées, où la neige ne fond jamais, semblaient flotter dans le vide. Même dans la plaine, tout paraissait mort et dépouillé. Les collines opposées étaient grises et ridées comme des peaux d'éléphant. Presque toujours, le ciel était vide d'oiseaux. Je n'ai jamais vu un pays avec si peu d'oiseaux. Quelques pies, des groupes de perdrix qui s'envolaient la nuit, et, très rarement, des aigles glissants lentement au-dessus de nos têtes, généralement suivis de coups de fusil qu'ils ignoraient.

La nuit, par temps de brume, des patrouilles étaient envoyées dans la vallée entre nos lignes et celles des fascistes. La tâche était peu populaire : il faisait trop froid, et il était facile de se perdre. Bientôt, j'ai découvert que je pouvais sortir en patrouille autant que je le souhaitais. Dans les ravins escarpés, il n'y avait ni chemins ni traces ; on se repérait en notant à chaque sortie de nouveaux points de repère. À vol de balle, le poste fasciste le plus proche était à sept cents mètres, mais par le seul chemin praticable, il fallait parcourir un mile et demi. Errer dans les vallées sombres, sous les balles sifflantes comme des bécassines, avait quelque chose d'excitant. Les brumes épaisses, souvent persistantes, recouvraient les sommets et laissaient les vallées claires. Approcher des lignes fascistes exigeait de ramper au pas d'escargot ; le moindre bruit dans les broussailles ou le calcaire faisait écho. Ce n'est qu'au troisième ou quatrième essai que j'ai réussi à atteindre leurs lignes. La brume était épaisse. Je me glissai jusqu'au fil barbelé pour écouter. Les fascistes parlaient et chantaient à l'intérieur. Puis, à ma grande frayeur, plusieurs d'entre eux descendaient la colline vers moi. Je me tassai derrière un buisson qui me parut soudain minuscule, essayant de charger mon fusil sans bruit. Ils bifurquèrent et ne m'aperçurent pas. Derrière le buisson, je découvris des reliques des combats précédents : un tas de douilles vides, une casquette de cuir trouée par une balle, un drapeau rouge, sans doute l'un des nôtres. Je le ramenai au poste, où il fut découpé sans sentiment pour servir de chiffons.

J'avais été promu caporal, ou cabo, dès notre arrivée au front, commandant une garde de douze hommes. Ce n'était pas une sinécure, surtout au début. La centurie était un ramassis de jeunes, la plupart adolescents. Parfois, des enfants de onze ou douze ans, réfugiés des territoires fascistes, étaient enrôlés comme miliciens. Généralement employés aux tâches légères à l'arrière, certains atteignaient la ligne de front et devenaient un danger public. Je me souviens d'un petit voyou lançant une grenade dans le foyer pour "faire une blague". À Monte Pocero, l'âge moyen était inférieur à vingt ans. Ces garçons ne devraient jamais être en première ligne, incapables de supporter le manque de sommeil inhérent à la guerre de tranchées. Au début, il était presque impossible de garder la position la nuit. Les enfants de ma section ne pouvaient être réveillés qu'en les traînant par les pieds hors de leurs abris, et dès que l'on tournait le dos, ils retournaient se coucher. Heureusement, l'ennemi manquait d'initiative. Certaines nuits, il me semblait qu'une vingtaine d'Éclaireurs armés de carabines à air comprimé auraient pu prendre notre position.

À cette époque, et jusqu'à bien plus tard, les milices catalanes restaient organisées comme au début de la guerre. Au moment de la révolte de Franco, elles avaient été levées à la hâte par les syndicats et partis politiques. Chaque milice était essentiellement politique, loyale autant à son parti qu'au gouvernement central. Lorsque l'armée populaire, apolitique et organisée selon des lignes plus classiques, fut créée au début de 1937, les milices furent théoriquement incorporées. En pratique, ce ne fut qu'un changement sur le papier ; les nouvelles troupes n'atteignirent Aragon qu'en juin. Le système demeurait inchangé. Le principe essentiel : égalité sociale entre officiers et hommes. Du général au soldat, même solde, même nourriture, mêmes vêtements, même considération. On pouvait taper un général dans le dos et lui demander une cigarette, personne ne trouvait cela étrange. Chaque milice était une démocratie et non une hiérarchie. Les ordres devaient être obéis, mais on les donnait comme camarade à camarade, non comme supérieur à inférieur. Les officiers et sous-officiers existaient, mais sans grades militaires usuels : pas de titres, d'insignes, de salut au pas. On tentait d'instaurer un modèle temporaire de société sans classes. L'égalité parfaite n'existait pas,

mais elle était plus proche que je n'aurais cru possible en temps de guerre.

Je dois avouer que, de prime abord, l'état des troupes m'horrifiait. Comment gagner une guerre avec une armée de ce type ? Tout le monde le disait. Pourtant, dans les circonstances, les milices ne pouvaient être meilleures. Une armée mécanisée moderne ne surgit pas de terre, et si le gouvernement avait attendu d'avoir des troupes entraînées, Franco n'aurait jamais été arrêté. Plus tard, critiquer le système égalitaire devint à la mode. Mais une milice inexpérimentée est désordonnée non à cause du tutoiement des officiers, mais parce que toute troupe fraîchement levée l'est. La discipline "révolutionnaire" fonctionne, elle s'appuie sur la conscience politique et non sur la peur. Les punitions existaient mais n'étaient infligées que pour de graves offenses. Le temps passant, la discipline s'améliorait visiblement. En janvier, maintenir douze recrues au garde-à-vous m'avait presque fait grisonner. En mai, commandant une trentaine d'hommes aguerris, je n'eus aucune difficulté à faire exécuter un ordre ou à obtenir des volontaires pour une mission périlleuse.



Enfant pleurant
dans les bras de républicains, Barcelone

Et toujours, le bois — le bois avant tout. Probablement aucune page de mon journal n'échappe à ce constat. Nous étions à plus de mille mètres d'altitude, en plein hiver. La température n'était pas exceptionnelle, mais le froid était insupportable. Vent hurlant, brumes pénétrantes, pluie glaciale, sols glissants. Mes vêtements nombreux — vestes, pull-overs, pantalons, bottes, manteau — ne suffisaient pas à me tenir chaud. Le bois était rare ; chaque montagne avait été pillée par les miliciens gelés. Dès que nous ne mangions, ne dormions, ne montions la garde ou ne travaillions, nous partions à la recherche de combustible. Grimper les pentes abruptes, s'arracher aux éboulis de calcaire, chasser les brindilles minuscules : trois hommes, deux heures, juste assez de bois pour une heure de feu. Nous étions tous devenus botanistes, classant les plantes selon leur pouvoir calorifique.

À côté du froid, les autres désagréments paraissaient mineurs. La saleté permanente, l'eau croupie, le manque de vêtements chauds, les rats et souris : rien n'était grave. On s'habituait vite. L'eau était distribuée en quart par homme et par jour, tirée par mule depuis Alcubierre. Je me lavais un jour sur deux. Dormir habillé devenait naturel. Les bougies, les allumettes, le vin, le tabac restaient essentiels. Les allumettes, manquant, on allumait les flammes avec de la poudre de cartouche et un briquet.

La vie était extraordinaire, si on pouvait appeler cela guerre. Toute la milice s'impatientait de l'inaction et voulait attaquer, mais il n'y aurait pas de bataille avant longtemps, sauf si l'ennemi l'initiait. Georges Kopp, lors de ses inspections, le disait franchement : "Ce n'est pas une guerre, c'est un opéra-comique avec quelques morts."

Le front d'Aragon stagnait pour des raisons politiques que j'ignorais, mais les difficultés militaires étaient évidentes : terrain naturellement fort, positions imprenables par l'infanterie sans forces massives, manque d'artillerie. Une douzaine d'hommes avec deux mitrailleuses pouvaient tenir contre un bataillon. Nous étions des cibles idéales pour l'artillerie… mais il n'y en avait pas. Les fascistes pouvaient parfois tirer quelques obus, mais sans jamais ajuster le tir ; les obus tombaient dans les ravins vides. Contre les mitrailleuses et sans artillerie, trois choix : creuser à distance, avancer pour se faire massacrer, ou lancer de petites attaques nocturnes sans effet. Les alternatives se résumaient à stagnation ou suicide.

Et il y avait le manque de matériel. L'armement était si mauvais qu'il mérite d'être décrit. Quatre mortiers de tranchée pour tout le secteur, quinze obus chacun. Mitrailleuses : une pour cinquante hommes, an-

ciennes mais relativement précises. Fusils : trois modèles, la plupart rouillés ou bricolés. Cartouches rares et souvent défectueuses. Pas de casque, pas de baïonnettes, très peu de revolvers ou bombes. La bombe “FAI”[5], production anarchiste, était si dangereuse qu’elle pouvait tuer le lanceur et la cible. Les autres objets de guerre manquaient : cartes, lunettes, torches, outils, lubrifiant, presque rien pour nettoyer les armes. L’éclairage se faisait au briquet et à la poudre.



Soldat dans une cabane, Huesca, Aragon

Au fil des jours, alors que les rafales de fusil ricochaient dans les collines, je me demandais si quelque chose viendrait jamais rompre cette immobilité. C’était la pneumonie que nous combattions, non l’homme. À plus de cinq cents mètres, personne n’était touché, sauf par accident. Les premières blessures que je vis furent toutes causées par nos propres armes. Une nuit, une jeune sentinelle me tira dessus à vingt mètres, manquant de peu. Une autre fois, je revenais d’une patrouille : un garde crut à une attaque et ordonna un feu nourri… sur moi. Tout le monde manquait toujours tout le monde.

Les mots de passe étaient eux aussi un danger mineur. Ils étaient doubles et révolutionnaires : Cultura–progreso, Seremos–invencibles[6]. Il était difficile pour les sentinelles illettrées de les retenir. Une nuit, le mot de passe était Cataluna–eroica. Un jeune paysan, Jaime Domenech, me demanda :

— Eroica… qu’est-ce que ça veut dire ?

— Cela signifie courageux.

Un peu plus tard, il trébuchait dans la tranchée, et la sentinelle le hèle :

— Alto ! Cataluna !

— Valiente ![7] hurla Jaime.

Bang ! Mais la sentinelle manqua sa cible. Dans cette guerre, tout le monde manquait tout le monde dès que c’était humainement possible.

[5] Fédération anarchiste ibérique.

[6] Nous serons–invincibles.

[7] Halte ! Catalogne ! — Courage !

Chapitre 4

Au bout d'environ trois semaines sur la ligne, un contingent de vingt ou trente hommes envoyés d'Angleterre par l'ILP[8] arriva à Alcubierre. Pour maintenir les Anglais de ce front ensemble, Williams et moi fûmes envoyés les rejoindre. Notre nouvelle position se situait à Monte Oscuro, plusieurs kilomètres plus à l'ouest, à portée de vue de Saragosse.

Le poste se dressait sur une sorte d'arête de calcaire, avec des abris creusés horizontalement dans la roche, comme les nids de martins-pêcheurs. Ils s'enfonçaient dans le sol sur des distances prodigieuses. À l'intérieur, il faisait noir complet et si bas que l'on ne pouvait ni se tenir debout, ni même s'agenouiller. Sur les sommets à notre gauche se trouvaient deux autres positions du POUM, dont l'une fascinait tous les hommes de la ligne : trois miliciennes y cuisinaient. Ces femmes n'étaient pas belles, mais la position avait été déclarée interdite aux hommes des autres compagnies. À cinq cents mètres à notre droite se trouvait un poste du PSUC au virage de la route d'Alcubierre. C'est là que la route changeait de mains. La nuit, on voyait les lampes de nos camions de ravitaillement sortir d'Alcubierre, et simultanément celles des fascistes venant de Saragosse. Saragosse elle-même apparaissait comme une fine ligne de lumières, semblable aux hublots éclairés d'un navire, à douze milles au sud-ouest. Les troupes gouvernementales la regardaient depuis août 1936, et la regardent encore.

Nous étions une trentaine, dont un Espagnol, Ramon, le beau-frère de Williams, et une douzaine de mitrailleurs espagnols. À part une ou deux nuisances inévitables – la guerre attire toujours les crapules – les Anglais formaient un groupe exceptionnel, tant physiquement que mentalement. Le meilleur, peut-être, était Bob Smillie, petit-fils du célèbre leader des mineurs, qui mourut ensuite d'une mort horrible et absurde à Valence. Il faut reconnaître une chose : Anglais et Espagnols s'entendaient toujours, malgré la barrière de la langue. Tous les Espagnols connaissaient deux expressions anglaises : « O.K., baby » et un mot employé par les prostituées de Barcelone avec les marins anglais, que je ne peux traduire ici.

Encore une fois, il ne se passait rien le long de la ligne, seulement le claquement aléatoire des balles et, très rarement, le fracas d'un obus fasciste qui nous faisait courir au sommet de la tranchée pour voir où il tombait. L'ennemi était plus proche ici, à trois ou quatre cents mètres environ. Leur position la plus proche faisait face à la nôtre, avec un nid de mitrailleuse dont les créneaux incitaient à gaspiller des cartouches. Les fascistes ne prenaient guère la peine de tirer au fusil, mais ils visaient avec précision quiconque s'exposait. Il fallut dix jours ou plus avant que nous ayons notre première perte. Les troupes en face étaient espagnoles, mais d'après les déserteurs, quelques sous-officiers allemands se trouvaient parmi eux. Autrefois, il y avait aussi des Maures – pauvres diables, comment devaient-ils souffrir du froid ! – et dans le no man's land gisait un cadavre de Maure qui constituait une curiosité locale.

À quelques kilomètres à gauche, la ligne cessait d'être continue. Une zone basse et boisée appartenait à personne. Nous y faisions parfois des patrouilles de jour. Ce n'était pas désagréable, façon scouts, bien que je n'aie jamais aperçu de patrouille fasciste à moins de plusieurs centaines de mètres. En rampant sur le ventre, on pouvait se faufiler partiellement à travers leurs lignes et même apercevoir la ferme arborant le drapeau monarchiste, quartier général fasciste local. Parfois nous tirions quelques rafales avant de nous cacher avant que les mitrailleuses ne nous repèrent. Peut-être avons-nous brisé quelques fenêtres, mais à huit cents mètres, avec nos fusils, on ne pouvait viser une maison avec certitude.

Le temps était clair et froid, parfois ensoleillé à midi, mais toujours glacial. Ici et là, dans la terre des collines, pointaient les premières pousses vertes des crocus et des iris : le printemps arrivait lentement. Les nuits étaient plus froides encore. De retour de garde, au petit matin, nous rassemblions les braises de la cuisine pour y réchauffer nos pieds. Mauvais pour les bottes, excellent pour les pieds. Parfois, le spectacle de l'aube sur les crêtes compensait le manque de sommeil. Je déteste les montagnes, même pour leur beauté, mais voir l'or étroit des premières lueurs trancher

[8] Independent Labour Party, Parti travailliste indépendant britannique.

l'obscurité, puis la lumière croissante et les mers de nuages carmin s'étirer à perte de vue valait parfois la peine d'être réveillé. J'ai vu plus d'aubes pendant cette campagne que pendant le reste de ma vie, ou du moins ce qui reste à venir.

Nous étions peu nombreux, ce qui signifiait des gardes plus longues et plus de corvées. Le manque de sommeil commençait à se faire sentir. En trois ou quatre mois sur la ligne, je n'ai guère connu plus d'une douzaine de périodes de vingt-quatre heures sans sommeil complet ; mais je n'ai certainement pas eu plus d'une douzaine de nuits de sommeil entier. Vingt ou trente heures par semaine était la norme. Les effets n'étaient pas aussi mauvais qu'on pourrait le croire : on devenait très stupide, la montée et la descente des collines devenaient plus pénibles, mais on se sentait bien et affamé – affamé ! Tout aliment semblait bon, même ces éternelles haricots que tous les Espagnols finissent par détester. L'eau, quand il y en avait, venait de loin, portée par des mulets ou de petits ânes maltraités. Les paysans d'Aragon traitaient bien leurs mulets mais abominablement leurs ânes. Si un âne refusait d'avancer, on le frappait dans les testicules. Les bougies avaient disparu, les allumettes s'épuisaient. Les Espagnols nous apprirent à fabriquer des lampes à huile avec une boîte de lait condensé, un chargeur et un morceau de chiffon. Avec un peu d'huile d'olive, ces lampes brûlaient faiblement, juste assez pour voir son fusil.



Soldat républicain dormant à même le sol après trois jours de bataille, front de Cordoue

Il n'y avait guère d'espoir de combat réel. À Monte Pocero, en trois semaines, je n'avais tiré que trois fois sur l'ennemi. À ce rythme, il me faudrait vingt ans pour tuer mon premier fasciste. À Monte Oscuro, la distance était moindre, on tirait plus souvent, mais je suis sûr de n'avoir jamais touché personne. En réalité, sur ce front et à cette période, l'arme principale n'était pas le fusil mais le mégaphone. Incapables de tuer, on criait.

Partout où les lignes étaient à portée de voix, il y avait des échanges de cris. De notre côté : "Fascistas – maricones !"[9] Du leur : "¡Viva España! ¡Viva Franco !" ou, face aux Anglais : "Go home, you English! We don't want foreigners here !"[10] Dans les milices gouvernementales, la propagande vocale était une technique officielle. Des hommes, souvent mitrailleurs, étaient assignés aux mégaphones. Ils déclamaient des slogans révolutionnaires, exhortant les soldats fascistes à passer de notre côté. Cela durait parfois presque toute la nuit. L'effet était certain : les déserteurs fascistes le prouvaient.

Parfois, au PSUC sur notre droite, l'homme chargé du mégaphone racontait simplement combien nous étions mieux nourris : « Du pain grillé au beurre ! » résonnait dans la vallée. Il mentait sans doute, mais dans le froid, l'idée de pain au beurre mettait l'eau à la bouche.

Un jour de février, un avion fasciste apparut. On installa la mitrailleuse en batterie, mais l'appareil passait trop haut pour être visé. De lui tombèrent des feuilles blanches : copies du Heraldo de Aragón, annonçant la chute de Malaga.

Cette nuit-là, les fascistes tentèrent un assaut maladroit. Je descendais à la couchette, à moitié mort de sommeil, lorsqu'une pluie de balles tomba et quelqu'un hurla : « Ils attaquent ! » Je saisis mon fusil et glissai jusqu'au sommet du poste, près de la mitrailleuse. Obscurité totale, vacarme infernal. Le feu de cinq mitrailleuses peut-être, et des bombes lancées par les fascistes retombaient autour, dans le désordre le plus complet. En bas, dans la vallée à gauche, le flash verdâtre des fusils d'une petite patrouille fasciste. Les balles volaient dans l'obscurité : crack-zip-crack. Quelques obus sifflaient, mais loin de nous, et la plupart ne tombaient pas en explosion. Une mitrailleuse espagnole nous soute-

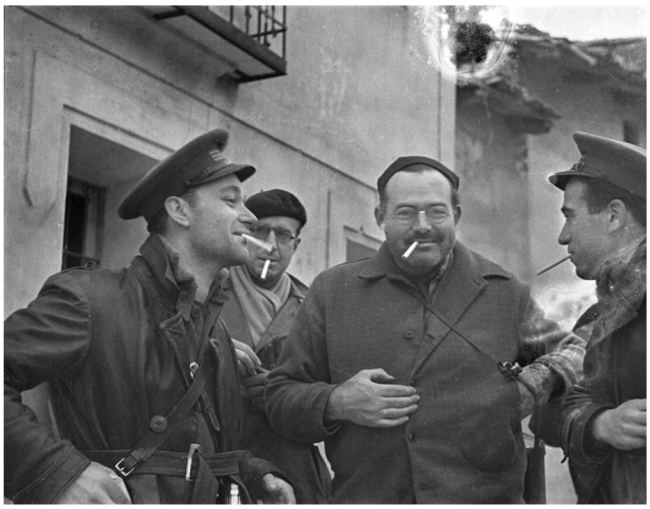
[9] Fascistes – pédés ! [c'est l'époque NdÉ]

[10] Rentrez chez vous, les Anglais ! On ne veut pas d'étrangers ici !

nant s'enrayait ; la tige de culasse se perdait dans la noirceur. Il ne restait qu'à rester immobile et à se faire tirer dessus. Les mitrailleurs espagnols s'exposaient délibérément, je fis de même. C'était la première fois que je me trouvais vraiment sous le feu. À ma honte, j'avais terriblement peur. La peur n'était pas tant d'être touché que de ne pas savoir où.
Après une ou deux heures, le tir ralentit puis cessa. Nous n'eûmes qu'une seule perte. Les fascistes avaient avancé quelques mitrailleuses dans le no man's land, mais sans tenter de franchir notre parapet. Ils ne faisaient que gaspiller des cartouches pour fêter Malaga. L'essentiel fut que j'appris à lire les journaux avec plus de scepticisme. Quelques jours plus tard, ils annonçaient un assaut formidable, repoussé par des Anglais héroïques.
Lorsque Malaga tomba, nous crûmes d'abord à un mensonge. Puis les rumeurs se firent plus précises. Progressivement, la vérité s'imposa : la ville avait été évacuée sans tirer un coup de feu, et la colère italienne s'abattit sur la population civile, certains poursuivis et mitraillés sur des centaines de kilomètres. La nouvelle provoqua un frisson sur toute la ligne. Chaque milicien soupçonnait la trahison. C'était la première fois que j'entendais parler de trahison ou de buts divergents. Mes doutes commencèrent à naître sur cette guerre, jusque-là si clairement divisée entre le bien et le mal.
À la mi-février, nous quittâmes Monte Oscuro et rejoignîmes, avec toutes les troupes du POUM de ce secteur, l'armée assiégeant Huesca. C'était cinquante milles de route à travers la plaine hivernale, où les vignes taillées n'avaient pas encore bourgeonné et l'orge d'hiver pointait à peine à travers la terre bosselée. À quatre kilomètres des nouvelles tranchées, Huesca brillait, petite et nette, comme une ville de maisons de poupée. Quelques mois plus tôt, lors de la prise de Sietamo, le général commandant les troupes gouvernementales avait déclaré joyeusement : "Demain, nous prendrons le café à Huesca" Il s'était trompé. La ville ne tomba pas, et la phrase "Demain, nous prendrons le café à Huesca" devint une plaisanterie permanente dans l'armée. Si je retourne un jour en Espagne, je boirai ce café à Huesca.

Chapitre 5

Du côté est de Huesca, jusqu'à la fin mars, il ne se passa presque rien — littéralement rien. Nous étions à douze cents mètres de l'ennemi. Quand les Fascistes furent repoussés dans Huesca, les troupes républicaines qui tenaient cette partie du front n'avaient pas été trop zélées dans leur avancée, si bien que la ligne formait une sorte de poche. Plus tard, il faudrait la pousser en avant — un travail délicat sous le feu — mais pour l'instant, l'ennemi aurait aussi bien pu ne pas exister ; notre seule préoccupation était de rester au chaud et de manger à notre faim.



Hemingway (centre),
Herbert Matthews (béret),
Malcolm Dunbar (à droite) et Enrique Lister,

En réalité, certaines choses m'intéressaient beaucoup durant cette période, et j'en parlerai plus tard. Mais si je veux rester fidèle à l'ordre des événements, il me faut d'abord rendre compte de la situation politique interne du côté du Gouvernement.

Au début, j'avais ignoré l'aspect politique de la guerre, et ce n'est qu'à ce moment-là qu'il commença à s'imposer à mon attention. Si vous n'êtes pas intéressé par les horreurs de la politique partisane, passez cette section ; j'essaie de maintenir les parties politiques de ce récit dans des chapitres séparés, justement pour cela. Mais il serait tout à fait impossible de raconter la guerre d'Espagne en se limitant à l'angle militaire. C'était avant tout une guerre politique. Aucun événement, du moins durant la première année, n'est compréhensible sans saisir la lutte entre partis qui se jouait derrière les lignes gouvernementales.

Lorsque je suis arrivé en Espagne, et encore quelque temps après, je n'étais pas seulement peu intéressé par la politique : j'en ignorais l'existence. Je savais qu'il y avait une guerre, mais j'ignorais de quel type. Si l'on m'avait demandé pourquoi j'avais rejoint la milice, j'aurais répondu : "Pour lutter contre le fascisme." Et si l'on m'avait demandé pour quoi je me battais, j'aurais répondu : « Pour la décence commune. » J'avais accepté la version du News Chronicle et du New Statesman : la guerre était la défense de la civilisation contre une folie d'armée, celle des colonels Blemps payés par Hitler. L'atmosphère révolutionnaire de Barcelone m'attirait profondément, mais je n'avais fait aucun effort pour la comprendre. Quant au kaléidoscope des partis politiques et syndicats, avec leurs noms fastidieux — PSUC, POUM, FAI, CNT, UGT, JCI, JSU, AIT[11] — ils ne faisaient qu'exaspérer mon esprit. On aurait dit qu'un fléau d'initiales s'était abattu sur l'Espagne.

Je savais que je servais dans quelque chose appelé le POUM (j'avais seulement rejoint la milice du POUM, plutôt qu'une autre, parce que je venais d'arriver à Barcelone avec des papiers de l'ILP), mais je n'avais pas conscience des profondes divergences entre partis. À Monte Pocero, quand on me montra la position à notre gauche et dit :

— Ce sont les Socialistes. (c'est-à-dire le PSUC)

Je fus perplexe et répondis :

— Ne sommes-nous pas tous Socialistes ?

Il me semblait absurde que des hommes qui se battaient pour leur vie aient des partis séparés. Mon attitude fut toujours : "Pourquoi ne pas laisser tomber ces sottises politiques et faire la guerre ? " C'était, bien sûr, l'attitude "anti-fasciste" correcte que les journaux anglais avaient soigneusement diffusée, essentiellement pour empêcher le public de saisir la nature réelle du conflit. Mais en Espagne, surtout en Catalogne, personne ne pouvait maintenir longtemps cette neutralité : chacun, tôt

[11] On a déjà vu le PSUC, le POUM et la FAI. CNT : Confederación Nacional del Trabajo. UGT : Unión General de Trabajadores. JCI : Juventudes Comunistas Ibéricas. JSU : Juventudes Socialistas Unificadas. AIT : Association Internationale des Travailleurs (1864).

ou tard, prenait parti. Même si l'on se moquait des partis et de leurs 'lignes' conflictuelles, il était trop évident que son propre destin en dépendait. Comme milicien, on était un soldat contre Franco, mais aussi un pion dans une immense lutte opposant deux théories politiques. Lorsque je cherchais du bois de chauffage sur le versant de la montagne et me demandais si c'était vraiment une guerre ou si le News Chronicle avait inventé cela, lorsque j'évitais les mitrailleuses communistes lors des émeutes à Barcelone, ou encore lorsque je fuyais l'Espagne avec la police à mes trousses — tout cela m'arriva de cette façon précise parce que je servais dans la milice POUM, et non dans le PSUC ! Si grande est la différence entre deux ensembles d'initiales !

Pour comprendre les alliances du côté gouvernemental, il faut se souvenir de la façon dont la guerre a commencé. Quand les combats éclatèrent le 18 juillet, il est probable que tout antifasciste en Europe ressentit un frisson d'espoir. Enfin, la démocratie semblait tenir tête au fascisme ! Depuis des années, les pays dits démocratiques cédaient à chaque pas. Les Japonais faisaient ce qu'ils voulaient en Mandchourie. Hitler prenait le pouvoir et massacrait ses opposants. Mussolini bombardait les Abyssins, tandis que cinquante-trois nations (il me semble) faisaient de pieuses déclarations. Mais quand Franco tenta de renverser un gouvernement modérément de gauche, le peuple espagnol se leva contre lui : la marée semblait tourner.

Cependant, plusieurs points passèrent inaperçus. D'abord, Franco n'était pas comparable à Hitler ou Mussolini. Son soulèvement était une mutinerie militaire soutenue par l'aristocratie et l'Église, et surtout au début, il ne visait pas tant à imposer le fascisme qu'à restaurer le féodalisme. Contre lui se dressaient non seulement la classe ouvrière, mais aussi certaines fractions de la bourgeoisie libérale — ces mêmes gens qui soutiennent le fascisme sous des formes modernes. Plus important encore : la classe ouvrière espagnole ne résistait pas à Franco au nom de la "démocratie" et du "statu quo" ; sa résistance s'accompagnait d'une explosion révolutionnaire. Les paysans s'emparaient des terres, les syndicats prenaient le contrôle des usines et des transports, les églises étaient saccagées et les prêtres chassés ou tués. Le Daily Mail, sous les applaudissements du clergé catholique, pouvait présenter Franco comme un patriote délivrant son pays des hordes rouges.

Durant les premiers mois, le véritable adversaire de Franco n'était pas tant le Gouvernement que les syndicats. Dès le début du soulèvement, les ouvriers organisés répondirent par une grève générale, puis réclamèrent — et obtinrent après un combat — les armes des arsenaux publics. Sans cette action spontanée et presque indépendante, il est tout à fait concevable que Franco n'aurait jamais été arrêté. Le Gouvernement avait fait peu ou rien pour prévenir le soulèvement, et son attitude initiale fut faible et hésitante, au point que l'Espagne eut trois Premiers ministres en un seul jour. La mesure qui aurait pu sauver la situation immédiatement, l'armement des travailleurs, ne fut prise qu'à contrecœur, sous la pression populaire. Pourtant, les armes furent distribuées, et dans les grandes villes de l'Espagne orientale, les Fascistes furent vaincus par un immense effort, principalement celui de la classe ouvrière, aidée de quelques forces armées restées loyales.



Soldat sortant d'une voiture blindée, Aragon

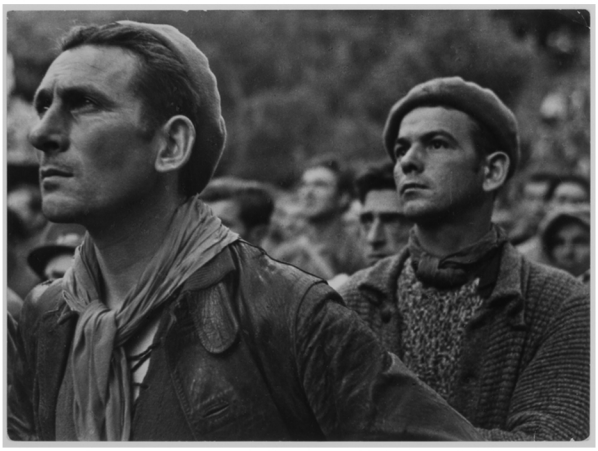
Il est difficile d'imaginer que des hommes et des femmes, armés seulement de bâtons de dynamite, aient chargé des bâtiments défendus par des soldats équipés de mitrailleuses, sans une intention révolutionnaire : ils se battaient pour quelque chose de meilleur que le statu quo. Les taxis fonçaient sur les nids de mitrailleuses à cent kilomètres heure. Même sans savoir que les paysans prenaient possession des terres et que des soviets locaux étaient mis en place, il était clair que les anarchistes et socialistes, colonne vertébrale de la

résistance, ne faisaient pas tout cela pour préserver la démocratie capitaliste : pour eux, c'était une révolution sociale.

J'ai tenté de tracer le déroulement général de la révolution espagnole au cours de sa première année, car cela facilite la compréhension de la situation à un moment donné. Je ne veux pourtant pas laisser entendre qu'en février je partageais toutes les opinions implicites dans ce que j'ai décrit. Tout d'abord, les événements qui m'avaient le plus éclairé n'avaient pas encore eu lieu, et, de toute façon, mes sympathies étaient alors en partie différentes de celles que j'ai aujourd'hui. Cela tenait en partie au fait que l'aspect politique de la guerre m'ennuyait et que je réagissais naturellement contre le point de vue que j'entendais le plus souvent : celui du POUM-ILP Les Anglais parmi lesquels je me trouvais étaient pour la plupart membres de ILP, avec quelques membres du Parti communiste. La plupart étaient politiquement bien plus instruits que moi. Pendant des semaines, lors des périodes creuses où rien ne se passait autour de Huesca, je me retrouvais au milieu de discussions politiques qui semblaient ne jamais finir. Dans la grange froide et malodorante de la ferme où nous étions cantonnés, dans l'obscurité étouffante des tranchées, derrière les parapets glacés à minuit, les lignes de parti se disputaient encore et encore. Chez les Espagnols, c'était pareil, et la plupart des journaux que nous lisions faisaient de la querelle inter-partis leur principal sujet. Il fallait être sourd ou idiot pour ne pas saisir, à force d'entendre, ce que défendaient les différents partis.

Du point de vue de la théorie politique, trois partis seulement comptaient vraiment : le PSUC, le POUM et la CNT-FAI, que l'on peut qualifier, de manière large, d'anarchistes. Je commencerai par le PSUC, le plus important : c'était le parti qui allait finalement triompher, et déjà à cette époque il apparaissait en position ascendante.

Il faut préciser que lorsque l'on parle de la « ligne » du PSUC, on entend en réalité la ligne du Parti communiste. Le PSUC (Parti socialiste unifié de Catalogne) était le Parti socialiste catalan ; il avait été créé au début de la guerre par la fusion de divers partis marxistes, dont le Parti communiste catalan, mais il était désormais entièrement sous contrôle communiste et affilié à la Troisième Internationale. Ailleurs en Espagne, aucune fusion officielle entre socialistes et communistes n'avait eu lieu, mais le point de vue communiste et celui des socialistes de droite pouvaient partout être considérés comme identiques. Grosso modo, le PSUC était l'organe politique de l'UGT (Union générale des travailleurs), les syndicats socialistes. L'adhésion à ces syndicats à travers l'Espagne s'élevait alors à environ un million et demi de membres. Ils comprenaient de nombreux travailleurs manuels, mais depuis le début de la guerre, un afflux important de membres de la classe moyenne avait gonflé leurs rangs : dans les premiers jours « révolutionnaires », il était utile pour tous de rejoindre soit l'UGT, soit la CNT Les deux blocs syndicaux se chevauchaient, mais la CNT restait clairement une organisation ouvrière. Le PSUC était donc un parti mêlant ouvriers et petite bourgeoisie : commerçants, fonctionnaires et paysans aisés.



Adieu aux Brigades internationales, Les Masies

La ligne du PSUC, que la presse communiste ou pro-communiste diffusait dans le monde entier, se résumait approximativement ainsi :

« Pour l'instant, rien ne compte sauf la victoire dans la guerre ; sans elle, tout le reste est vain. Ce n'est donc pas le moment de parler de pousser la révolution plus avant. Nous ne pouvons pas nous permettre d'aliéner les paysans en leur imposant la collectivisation, ni d'effrayer la petite bourgeoisie qui se bat à nos côtés. Par-dessus tout, pour être efficaces, nous devons éliminer le chaos révolutionnaire. Il nous faut un gouvernement central fort, en remplacement des comités locaux, et une armée correctement formée et entière-

ment militarisée sous un commandement unique. S'accrocher à des fragments de contrôle ouvrier et répéter des phrases révolutionnaires est pire qu'inutile : c'est contre-révolutionnaire, car cela crée des divisions que les fascistes peuvent exploiter. À ce stade, nous ne combattons pas pour la dictature du prolétariat, mais pour la démocratie parlementaire. Quiconque tente de transformer la guerre civile en révolution sociale joue le jeu des fascistes et, de fait, est un traître. »

La ligne du POUM différait sur tous les points, sauf l'importance de gagner la guerre. Le POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste) était l'un de ces partis communistes dissidents apparus ces dernières années à cause de l'opposition au « stalinisme ». Il se composait en partie d'anciens communistes et en partie d'un parti antérieur, le Bloc ouvrier et paysan. Numériquement, c'était un petit parti, surtout influent en Catalogne, et important par la forte proportion de membres politiquement conscients. Son bastion principal était Lérida. Il ne représentait aucun bloc syndical. Les miliciens du POUM étaient pour la plupart membres de la CNT, mais les adhérents du parti appartenaient généralement à l'U.G.T. La ligne du POUM se résumait ainsi :

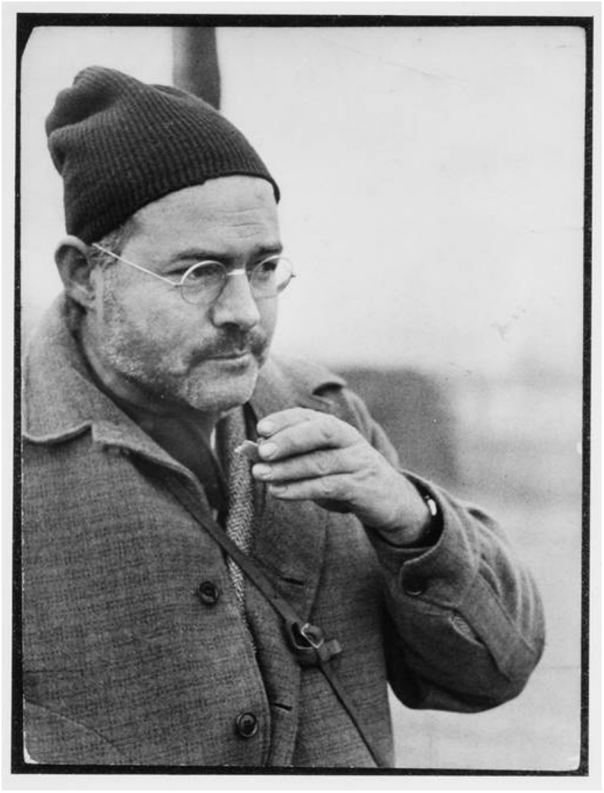
"Il est absurde de prétendre combattre le fascisme au nom de la *démocratie* bourgeoise. La *démocratie* bourgeoise n'est qu'un autre nom pour le capitalisme, et le fascisme aussi ; combattre le fascisme au nom de la démocratie, c'est défendre une forme de capitalisme contre une autre, susceptible de redevenir la première à tout moment. La seule alternative réelle au fascisme est le contrôle ouvrier. Si l'on se fixe un objectif moindre, on donnera soit la victoire à Franco, soit, au mieux, on laissera passer le fascisme par la porte de derrière. Entre-temps, les ouvriers doivent conserver tout ce qu'ils ont conquis ; s'ils cèdent au gouvernement semi-bourgeois, ils seront trahis. Les milices ouvrières et forces de police doivent être préservées dans leur forme actuelle et toute tentative de les *bourgeoisifier* doit être combattue. Si les ouvriers ne contrôlent pas les forces armées, ce sont les forces armées qui contrôleront les ouvriers. La guerre et la révolution sont indissociables"

Le point de vue anarchiste est plus difficile à définir. Le terme « anarchistes » couvre une multitude de positions très variées. Le vaste bloc syndical de la CNT, environ deux millions de membres, avait pour organe politique la FAI (Fédération anarchiste ibérique), une organisation véritablement anarchiste. Même les membres de la FAI, bien qu'influencés par la philosophie anarchiste comme la plupart des Espagnols, n'étaient pas forcément anarchistes au sens strict. Dès le début de la guerre, ils avaient tendance à se rapprocher du socialisme ordinaire, contraints de participer à l'administration centralisée et même de violer certains principes en entrant au Gouvernement. Ils différaient néanmoins fondamentalement des communistes : comme le POUM, ils visaient le contrôle ouvrier et non la démocratie parlementaire. Ils acceptaient le slogan du POUM : "La guerre et la révolution sont indissociables", tout en étant moins dogmatiques. Grosso modo, la CNT-FAI défendait :

1. le contrôle direct par les travailleurs sur chaque secteur industriel ;
2. le gouvernement par comités locaux et la résistance à tout autoritarisme centralisé ;
3. une hostilité totale envers la bourgeoisie et l'Église.

Ce dernier point, le moins précis, était le plus important. Les anarchistes étaient l'opposé des « révolutionnaires » habituels : si leurs principes étaient vagues, leur haine des privilèges et de l'injustice était parfaitement réelle. Philosophiquement, communisme et anarchisme sont opposés ; pratiquement, la différence tient surtout à l'accent : centralisme et efficacité pour les communistes, liberté et égalité pour les anarchistes. L'anarchisme est profondément enraciné en Espagne et survivra probablement au communisme lorsque l'influence russe disparaîtra. Pendant les deux premiers mois de la guerre, ce furent eux qui sauvèrent la situation ; plus tard, malgré leur indiscipline, les milices anarchistes furent les meilleurs combattants parmi les forces espagnoles pures. À partir de février 1937, anarchistes et POUM furent en grande partie regroupés : si, dès le départ, anarchistes, POUM et aile gauche des socialistes avaient uni leurs forces et suivi une politique réaliste, l'histoire de la guerre aurait pu être différente. Mais, au début, lorsque les partis révolutionnaires semblaient tenir le jeu, cela était impossible. Entre anarchistes et socialistes existaient de vieilles jalousies ; les POUM, marxistes,

étaient sceptiques envers l'anarchisme, tandis que pour les anarchistes purs, le "trotskisme" du POUM n'était guère préférable au "stalinisme" des communistes. La tactique communiste tendait cependant à rapprocher les deux partis. Lorsque le POUM participa aux combats désastreux de Barcelone en mai, ce fut surtout par instinct de solidarité avec la CNT, et plus tard, lorsqu'il fut supprimé, les anarchistes furent les seuls à oser prendre sa défense.
En résumé, le camp se répartissait ainsi : d'un côté, CNT-FAI, POUM et une partie des socialistes, défendant le contrôle ouvrier ; de l'autre, socialistes de droite, libéraux et communistes, pour un gouvernement centralisé et une armée militarisée.



Hemingway durant la Bataille de Teruel

Il était facile de comprendre, à cette époque, pourquoi je préférais le point de vue communiste à celui du POUM Les communistes avaient une politique pratique, clairement définie, et une politique meilleure, du moins du point de vue du bon sens, qui ne regardait que quelques mois en avant. La politique quotidienne du POUM, leur propagande et tout le reste, était indiscutablement mauvaise ; elle devait l'être, sinon ils auraient pu attirer un plus large public. Ce qui tranchait tout, c'était que les communistes — à mes yeux — avançaient dans la guerre tandis que nous, avec les anarchistes, restions immobiles. C'était le sentiment général à ce moment-là. Les communistes avaient acquis le pouvoir et gagné de nombreux adhérents, en partie en séduisant la petite bourgeoisie contre les révolutionnaires, mais aussi parce qu'ils semblaient les seuls capables de gagner la guerre. Les armes russes et la défense splendide de Madrid, menée en grande partie par des troupes sous contrôle communiste, avaient fait d'eux les héros de l'Espagne. Comme quelqu'un l'a dit : chaque avion russe qui passait au-dessus de nos têtes était de la propagande communiste. Le purisme révolutionnaire du POUM, que j'en voyais la logique, me paraissait plutôt futile. Après tout, l'essentiel était de gagner la guerre.
Parallèlement, la querelle diabolique entre partis faisait rage dans les journaux, les brochures, les affiches, les livres — partout. Les journaux que je lisais le plus souvent étaient les publications du POUM, La Batalla et Adelante, et leur critique incessante du PSUC « contre-révolutionnaire » me semblait maniérée et lassante. Plus tard, lorsque j'étudiai de près la presse communiste et pro-communiste, je compris que le POUM était presque irréprochable comparé à ses adversaires. D'abord, ils avaient des moyens bien plus limités. Contrairement aux communistes, ils n'avaient aucune assise dans la presse étrangère et, à l'intérieur de l'Espagne, ils étaient désavantagés parce que la censure était largement contrôlée par les communistes. Les journaux du POUM pouvaient être fermés ou sanctionnés s'ils écrivaient quelque chose de nuisible. Il faut aussi reconnaître que, même s'ils prêchaient sans fin la révolution et citaient Lénine à satiété, ils n'avaient pas coutume de se livrer à la diffamation personnelle. Leur polémique se limitait essentiellement aux articles. Leurs grandes affiches colorées, destinées au grand public — importantes en Espagne, où l'analphabétisme reste élevé —, n'attaquaient pas les partis rivaux, mais se contentaient d'être antifascistes ou révolutionnaires de manière abstraite. Les chansons que chantaient les miliciens étaient de même nature. Les attaques communistes, en revanche, étaient d'un autre ordre. Je reviendrai sur certaines plus loin dans ce livre ; ici, je ne peux qu'esquisser leur ligne.

En surface, la querelle communistes–POUM était une affaire de tactique. Le POUM voulait la révolution immédiate, les communistes non. Jusque-là, rien à redire : chaque camp avait des arguments. Les communistes affirmaient en outre que la propagande du POUM divisait et affaiblissait les forces gouvernementales et mettait ainsi la guerre en danger ; là encore, bien que je ne sois pas d'accord au final, on pouvait avancer un argument valable. Mais voici la particularité de la tactique communiste. D'abord timidement, puis de manière plus virulente, ils affirmèrent que le POUM ne divisait pas les forces gouvernementales par mauvais jugement, mais par calcul délibéré. Le POUM était présenté comme une bande de fascistes déguisés, payés par Franco et Hitler, qui faisaient passer une politique pseudo-révolutionnaire afin d'aider la cause fasciste. Une organisation "trotskiste", la "cinquième colonne de Franco". Cela impliquait que des dizaines de milliers d'ouvriers, dont huit à dix mille soldats grelottant dans les tranchées du front et des centaines d'étrangers venus combattre le fascisme, souvent au prix de leur emploi et de leur nationalité, étaient en réalité des traîtres au service de l'ennemi. Et ce mensonge se répandait dans toute l'Espagne par des affiches et se répétait dans la presse communiste et pro-communiste du monde entier. Je pourrais remplir six livres de citations si je voulais toutes les collecter.



Soldats en marche, près de Falset

Voilà ce qu'ils disaient de nous : nous étions trotskistes, fascistes, traîtres, assassins, lâches, espions, et ainsi de suite. Je l'avoue, ce n'était pas agréable, surtout quand on pensait aux responsables de ces accusations. Ce n'est pas plaisant de voir un garçon espagnol de quinze ans porté sur une civière, le visage blême et hagard dépassant des couvertures, et de songer aux élégants de Londres et de Paris rédigeant des brochures pour prouver que ce garçon est un fasciste déguisé. L'un des aspects les plus horribles de la guerre est que toute la propagande, tout le cri, les mensonges et la haine viennent toujours de gens qui ne combattent pas. Les miliciens du PSUC que je connaissais sur le front, les communistes de la Brigade internationale rencontrés de temps à autre, ne m'ont jamais traité de trotskiste ou de traître ; ils laissaient ce genre d'insulte aux journalistes de l'arrière. Ceux qui rédigeaient des brochures contre nous et nous diffamaient dans les journaux restaient tous à l'abri, chez eux, ou au pire dans les bureaux de Valence, à des centaines de kilomètres des balles et de la boue. Et, à part la diffamation des querelles inter-partis, tout le reste de la guerre — fanfaronnades, héroïsme, diabolisation de l'ennemi — était produit, comme toujours, par des gens qui ne combattaient pas et qui, souvent, auraient fui cent kilomètres plutôt que d'affronter le front. L'un des effets les plus moroses de cette guerre a été de me montrer que la presse de gauche est tout aussi mensongère et trompeuse que celle de droite. Je crois fermement que, de notre côté — celui du Gouvernement —, cette guerre différait des guerres impérialistes ordinaires ; mais la propagande ne le laissait jamais deviner. À peine le combat avait-il commencé que les journaux de droite et de gauche plongeaient simultanément dans le même cloaque d'injures. Nous nous souvenons tous de l'affiche du Daily Mail : "LES ROUGES CRUCIFIENT LES NONNES", tandis que, pour le Daily Worker, la Légion étrangère de Franco était « composée de meurtriers, d'esclavagistes blancs, de drogués et de déchets de tous les pays européens". En octobre 1937, le New Statesman publiait encore des histoires de barricades fascistes faites avec des enfants vivants (un matériau peu pratique pour des barricades), et M. Arthur Bryant affirmait que "la coupe des jambes d'un commerçant conservateur" était "courante" dans l'Espagne loyaliste. Ceux qui écrivent ce genre de choses ne combattent jamais ; peut-être croient-ils que rédiger des articles peut remplacer le combat. Partout, c'est la même

chose : les soldats se battent, les journalistes hurlent, et aucun patriote ne s'approche d'une tranchée, sauf pour de brèves tournées de propagande. Parfois, je me console en pensant que l'avion modifie les conditions de la guerre : peut-être verrons-nous, dans la prochaine grande guerre, un jingo avec un trou de balle dans le corps.

Sur le plan journalistique, cette guerre était une escroquerie comme les autres. Mais il y avait une différence : d'ordinaire, les journalistes réservent leur invective la plus meurtrière à l'ennemi. Ici, avec le temps, communistes et POUM écrivaient plus amèrement les uns sur les autres que sur les fascistes. Pourtant, à l'époque, je ne prenais pas cela trop au sérieux. La querelle inter-partis m'agaçait et me dégoûtait, mais elle me semblait domestique. Je ne croyais pas qu'elle changerait quoi que ce soit, ni qu'il y eût une véritable divergence de politique irréconciliable. Je comprenais que communistes et libéraux s'opposaient à l'avancée de la révolution ; je ne réalisais pas qu'ils pourraient la faire reculer.

Il y avait une bonne raison : j'étais tout ce temps au front, et au front l'atmosphère sociale et politique ne changeait pas. J'avais quitté Barcelone début janvier et je ne partis en permission qu'à la fin d'avril ; tout ce temps — et plus tard encore —, dans la portion d'Aragon contrôlée par les troupes anarchistes et du POUM, les mêmes conditions subsistaient, du moins en apparence. L'atmosphère révolutionnaire demeurait telle que je l'avais connue. Officiers et simples soldats, paysans et miliciens se rencontraient toujours comme des égaux ; tous percevaient le même salaire, portaient les mêmes vêtements, mangeaient la même nourriture, se vouaient par "tu" et "camarade" ; pas de classe dirigeante, pas de domestiques, pas de mendiants, pas de prostituées, pas d'avocats, pas de prêtres, pas de lèche-bottes, pas de salut par le chapeau. Je respirais l'air de l'égalité et je me faisais naïvement l'illusion qu'il régnait partout en Espagne. Je n'avais pas compris que, plus ou moins par hasard, j'étais isolé dans la section la plus révolutionnaire de la classe ouvrière espagnole.

Ainsi, quand mes camarades plus politisés me dirent qu'il était impossible d'adopter une attitude purement militaire et que le choix se situait entre révolution et fascisme, j'étais porté à les prendre à la légère. Dans l'ensemble, j'acceptais le point de vue communiste, qui se résumait à : "On ne peut parler de révolution tant que nous n'avons pas gagné la guerre", plutôt que celui du POUM, qui disait : "devons avancer ou nous reculerons." Lorsque, plus tard, je jugeai le POUM plus juste, ce n'était pas seulement sur le plan théorique. Sur le papier, le cas communiste tenait la route ; le problème était que leur comportement réel rendait difficile de croire en leur bonne foi. Le slogan répété : "la guerre, puis la révolution", bien que sincèrement cru par le milicien moyen du PSUC, qui pensait honnêtement que la révolution pourrait continuer après la victoire, était de la poudre aux yeux. Ce pour quoi les communistes travaillaient réellement n'était pas de reporter la révolution espagnole à un moment plus propice, mais de s'assurer qu'elle n'advienne jamais. Cela devint de plus en plus évident à mesure que le pouvoir était retiré des mains ouvrières et que des révolutionnaires de toutes nuances étaient jetés en prison. Chaque mesure se prenait au nom de la nécessité militaire, prétexte toujours prêt, mais l'effet était de repousser les travailleurs d'une position avantageuse vers une situation où, à la fin de la guerre, il leur serait impossible de résister au rétablissement du capitalisme. Je ne critique en rien les communistes de base, ni les milliers qui sont morts héroïquement autour de Madrid. Mais ces hommes-là ne dirigeaient pas la politique du parti. Quant aux dirigeants supérieurs, il est inconcevable qu'ils agissent sans savoir.

Mais, au bout du compte, la guerre valait la peine d'être gagnée, même si la révolution échouait. Et j'en vins à douter que la politique communiste assure la victoire. Très peu de gens semblent avoir réfléchi qu'une politique différente peut convenir selon les périodes. Les anarchistes ont probablement sauvé la situation les deux premiers mois, mais étaient incapables d'organiser une résistance prolongée ; les communistes ont probablement sauvé la situation d'octobre à décembre, mais remporter la guerre était autre chose. En Angleterre, la politique communiste a été acceptée sans critique, car très peu de contestations ont été publiées et sa ligne — supprimer le chaos révolutionnaire, accélérer la production, mili-

tariser l'armée — semblait réaliste et efficace. Il est utile de signaler sa faiblesse intrinsèque. Pour éliminer toute tendance révolutionnaire et rendre la guerre ordinaire, il fallut laisser passer les opportunités stratégiques existantes. J'ai décrit comment nous étions armés, ou non, sur le front d'Aragon. Il est quasi certain que des armes furent délibérément retenues afin qu'elles n'atteignent pas trop les anarchistes, qui auraient pu les utiliser à des fins révolutionnaires ; par conséquent, la grande offensive d'Aragon, qui aurait pu faire reculer Franco de Bilbao et peut-être de Madrid, n'eut jamais lieu. Mais cela restait secondaire. Plus important, une fois la guerre réduite à une "guerre pour la démocratie", il devint impossible de solliciter massivement l'aide ouvrière à l'étranger. La classe ouvrière mondiale suivit le conflit avec détachement. Des dizaines de milliers vinrent combattre, mais les dizaines de millions derrière eux restèrent indifférents. La première année, le public britannique aurait versé environ un quart de million de livres à divers fonds "Aide à l'Espagne" — moins de la moitié de ce qu'il dépense en une semaine de cinéma. La classe ouvrière des pays démocratiques aurait pu réellement aider ses camarades espagnols par des actions industrielles : grèves, boycotts. Rien de tel ne se produisit. Les dirigeants du Labour et du Parti communiste déclarèrent partout que c'était impensable — et sans doute avaient-ils raison, tant qu'ils criaient que l'Espagne "rouge" n'était pas rouge. Depuis 14-18, "guerre pour la démocratie" sonne sinistrement. Depuis des années, les communistes avaient appris aux ouvriers militants du monde que la démocratie n'était que le nom poli du capitalisme. D'abord "la démocratie est une arnaque", puis "combattez pour la démocratie" : pas de bonne tactique. Avec le prestige immense de l'URSS, un appel aux ouvriers du monde au nom de l'Espagne révolutionnaire, plutôt que de la démocratie, aurait probablement trouvé un écho.

Mais surtout, avec une politique non révolutionnaire, frapper l'arrière de Franco était difficile, voire impossible. À l'été 1937, Franco contrôlait une population plus nombreuse que le Gouvernement — bien plus si l'on compte les colonies — avec à peu près le même nombre de troupes. Tout le monde sait qu'avec une population hostile à l'arrière, il est impossible de maintenir une armée sans une autre armée équivalente pour protéger les lignes, réprimer le sabotage, etc. Il n'existait donc aucun mouvement populaire réel derrière Franco. Il était inconcevable que les habitants de son territoire, surtout ouvriers urbains et paysans pauvres, l'apprécient ou le désirent, mais chaque avancée vers la droite réduisait la supériorité du Gouvernement. Le cas du Maroc en est la preuve. Pourquoi aucune révolte ? Franco cherchait à établir une dictature infâme, et les Marocains le préféraient au Gouvernement du Front populaire ! La vérité est simple : aucune tentative de soulèvement ne fut faite, car cela aurait supposé donner à la guerre une dimension révolutionnaire. Il aurait fallu proclamer le Maroc libéré pour convaincre les Marocains de la bonne foi du Gouvernement. On imagine la joie des Français ! La meilleure opportunité stratégique fut donc sacrifiée dans l'espoir vain de calmer le capitalisme français et britannique. La politique communiste visait à réduire la guerre à un conflit ordinaire, non révolutionnaire, dans lequel le Gouvernement était gravement handicapé. Une telle guerre ne peut être gagnée que par des moyens mécaniques, c'est-à-dire, en définitive, par un approvisionnement illimité en armes ; or, le principal fournisseur du Gouvernement, l'URSS, était géographiquement défavorisé par rapport à l'Italie et l'Allemagne. Le slogan POUM–anarchiste — "la guerre et la révolution sont indissociables" — paraissait moins utopique qu'il n'en avait l'air.



Militant républicain armé, près de Barcelone

J'ai expliqué pourquoi la politique anti-révolutionnaire communiste me semblait erronée, mais quant à son effet sur la guerre, je

n'ose espérer que mon jugement soit exact. Mille fois je souhaite me tromper. Je voudrais voir cette guerre remportée par n'importe quel moyen. Et, bien sûr, il est impossible de savoir ce qui surviendra. Le Gouvernement pourrait basculer à gauche, les Marocains se révolter spontanément, l'Angleterre acheter l'Italie, la guerre être gagnée par la seule force militaire — nul ne peut le prévoir. Je laisse mes opinions ici, le temps dira leur justesse.

En février 1937, je ne voyais pas les choses ainsi. J'étais las de l'inaction sur le front d'Aragon et surtout conscient de n'avoir pas fait ma part de combat. Je pensais à l'affiche de recrutement à Barcelone, qui accusait les passants : "Qu'avez-vous fait pour la démocratie ?", et je me sentais répondre seulement : "pris mes rations." Quand je rejoignis la milice, je m'étais promis de tuer un fasciste — après tout, si chacun en tuait un, ils disparaîtraient vite — et je n'avais encore tué personne, à peine eu la chance de le faire. Bien sûr, je voulais aller à Madrid. Tous les soldats, quel que soit leur camp politique, souhaitaient aller à Madrid. Cela signifiait probablement rejoindre la Colonne internationale, car le POUM avait peu de troupes à Madrid et les anarchistes moins qu'autrefois.

Pour le moment, il fallait rester en ligne, mais je disais à tous qu'en permission je chercherais à rejoindre la Colonne internationale, me plaçant sous contrôle communiste. Divers tentèrent de me dissuader, mais personne n'intervint. Il faut dire que le POUM pratiquait très peu la chasse aux hérésies ; en deçà d'un soutien fasciste, personne n'était pénalisé pour ses opinions. J'ai passé beaucoup de temps à critiquer sévèrement la « ligne » du POUM, sans jamais avoir d'ennui. Il n'y avait même aucune pression pour adhérer au parti, bien que la majorité des miliciens le fît. Moi, je ne l'ai jamais rejoint — ce dont, après la suppression du POUM, j'ai quelque peu regretté.

Chapitre 6

Pendant ce temps, les rondes quotidiennes—et surtout nocturnes—se poursuivaient, simples tâches ordinaires. Gardes, patrouilles, creusement : boue, pluie, vents hurlants et parfois neige. Ce ne fut qu'au milieu du mois d'avril que les nuits devinrent sensiblement plus chaudes. Sur ce plateau, les journées de mars ressemblaient à un mars anglais : ciel d'un bleu pur et vent tenace. L'orge d'hiver atteignait un pied de hauteur, les cerisiers (la ligne passait par des vergers et jardins abandonnés) portaient déjà leurs bourgeons rouges, et dans les fossés, on pouvait trouver des violettes et une sorte de jacinthe sauvage, un pauvre spécimen de campanule. Juste derrière la ligne, coulait un merveilleux ruisseau vert et limpide, la première eau transparente que je voyais depuis mon arrivée au front. Un jour, je me suis résigné et j'ai rampé dans le courant pour mon premier bain depuis six semaines. Il fut bref : l'eau était surtout de la neige fondue, à peine au-dessus de zéro.

Et, pendant ce temps, rien ne se passait, jamais rien. Les Anglais avaient pris l'habitude de dire que ce n'était pas une guerre, mais une pantomime sanglante. Nous étions à peine sous le feu direct des fascistes. Le seul danger venait des balles perdues, qui, les lignes courbant à gauche et à droite, pouvaient venir de plusieurs directions. Toutes les victimes de cette période étaient frappées par ces balles errantes. Arthur Clinton reçut un projectile mystérieux qui fracassa son épaule gauche et paralysa son bras, probablement à jamais. On avait un peu d'artillerie, mais elle était d'une inefficacité remarquable. Le cri et le fracas des obus étaient presque une distraction agréable. Les fascistes ne lançaient jamais leurs obus sur notre parapet. Quelques centaines de mètres derrière nous, se dressait une maison de campagne, La Granja, avec de vastes dépendances, utilisée comme dépôt, quartier général et cuisine pour ce secteur. C'était elle que visaient les artilleurs fascistes, mais à cinq ou six kilomètres de distance, leur tir ne détruisait que vitres et murs. On n'était en danger que si l'on remontait la route au moment du tir ; alors les obus tombaient dans les champs autour. On apprenait vite l'art mystérieux de juger, au son de l'obus, où il tomberait. Les obus fascistes étaient misérables. Même à 150 mm, ils ne faisaient que de petits cratères et un sur quatre ne détonait pas. On racontait, avec romantisme, des sabotages dans les usines fascistes, ou des obus contenant un papier "Front rouge" au lieu de la charge, mais je n'en vis jamais. La vérité, c'est que les obus étaient désespérément vieux : quel-qu'un trouva un bouchon de fusée en laiton marqué 1917. Les canons fascistes étaient de même calibre que les nôtres, et les obus non explosés étaient souvent reconditionnés et renvoyés. On disait qu'un obus, vieux et surnommé, faisait chaque jour l'aller-retour sans jamais exploser.

La nuit, de petites patrouilles étaient envoyées en territoire neutre, à l'affût dans les fossés près des lignes fascistes, pour écouter les sons (cors, klaxons, etc.) indiquant une activité à Huesca. Les mouvements de troupes fascistes étaient constants et pouvaient être approximativement comptés grâce aux rapports des observateurs. Nous avions des ordres stricts de signaler le son des cloches d'église : il semblait que les fascistes assistaient toujours à la messe avant d'entrer en action. Dans les champs et vergers, des huttes de terre abandonnées pouvaient être explorées à la chandelle si l'on bouchait les fenêtres. Parfois on y trouvait du butin : une hache, une gourde fasciste, plus pratique que les nôtres. L'exploration de jour était possible, mais surtout à quatre pattes. Il était étrange de ramper dans ces champs fertiles et vides, où tout avait été arrêté au moment des récoltes. Les cultures de l'année précédente étaient intactes. Les vignes non taillées s'étendaient sur le sol, les épis de maïs étaient devenus aussi durs que la pierre, les betteraves géantes et mangels étaient hypertrophiés en énormes masses ligneuses. Que les paysans aient maudit les deux armées ! Parfois, des groupes allaient chercher des pommes de terre dans le no man's land. À un mile à droite, les lignes étaient proches et un champ de pommes de terre était fréquenté par nous et les fascistes : nous y allions de jour, eux seulement la nuit, sous nos mitrailleuses. Une nuit, à notre grande colère, ils firent une razzia et vidèrent le champ. Nous découvrîmes un autre champ, plus exposé, où il fallait ramasser les pommes de terre à plat ventre, tandis que les balles fouettaient la terre derrière nous. Cela semblait en valoir la

peine : les pommes de terre se faisaient rares, et un sac plein pouvait être échangé contre une gourde de café à la cantine.



Soldats républicains, Santa Eulalia, front d'Aragon

Et pourtant, rien ne se passait jamais. "Quand allons-nous attaquer ? Pourquoi n'attaquons-nous pas ?" : telle était la question récurrente, espagnols et anglais confondus. Étrange désir de combat, et pourtant il existait. Dans une guerre statique, trois choses obsèdent le soldat : une bataille, des cigarettes, et une semaine de permission. Nous étions un peu mieux armés : cent cinquante cartouches chacun, baïonnettes, casques et quelques bom-bes. Des rumeurs d'attaques circulaient pour maintenir le moral. Il ne fallait pas beaucoup de connaissance militaire pour comprendre qu'aucune action majeure n'aurait lieu de ce côté de Huesca. Le point stratégique était la route de Jaca, de l'autre côté. Lorsque les anarchistes attaquèrent plus tard cette route, notre rôle fut de tenir et de détourner les troupes fascistes.

Durant six semaines, une seule action eut lieu sur notre front. Les Troupes d'Assaut attaquèrent le Manicomio, un ancien asile transformé en forteresse par les fascistes. Plusieurs centaines d'Allemands réfugiés servaient au POUM, organisés dans le Batallon de Cheque. Militairement, ils surpassaient le reste de la milice, plus proches de soldats que quiconque en Espagne, hormis les Gardes d'Assaut et certaines Colonnes Internationales. L'attaque fut mal conduite. Les Troupes d'Assaut prirent le Manicomio, mais le soutien prévu par l'occupation de la colline voisine fit défaut. Le capitaine à leur tête, officier régulier à loyauté douteuse, prévint les fascistes en lançant une bombe à deux cents mètres. Ses hommes l'abattirent sur-le-champ. La surprise était perdue, les miliciens furent fauchés par le feu, et à la tombée de la nuit, les Troupes d'Assaut durent abandonner le Manicomio. Les ambulances descendaient toute la nuit la route abominable de Sietamo, broyant les blessés.

Nous étions tous infestés de poux ; le froid n'était plus un souci. Expérience faite, rien n'égale le louse pour sa férocité. Les autres insectes font plus souffrir, mais ils ne résident pas en permanence sur vous. Le pou adulte ressemble à un minuscule homard et vit surtout dans le pantalon. Hors brûler tous ses vêtements, aucune parade connue. Ses œufs blancs, comme du riz, éclosent et se multiplient à une vitesse effroyable. Le pacifiste trouverait utile de montrer des photos agrandies de poux dans ses brochures. Gloire de la guerre : tous les soldats sont infestés. Verdun, Waterloo, Flodden, Senlac, Thermopyles : tous avaient des poux sur les parties intimes. On limitait le désastre en brûlant les œufs et en se lavant dès que possible. Rien d'autre que les poux ne m'aurait poussé dans ce fleuve glacé.

Tout manquait : chaussures, vêtements, tabac, savon, bougies, allumettes, huile d'olive. Nos uniformes se déchiraient, beaucoup n'avaient que des sandales à semelle de corde. Des piles de chaussures usées servaient de bois de chauffage. Ma femme, à Barcelone, envoyait thé, chocolat et cigares quand possible, mais même là tout manquait, surtout le tabac. Les colis d'Angleterre n'arrivaient jamais : nourriture, vêtements, cigarettes, tout était refusé ou saisi. Curieusement, la seule firme à réussir à envoyer du thé, voire des biscuits, fut l'Army and Navy Stores. La pénurie de tabac était la pire. D'abord un paquet par jour, puis huit cigarettes, cinq, et enfin dix jours sans rien. Pour la première fois en Espagne, je vis ce que l'on voit tous les jours à Londres : ramasser des mégots.

Fin mars, ma main fut infectée et dut être drainée et mise en écharpe. Je restai dix jours à l'hôpital de Monflorite, simple poste de triage. Les praticantes volaient tout : appareils photo, photos... Au front, tout le monde volait, mais l'hôpital surpassait tout. À Barcelone, un Américain arrivé sur un bateau torpillé par un sous-marin italien racontait qu'on

lui avait subtilisé sa montre alors qu'il était hissé dans l'ambulance.

Le bras en écharpe, je me promenai quelques jours dans la campagne. Monflorite, amas de maisons de pierre et de boue, rues étroites labourées par les camions jusqu'à ressembler à la surface lunaire. L'église, en ruine, servait de dépôt. Deux seules fermes imposantes dans le voisinage : Torre Lorenzo et Torre Fabian ; deux grandes maisons, vestiges de l'ancien pouvoir des propriétaires terriens. Derrière la rivière, près du front, un moulin à farine colossal se dégradait : machines rouillées, conduits en bois démontés pour le feu. Plus tard, pour alimenter en bois les troupes, des hommes furent envoyés systématiquement détruire l'endroit à la grenade. La Granja, notre dépôt et cuisine, avait peut-être été un couvent : grandes cours, écuries pour trente ou quarante chevaux. L'archi-tecture de ces maisons rurales n'avait guère d'intérêt, mais les dépendances en pierre blanchie à la chaux, aux arches rondes et poutres massives, sont nobles et inchangées depuis des siècles. Parfois, on pouvait éprouver une certaine sympathie pour les anciens propriétaires fascistes, voyant comment la milice détruisait les lieux. À La Granja, toute pièce inutilisée était transformée en latrine, mobilier fracassé et excréments mêlés. L'église attenante, criblée d'obus, était enfouie sous la fiente. Dans la grande cour où les cuisiniers distribuaient les rations, le mélange de boîtes rouillées, boue, crottin et nourriture pourrie était répugnant. L'ancienne chanson de caserne prenait tout son sens :

Il y a des rats, des rats,
Des rats gros comme des chats,
Dans le magasin du quartier-maître !

À La Granja même, les rats étaient presque gros comme des chats, ventrus, se déplaçant sur les amas d'ordures, trop audacieux pour fuir sans tirer dessus.

Le printemps était enfin là. Le bleu du ciel s'était adouci, l'air était devenu subitement tiède. Les grenouilles s'accouplaient bruyamment dans les fossés. Autour du bassin qui servait d'abreuvoir aux mules du village, je découvris de délicates grenouilles vertes, de la taille d'un sou, si éclatantes que l'herbe jeune paraissait fade à côté. Les jeunes paysans sortaient avec des seaux à la chasse aux escargots, qu'ils rôtissaient vivants sur des plaques de tôle. Dès que le temps s'améliora, les paysans se mirent au labour de printemps. Il est révélateur de la confusion totale qui entoure la révolution agraire espagnole que je n'aie jamais pu savoir avec certitude si la terre ici était collectivisée ou simplement partagée entre les paysans. Je suppose qu'en théorie, elle était collectivisée, puisque nous étions en territoire POUM et anarchiste. Quoi qu'il en soit, les propriétaires étaient partis, les champs cultivés, et les gens semblaient satisfaits. La cordialité des paysans envers nous me surprenait sans cesse. Pour certains plus âgés, la guerre devait paraître absurde : pénurie de tout, vie morne pour chacun, et, à tout moment, les paysans détestent avoir des troupes cantonnées chez eux. Pourtant, ils restaient toujours amicaux, sans doute parce que, malgré notre intrusion, nous représentions un rempart contre leurs anciens maîtres. La guerre civile est une étrange chose. Huesca n'était qu'à cinq milles, c'était leur marché, tous y avaient des proches, toutes les semaines ils y vendaient volailles et légumes. Et depuis huit mois, un mur impénétrable de fils barbelés et de mitrailleuses les séparait. Parfois, ils l'oubliaient. Une fois, je parlais à une vieille femme portant une de ces petites lampes en fer où les Espagnols brûlent l'huile d'olive. "Où puis-je acheter une lampe comme ça ?" demandai-je. "À Huesca", répondit-elle sans réfléchir, et nous éclatâmes de rire. Les filles du village étaient splendides : cheveux noirs de jais, démarche oscillante et regard franc, probablement un produit secondaire de la révolution.

Les hommes, en chemises bleues déchirées et pantalons en velours noir, coiffés de larges chapeaux de paille, labouraient les champs derrière des attelages de mules aux oreilles se balançant. Leurs charrues étaient misérables, ne faisant qu'agiter la terre sans tracer ce qu'on appellerait un véritable sillon. Tous les outils agricoles étaient pitoyablement archaïques, l'usage du métal limité par son coût. Une pointe de charrue cassée était rafistolée maintes fois, parfois réduite à un assemblage de rustines. Râteaux et fourches étaient en bois. Les bêches, dans un pays où l'on possédait rarement des bottes, étaient inconnues : on creusait avec des houes maladroites, semblables à celles de l'Inde. Il y avait un type de herse qui ramenait directement à la fin

de l'âge de pierre : planches assemblées, taille d'une table, percées de centaines de trous, chacun rempli d'un éclat de silex taillé comme il y a dix mille ans. Je me souviens de l'horreur que je ressentis en découvrant une de ces herses dans une hutte abandonnée en territoire neutre. Il me fallut longtemps pour comprendre que c'était une herse. Penser au travail nécessaire à sa fabrication, et à la pauvreté qui obligeait à remplacer l'acier par le silex, me rendit malade. Depuis, j'ai toujours eu plus de sympathie pour l'industrialisme. Pourtant, deux tracteurs récents figuraient au village, sans doute saisis à un grand propriétaire.

Une ou deux fois, j'allai au petit cimetière clos, à un mile environ du village. Les morts du front partaient normalement à Sietamo ; ici reposaient les villageois. Il était curieusement différent d'un cimetière anglais : aucune révérence pour les morts. Tout était envahi par les broussailles et l'herbe grossière, des os humains éparpillés partout. Mais le plus surprenant était l'absence presque totale d'inscriptions religieuses sur les tombes, bien qu'elles fussent antérieures à la révolution. Une seule fois, peut-être, je vis un "Priez pour l'âme de..." habituel sur les tombes catholiques. La plupart des inscriptions étaient purement laïques, avec des poèmes ridicules sur les vertus du défunt. Sur une tombe sur quatre ou cinq seulement, on trouvait une petite croix ou une mention du Ciel, généralement martelée par un athée zélé.

Il me sembla que les habitants de cette partie de l'Espa-gne étaient véritablement dépourvus de sentiment religieux, du moins au sens orthodoxe. Curieusement, pendant tout mon séjour, je ne vis jamais personne se signer, geste qui semble instinctif, révolution ou non. La réapparition de l'Église est inévitable (comme dit le proverbe : la nuit et les jésuites reviennent toujours), mais lors du déclenchement de la révolution, elle s'effondra et fut démantelée à un degré inimaginable, même pour l'Église d'Angleterre en déclin dans des circonstances similaires. Pour les Espagnols, en Catalogne et Aragon, l'Église était un simple racket. La croyance chrétienne fut peut-être partiellement remplacée par l'anarchisme, largement diffusé et à teinte religieuse certaine.



Groupe de femmes, Bilbao

Le jour de mon retour de l'hôpital, nous avançâmes la ligne jusqu'à sa véritable position, à environ mille yards, le long du petit ruisseau situé à deux cents yards des fascistes. Cette opération aurait dû être menée des mois plus tôt. L'intérêt était que les anarchistes attaquaient sur la route de Jaca, et notre avance les força à détourner des troupes vers nous.

Nous étions restés soixante à soixante-dix heures sans dormir. Mes souvenirs descendent en une série de tableaux bleus : service d'écoute en territoire neutre, cent yards de la Casa Francesa, ferme fortifiée faisant partie de la ligne fasciste. Sept heures à plat dans une marécage puant, le corps s'enfonçant dans l'eau jusqu'au cou, froid engourdissant, étoiles immobiles, croassements des grenouilles. Bien qu'avril, c'était la nuit la plus froide d'Espagne que je me rappelle. Cent yards derrière, les équipes travaillaient, mais un silence absolu régnait, interrompu seulement par le chœur des grenouilles. Une seule fois, j'entendis le bruit familier d'un sac de sable aplati à la pelle. Curieux comme les Espagnols peuvent, parfois, accomplir un exploit d'organisation : en sept heures, six cents hommes construisirent douze cents mètres de tranchées et parapets, à cent cinquante à trois cents yards des fascistes, si silencieusement que ceux-ci ne remarquèrent rien. Une seule victime la nuit, davantage le lendemain. Chaque homme avait sa tâche, y compris les ordonnances de la cantine, qui arrivèrent soudain avec des seaux de vin fortifié.

Puis l'aube vint et les fascistes découvrirent soudain notre présence. Le bloc blanc de la Casa Francesa, à deux cents yards, paraissait immense, et les mitrailleuses de ses fenêtres

crénelées semblaient pointer droit dans la tranchée. Nous restâmes bouche bée, jusqu'à ce qu'une rafale de balles nous jette à genoux et nous fasse creuser frénétiquement, élargissant la tranchée et aménageant de petites niches. Mon bras était encore immobilisé ; je ne pouvais creuser et passai la journée à lire un roman policier – The Missing Moneylender. Je ne me souviens pas de l'intrigue, mais du sentiment de là, assis, argile humide sous moi, jambes constamment repoussées par ceux qui s'agitaient, et le crac-crac des balles à quelques centimètres. Thomas Parker reçut une balle dans la cuisse, « plus proche d'une DSO[12] que je ne l'aurais souhaité », dit-il. Les pertes étaient là, mais moins graves que si nous avions été surpris pendant la nuit. Un déserteur nous apprit ensuite que cinq sentinelles fascistes avaient été fusillées pour négligence. L'évacuation des blessés dans la tranchée étroite était laborieuse. Un malheureux, pantalon sombre de sang, fut jeté hors de sa civière, haletant de douleur. Il fallait parfois parcourir un mile pour transporter un blessé : même quand une route existait, les ambulances ne s'avançaient jamais au front. Trop près, et les fascistes tiraient dessus, à juste titre : dans une guerre moderne, personne ne rechigne à utiliser une ambulance pour transporter des munitions.

La nuit suivante, nous attendions à Torre Fabian une attaque annulée par radio. Le grenier où nous étions recouvert d'une mince couche de balle et d'os, humains et bovins mêlés, grouillant de rats. Ces bêtes répugnantes surgissaient de partout. Je pris satisfaction à en frapper un d'un bon coup.

Puis cinquante ou soixante yards du parapet fasciste, nous attendions l'ordre d'attaque. Une longue ligne d'hommes accroupis dans un fossé d'irrigation, baïonnettes à peine visibles, yeux blancs brillants dans l'obscurité. Kopp et Benjamin étaient derrière, avec un opérateur radio. À l'ouest, des éclairs d'artillerie suivis de retentissements lointains. Puis le pip-pip-pip de la radio et le chuchotement de l'ordre de se retirer. Nous obéîmes, mais pas assez vite. Douze jeunes de la J.C.I., postés à quarante yards du parapet, furent surpris à l'aube et incapables de fuir. Toute la journée, ils restèrent là, seules des touffes d'herbe pour couverture, les fascistes tirant à chaque mouvement. À la nuit, sept étaient morts ; les cinq autres réussirent à se glisser dans l'obscurité.



Collecte de fonds, Barcelone.
Fexisme = fascisme

Les jours suivants, les attaques anarchistes de l'autre côté de Huesca se faisaient entendre chaque matin. Toujours le même bruit : au petit jour, le fracas simultané de plusieurs dizaines de bombes, puis le rugissement continu des fusils et mitrailleuses, lourd et roulant comme des tambours. Progressivement, le feu se répandait sur les lignes encerclant Huesca, et nous sortions somnolents, appuyés sur le parapet, pendant que le tir désordonné balayait le ciel.

Le jour, les canons tonnaient par intermittence. Torre Fabian, désormais notre cantine, fut bombardée et partiellement détruite. Curieusement, depuis un endroit sûr, on souhaite toujours que l'obus atteigne sa cible, même si c'est votre dîner ou vos camarades. Les fascistes tiraient bien ce matin-là ; peut-être y avait-il des artilleurs allemands. Ils visaient avec précision : un obus trop loin, un autre trop court, puis whizz-BOOM ! Les poutres sautaient et une plaque d'uralite voltigeait comme une carte. Le suivant emporta un coin de bâtiment avec précision. Mais les cuisiniers servaient à l'heure : exploit mémorable.

Avec les jours, chaque batterie semblait acquérir une personnalité propre. Les deux batteries russes de 75 mm, tirant derrière nous, évoquaient l'image d'un homme gros frappant une balle de golf. Ces premiers canons russes que j'entendis avaient trajectoire basse

[12] Distinguished Service Order, décoration militaire britannique. Médaille attribuée à des officiers pour actes de bravoure ou de leadership distingué en situation de combat.

et vitesse très élevée : explosion, sifflement et éclatement presque simultanés. Derrière Monflorite, deux canons très lourds grondaient quelques fois par jour, son profond et étouffé comme l'aboiement de monstres enchaînés. Au Mont Aragon, vieille forteresse médiévale prise l'an dernier par nos troupes, un canon du XIXe siècle envoyait des obus sifflants, comme un homme à vélo. Les mortiers de tranchée, petits mais sinistres, produisaient le son le plus infernal : obus en forme de torpille, du volume d'une bouteille de quart, explosant dans un fracas métallique, comme un globe monstrueux de fer brisé sur un enclume. Parfois nos avions lâchaient des torpilles aériennes, dont le fracas faisait trembler la terre à deux miles. Les obus anti-aériens fascistes parsemaient le ciel, mais jamais à moins d'un mile d'un avion. Quand un avion descend et mitraille, le son ressemble à un battement d'ailes vu d'en bas.

Sur notre portion, peu de choses se passaient. À deux cents yards à droite, fascistes sur hauteur : quelques camarades étaient abattus par des snipers. À gauche, sur le pont, duel de mortiers fascistes contre ouvriers bâtissant une barricade de béton. Les petits obus sifflaient, zwing-crash ! sur le bitume, le bruit redoublé par l'impact. À cent yards, on observait en sécurité les colonnes de terre et de fumée s'élever comme des arbres magiques. Les malheureux autour du pont passaient la journée à se terrer dans des trous creusés dans le flanc de la tranchée. Mais les pertes furent moindres que prévu, et la barricade montait régulièrement : mur de béton de deux pieds, embrasures pour deux mitrailleuses et un petit canon de campagne, renforcé par de vieux lits, le seul fer disponible.

Chapitre 7

Un après-midi, Benjamin nous annonça qu'il avait besoin de quinze volontaires. L'attaque du réduit fasciste, qui avait été annulée lors de la précédente tentative, devait avoir lieu ce soir-là. J'huilai mes dix cartouches mexicaines, salis ma baïonnette (ces choses trahissent votre position si elles brillent trop) et préparai un morceau de pain, trois pouces de saucisse rouge et un cigare que ma femme m'avait envoyé de Barcelone et que je gardais précieusement depuis longtemps. On nous distribua trois bombes par homme. Le gouvernement espagnol avait enfin produit une bombe correcte. Sur le principe de la Mills bomb, elle avait deux goupilles au lieu d'une. Après avoir retiré les goupilles, il y avait un intervalle de sept secondes avant l'explosion. Son principal défaut : l'une des goupilles était très raide, l'autre très lâche. On avait donc le choix : laisser les deux goupilles et risquer de ne pas pouvoir retirer la raide au moment crucial, ou retirer la raide à l'avance et vivre dans l'angoisse qu'elle explose dans votre poche. Malgré tout, c'était une petite bombe pratique à lancer.

Peu avant minuit, Benjamin nous conduisit, les quinze, à Torre Fabian. Depuis la soirée, la pluie tombait à torrents. Les canaux d'irrigation débordaient et chaque pas risquait de nous immerger jusqu'à la taille. Dans la cour de la ferme, plongée dans l'obscurité et le déluge, une masse indistincte d'hommes attendait. Kopp nous expliqua le plan d'attaque, d'abord en espagnol, puis en anglais. La ligne fasciste formait un angle en L, et le parapet que nous devions prendre se trouvait sur la hauteur du coin. Trente hommes, moitié anglais, moitié espagnols, sous le commandement de Jorge Roca, notre commandant de bataillon (un bataillon dans la milice comptait environ quatre cents hommes), et de Benjamin, devaient s'approcher en rampant et couper le fil barbelé. Jorge lancerait la première bombe comme signal, puis nous enverrions une pluie de bombes pour chasser les fascistes et prendre le parapet avant qu'ils ne se ressaisissent. Simultanément, soixante-dix hommes du Choc attaqueraient la position voisine, à deux cents mètres à droite, reliée par une tranchée. Des brassards blancs devaient permettre d'éviter les tirs amis. Un messager arriva, annonçant qu'il n'y avait pas de brassards. Dans l'ombre, une voix plaintive suggéra : « Et si les fascistes portaient les brassards blancs à notre place ? »



Enfants fuyant les bombardements, front de Cordoue

Il restait une ou deux heures. La grange au-dessus de l'écurie était si endommagée par les obus qu'on ne pouvait s'y déplacer sans lumière. La moitié du plancher avait été arrachée, laissant un vide de six mètres sur les pierres. Quelqu'un trouva une pioche et fit sauter une planche. En quelques minutes, le feu fut allumé, nos vêtements trempés fumaient. Un autre sortit un jeu de cartes. Une rumeur – l'une de ces rumeurs mystérieuses si courantes en temps de guerre – annonçait du café chaud au brandy. Nous descendîmes précipitamment l'escalier presque écroulé et parcourûmes la cour, en quête du café. En vain. On nous fit former un unique rang, et Jorge et Benjamin s'élancèrent dans l'obscurité, suivis par le reste.

La pluie continuait, la nuit était noire comme de l'encre, le vent avait cessé. La boue était indescriptible. Les chemins entre les champs de betteraves n'étaient qu'une succession de bosses glissantes, avec d'énormes flaques. Avant même d'atteindre notre parapet, chacun était tombé plusieurs fois et nos fusils étaient couverts de boue. Là, un petit groupe de réservistes nous attendait, avec le médecin et des brancards. Nous passâmes par le trou du parapet et traversâmes un autre canal. L'eau atteignait à nouveau la taille, le limon gluant suintait sur nos bottes. Sur l'herbe, Jorge attendit que tous soient passés, puis se pencha presque en deux et s'avança lentement. Le pa-

rapet fasciste se trouvait à cent cinquante mètres. Notre seul espoir était d'avancer sans bruit.

Je marchais en tête avec Jorge et Benjamin. Courbés, mais le visage levé, nous rampions dans l'obscurité à pas de plus en plus lents. La pluie fouettait nos visages. Quand je regardais en arrière, les hommes les plus proches semblaient des champignons noirs glissant lentement. Mais chaque fois que je levais la tête, Benjamin, tout près, murmurait avec force : « To keep ze head down ! To keep ze head down ! » Je savais qu'il n'avait pas besoin de me le rappeler. Dans l'obscurité, à vingt pas, on ne voit jamais un homme. Plus important encore : avancer sans bruit. S'ils nous entendaient, c'était fini. Il suffisait qu'ils inondent l'obscurité de mitraille pour qu'il n'y ait qu'à courir ou mourir.

Sur ce terrain boueux, avancer silencieusement était presque impossible. Chaque pas collait et faisait slop-slop. Et, par malheur, la pluie était si dense que la nuit était anormalement silencieuse. Un moment terrible : je frappai une boîte en fer et crus que tous les fascistes des environs nous avaient entendus. Rien. Aucun tir, aucun mouvement. Nous continuâmes, de plus en plus lentement. Le désir de parvenir à portée de lancer était immense, presque hallucinant. La distance paraissait infinie. Cent cinquante mètres semblaient un mile. Chaque irrégularité du sol était un obstacle : herbe lisse, boue visqueuse, roseaux à éviter, tas de pierres presque infranchissable.

Après ce qui sembla une éternité, de fines lignes noires apparurent : le fil extérieur (les fascistes en avaient deux). Jorge sortit nos seuls coupe-fil. Snip, snip. Le fil fut déplacé. Nous attendîmes que les hommes derrière se regroupent. Cinquante mètres du parapet maintenant. Toujours en avant, courbés, pas de bruit, un pas à la fois, pause, écoute. Une fois, je levai la tête ; Benjamin, silencieusement, la rabattit sur mes épaules. Le fil intérieur était à peine à vingt mètres. Incroyable que trente hommes puissent passer inaperçus. Et pourtant, nous y parvînmes. Le parapet se dessinait, noir et imposant. Jorge fit encore snip, snip. Impossible de couper silencieusement.

Nous rampâmes à quatre pattes à travers. Jorge et Benjamin se déployèrent à droite. Les hommes derrière, étalés, se mirent en file. Alors une lueur et un bang retentirent : le fasciste nous avait enfin entendus. Jorge se mit à genoux et lança sa bombe. Crash ! Elle explosa au-dessus du parapet. Aussitôt, dix ou vingt fusils crépitèrent depuis le parapet fasciste. Chaque douille semblait nous viser. Mais c'était les bombes qui terrifiaient le plus : dans l'obscurité, la lueur rouge aveuglante rend l'explosion plus horrible encore. Je m'étais jeté dans la boue, luttant avec une goupille récalcitrante. Enfin, je réussis, me mis à genoux, lançai ma bombe. Explosion hors du parapet ; ma visée, gâchée par la peur. Une autre explosa juste devant moi, si proche que je sentis la chaleur. Je m'aplatissais dans la boue, le visage enfoncé, le cou douloureux.

Derrière moi, une voix anglaise murmura : « I'm hit. » La bombe avait blessé plusieurs autour de moi sans m'atteindre. Je lançai ma deuxième bombe. Les fascistes tiraient, nos hommes ripostaient. Je me tenais au milieu. Une rafale passa près de moi. Je me retournai : un homme tirait derrière. Je me levai : « Don't shoot at me, you bloody fool ! » Benjamin, dix ou quinze mètres à droite, me fit signe. Je traversai le feu des fusils, main gauche sur la joue, geste idiot mais instinctif. Benjamin, à genoux, tirait avec son pistolet automatique. Jorge avait été blessé au premier tir. Je me joignis à Benjamin, sortis ma troisième bombe et la lançai. Cette fois, sans doute, elle atteignit le coin du parapet, près du nid de mitrailleuse.

Le feu fasciste sembla s'adoucir soudain. Benjamin se leva : « Forward ! Charge ! » Nous gravîmes la pente du parapet. « Gravîmes » plutôt que « courûmes » ; saturés de boue, le corps chargé d'un fusil et d'une centaine de cartouches, on ne peut aller vite. Au sommet, aucun fasciste. Le parapet était bas, les sacs de sable permettaient de s'y appuyer. Tout à l'intérieur était en ruines, poutres éclatées, uralite éparpillée. Nos bombes avaient détruit les baraquements. Toujours personne. Je criai en anglais : « Come on out of it ! Surrender ! » Rien. Une silhouette surgit sur le toit d'une baraque et fila à gauche. Je la suivis, baïonnette en avant. Un autre homme s'engouffra dans la tranchée de communication menant à l'autre position fasciste. Je dus me rapprocher pour le voir : tête nue, seulement couvert d'une couverture serrée autour

des épaules. Tirer était impossible, ordre était de n'utiliser la baïonnette à l'intérieur. Je me souvenais de notre professeur de boxe, vingt ans plus tôt, mimant comment il avait poignardé un Turc aux Dardanelles. Je m'élançai, touchant à peine son dos, répétant l'exercice jusqu'à ce qu'il disparaisse.
Le parapet était maintenant rempli d'hommes criant et tirant. Les tirs fascistes venaient encore de trois côtés, mais de plus loin. Nous les avions temporairement repoussés. Je dis, d'un ton oraculaire : « Nous tiendrons ici une demi-heure, pas plus. » Sur le parapet droit, des fusils verts éclairaient la nuit, mais à cent ou deux cents mètres. Il fallait fouiller et récupérer ce qui valait la peine. Benjamin et d'autres inspectaient les ruines d'un grand baraquement. Il tira un coffret d'ammunition :
« Comrades ! Ammunition ! Plenty ammunition here ! »
« We don't want ammunition, we want rifles."



Couple lors d'une évacuation, Bilbao

La moitié de nos fusils étaient inutilisables, enlisés dans la boue. Il fallait les nettoyer, mais impossible de démonter un fusil dans l'obscurité. J'avais une petite lampe électrique, cadeau de ma femme à Barcelone, sinon nous étions sans lumière. Quelques hommes tirèrent sur les éclairs au loin, avec prudence : trop de tirs, et le fusil se bloque. Nous étions seize dans le parapet, blessés inclus. D'autres blessés gisaient dehors. Patrick O'Hara, Irlandais de Belfast, formait et soignait les blessés, sous le feu permanent, criant « Poum ! »
Nous fouillâmes la position. Plusieurs morts gisaient, je ne m'y arrêtai pas. Je cherchais la mitrailleuse. À l'extérieur, je me demandais pourquoi elle n'avait pas tiré. La lampe éclaira le nid : vide. Le trépied et des munitions restaient, mais la pièce avait été emportée. Stupide et lâche. Furieux, nous continuâmes. Plus loin, un petit abri au sol surélevé, avec une minuscule fenêtre. Nous y flashâmes : ovation. Cylindre dans un étui de cuir, quatre pieds de haut, six pouces de diamètre : un énorme télescope, soixante ou soixante-dix grossissements, trépied pliable. Une trouvaille précieuse pour notre armée démunie. Nous le hissâmes au parapet, triomphants.
À ce moment, quelqu'un cria que les fascistes approchaient. Le vacarme des tirs s'était intensifié. Mais il était évident qu'ils ne contre-attaqueraient pas par la droite : cela aurait supposé traverser le no man's land et attaquer leur propre parapet. S'ils avaient un peu de jugeote, ils viendraient de l'intérieur de la ligne. Je contournai les abris. La position formait à peu près un fer à cheval, les abris au centre, avec un autre parapet nous protégeant à gauche. Des tirs nourris venaient de ce côté, mais cela importait peu. Le danger réel se trouvait en face, là où il n'y avait aucune protection. Un flot de balles passait juste au-dessus de nos têtes. Elles venaient sûrement de l'autre position fasciste plus haut dans la ligne ; visiblement, les hommes du Choc ne l'avaient pas prise. Mais cette fois, le bruit était assourdissant. Un rugissement continu de fusils, un tambourinage ininterrompu, dont j'avais l'habi-tude à distance, mais jamais au milieu. Le tir s'était étendu sur des kilomètres autour. Douglas Thompson, le bras blessé pendant, s'appuyait contre le parapet et tirait d'une main sur les éclairs. Quelqu'un, dont le fusil était bloqué, rechargeait pour lui.
Nous étions quatre ou cinq de ce côté. Il était clair ce qu'il fallait faire : arracher les sacs de sable du parapet avant et ériger une barricade sur le côté découvert. Il fallait aller vite. Le tir était intense, mais il pouvait baisser d'un instant à l'autre. À la lumière des éclairs, j'estimais à cent ou deux cents le nombre d'hommes qui nous faisaient face. Nous arrachâmes les sacs, les transportâmes sur vingt mètres et les jetâmes en tas. Un travail abo-

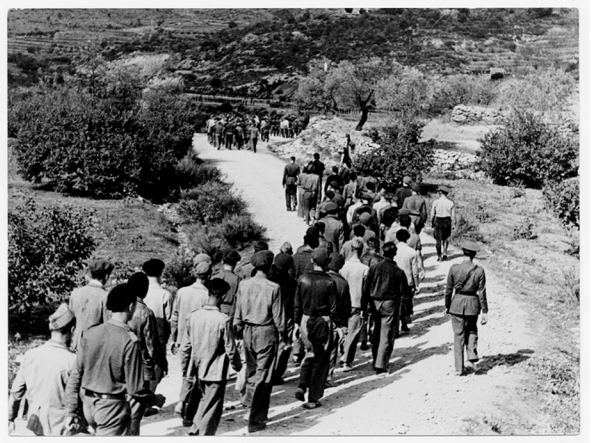
minable : chaque sac pesait cinquante kilos et fallait toute sa force pour le décoller ; le tissu humide se déchirait et la terre humide nous tombait dans le cou et dans les manches. Une horreur profonde me saisissait : le chaos, l'obscurité, le vacarme, la boue, la lutte avec les sacs, et le fusil qui pesait sur moi et que je n'osais poser. Je criai à quelqu'un, en titubant avec un sac : « C'est la guerre ! N'est-ce pas horrible ? »

Soudain, une succession de silhouettes sauta par-dessus le parapet. En s'approchant, nous vîmes qu'elles portaient l'uniforme des hommes du Choc. Nous acclamâmes, croyant à des renforts. Mais il n'y avait que quatre hommes : trois Allemands et un Espagnol.

On apprit plus tard ce qu'il était advenu des hommes du Choc : ils ne connaissaient pas le terrain, avaient été menés à l'endroit erroné, et nombre d'entre eux avaient été abattus sur le fil barbelé fasciste. Ces quatre-là s'étaient perdus, heureusement pour eux. Les Allemands ne parlaient ni anglais, ni français, ni espagnol. Avec peine et de grands gestes, nous leur expliquâmes le travail et les fîmes participer à la barricade.

Les fascistes avaient sorti une mitrailleuse. On voyait la bouche fumer à cent ou deux cents mètres ; les balles sifflaient au-dessus de nous, un crépitement glacial. Bientôt, nous avions assez de sacs en place pour former un faible parapet derrière lequel les quelques hommes restés de ce côté pouvaient tirer. Je m'agenouillai derrière eux. Un obus de mortier passa en sifflant et explosa quelque part dans le no man's land. Un autre danger, mais il leur faudrait plusieurs minutes pour ajuster la distance. Maintenant que nous avions terminé notre lutte avec ces sacs maudits, c'était presque amusant : le bruit, l'obscurité, les éclairs qui approchaient, nos hommes ripostant. J'eus même un moment pour réfléchir : étais-je effrayé ? Non. Là dehors, à demi immergé, j'avais été à moitié malade de peur.

Soudain, un cri annonça l'approche des fascistes. Cette fois, c'était certain, les fusils étaient proches. Un éclair de fusil à vingt mètres. Ils remontaient la tranchée de communication. À vingt mètres, ils étaient à portée de bombe ; huit ou neuf d'entre nous étaient groupés. Une seule bombe bien placée pouvait nous anéantir. Bob Smillie, le sang coulant sur son visage, se leva et lança une bombe. Nous nous écrasâmes, attendant le choc. La mèche rouge scintilla dans l'air, mais la bombe ne partit pas. (Un quart au moins des bombes étaient des ratés.) Je n'avais plus que des bombes fascistes, dont je ne connaissais pas le fonctionnement. Je demandai si quelqu'un en avait une de rechange. Douglas Moyle fouilla sa poche et m'en tendit une. Je la lançai, me jetai face contre terre. Par un coup de chance rare, elle tomba exactement à l'endroit de l'éclair. Explosion. Un cri diabolique. Nous en avions touché un. Je ne sais s'il était mort, mais il souffrait certainement. Pauvre diable ! Une vague tristesse me traversa en l'entendant crier. Au même instant, dans la faible lumière, je vis ou crus voir une silhouette près du point de l'éclair. Je levai le fusil et tirai. Un autre cri, probablement l'effet de la bombe. D'autres bombes furent lancées. Les prochains éclairs furent loin, à cent mètres ou plus. Nous les avions repoussés, au moins temporairement.



Soldats en marche, près de Falset

Tout le monde jurait et demandait pourquoi diable on ne nous envoyait pas de renforts. Avec une mitrailleuse ou vingt hommes armés de fusils en état, nous aurions tenu contre un bataillon. Paddy Donovan, second de Benjamin, envoyé chercher des ordres, grimpa alors par-dessus le parapet :

— Salut ! Sortez ! Tous les hommes se replient, immédiatement !

— Quoi ?

— Repliez-vous ! Sortez !

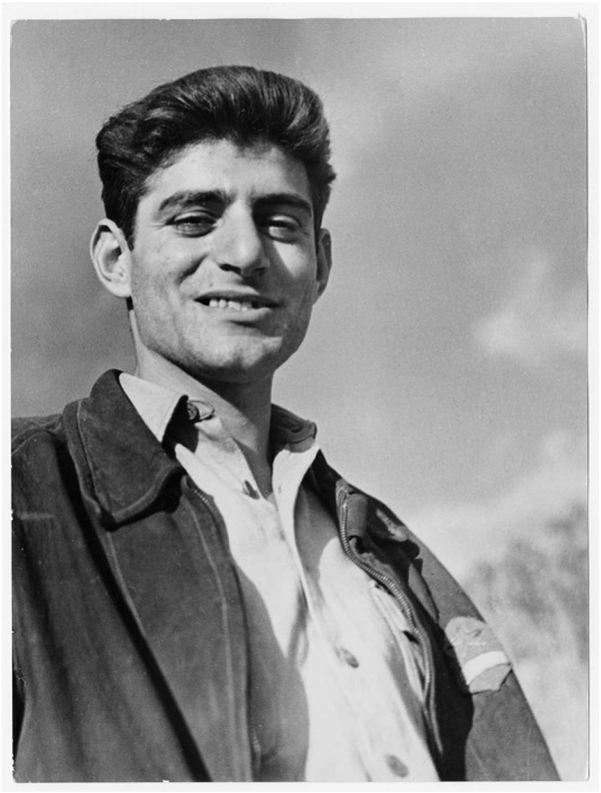
— Pourquoi ?

— Ordres. Retour aux lignes en double-quick.

Certains escaladaient déjà le parapet, traînant un lourd coffret de munitions. Je pensai au télescope que j'avais laissé appuyé contre le pa-

rapet de l'autre côté. Mais je vis alors les quatre hommes du Choc, sans doute suivant d'étranges instructions, courir dans la tranchée de communication. Ils disparaissaient dans l'obscurité, vers une mort certaine. Je courus derrière eux, criant enfin en espagnol : « ¡Atrás! ¡Atrás ! » L'Espagnol comprit et ramena les autres. Paddy attendait au parapet :
— Allez, dépêchez-vous.
— Mais le télescope !
— Au diable le télescope ! Benjamin attend dehors.
Nous sortîmes. Paddy écartait le fil pour moi. Dès que nous quittâmes l'abri du parapet fasciste, un feu infernal semblait venir de partout. Une partie, je n'en doute pas, venait de notre camp, chacun tirant le long de la ligne. Dans toutes les directions, un flot de balles. Nous étions poussés dans la boue, traînant un coffret de munitions capturé, des bombes, plusieurs fusils fascistes. En quelques minutes, bien que la distance entre parapets ne fût pas de deux cents mètres et que la plupart connaissaient le terrain, nous étions perdus. La boue, le tir, l'obscurité, rien ne permettait de distinguer l'ennemi. Le ciel s'éclaircissait légèrement. Nos lignes étaient à l'est de Huesca ; je voulais attendre l'aube pour savoir l'est et l'ouest. Les autres n'étaient pas d'accord. Nous avançâmes, changeant de direction, nous relayant pour tirer le coffret. Enfin, une ligne basse apparut : notre parapet ou celui des fascistes, nul ne savait. Benjamin se glissa à plat ventre à vingt mètres, cria « Poum ! » : réponse. Nous bondîmes, trouvâmes le parapet, traversâmes le canal—splash-gurgle !—et étions en sécurité.
Kopp nous attendait à l'intérieur avec quelques Espagnols. Le médecin et les brancards avaient disparu. Tous les blessés avaient été pris, sauf Jorge et Hiddlestone, portés disparus. Kopp, très pâle, marchait sans se soucier des balles sifflant au-dessus du parapet. Nous nous accroupîmes derrière pour couvrir. Il murmurait :
— Jorge ! Cogno ! Jorge !
Puis en anglais : « If Jorge is gone, it is terreeble, terreeble ! »
Soudain, il demanda cinq volontaires pour chercher les disparus. Moyle et moi partîmes avec trois Espagnols.
Dehors, les Espagnols murmuraient que la lumière devenait dangereuse. Le ciel était bleu pâle. Un vacarme énorme montait du réduit fasciste, qu'ils avaient repris en force. À soixante-dix mètres, ils nous aperçurent ou nous entendirent : une rafale nous fit tomber face contre terre. Une bombe tomba sur le parapet, signe certain de panique. Nous étions couchés, attendant le moment de bouger. Je criai à Moyle : « Courez ! » et partis à toute vitesse. La peur vous fait courir même noyé sous la boue, avec fusil et cartouches. Les trois Espagnols devant étaient déjà au parapet avant moi. Je revins seul pour vérifier. Le fil extérieur fut franchi, je scrutai le sol à plat ventre : aucune trace de Jorge ou Hiddlestone. Je regagnai le parapet. Plus tard, nous apprîmes que tous deux avaient été évacués. Jorge légèrement blessé à l'épaule. Hiddlestone, blessé gravement au bras gauche, avait survécu après s'être traîné et aidé par un Espagnol blessé.
L'aube venait. Le tir, épars et incessant, continuait sur des kilomètres, comme la pluie après l'orage. Tout était désolé : boues, peupliers pleureurs, eau jaune dans les tranchées, visages épuisés, barbes hirsutes, yeux noirs de fumée et de boue. De retour dans mon abri, mes trois compagnons dormaient déjà, épuisés, leurs armes serrées contre eux. Tout était trempé. Je ramassai des éclats de bois sec pour allumer un petit feu. Je fumai enfin le cigare que j'avais gardé, intact toute la nuit.
Nous apprîmes ensuite que l'action avait réussi, autant que ce genre de raid peut réussir. Il s'agissait seulement de détourner des troupes fascistes du côté d'Huesca, attaqué à nouveau par les anarchistes. J'avais estimé la contre-attaque à cent ou deux cents hommes ; un déserteur affirma plus tard que c'était six cents. Probablement un mensonge. Dommage pour le télescope. Penser à cette perte me tracasse encore.

Chapitre 8



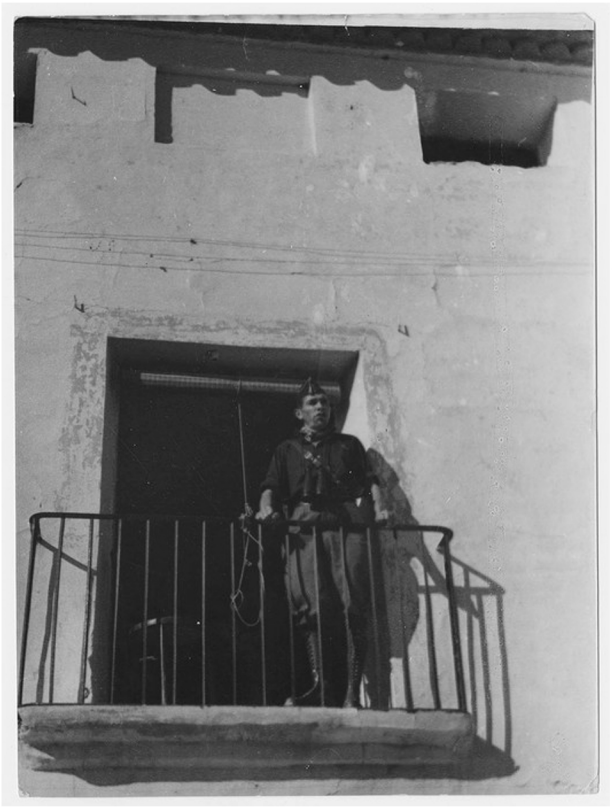
Major Milton Wolff,
brigade américaine Abraham Lincoln,
près de Falset

Les jours devenaient de plus en plus chauds, et même les nuits étaient désormais agréablement tièdes. Sur un arbre criblé de balles, devant notre parapet, de grosses grappes de cerises se formaient. Se baigner dans la rivière n'était plus une torture, c'était presque un plaisir. Des roses sauvages aux fleurs roses, larges comme des soucoupes, s'étendaient à travers les cratères d'obus autour de Torre Fabian. Derrière la ligne, on croisait des paysans portant des roses sauvages derrière l'oreille. Le soir, ils partaient avec leurs filets verts à la chasse aux cailles. On étendait le filet sur les hautes herbes, puis on se couchait et on imitait le cri d'une caille femelle. Tout mâle qui entendait venait droit vers nous, et quand il passait sous le filet, on jetait une pierre pour l'effrayer. Il bondissait alors dans les airs et se retrouvait pris dans le filet. Apparemment, seules les cailles mâles étaient attrapées, ce qui me paraissait injuste.

À présent, une section d'Andalous était postée à côté de nous. Je ne sais pas exactement comment ils étaient arrivés sur ce front. Selon l'explication courante, ils avaient fui Malaga si vite qu'ils avaient oublié de s'arrêter à Valence ; mais cette version venait bien sûr des Catalans, qui regardaient les Andalous de haut, les considérant à moitié sauvages. Les Andalous étaient en effet très ignorants. Peu d'entre eux savaient lire, et ils semblaient ignorer la seule chose que tout le monde sait en Espagne : à quel parti ils appartenaient. Ils croyaient être anarchistes, mais n'en étaient pas sûrs ; peut-être communistes. Ce sont des hommes noueux, au physique rustique, bergers ou ouvriers des oliveraies, peut-être, avec des visages profondément brûlés par les soleils furieux du sud. Ils nous étaient très utiles, car ils possédaient une dextérité extraordinaire pour rouler le tabac espagnol desséché en cigarettes. La distribution de cigarettes avait cessé, mais à Monflorite on pouvait parfois acheter des paquets de tabac de la pire qualité, ressemblant à du chaume haché. Le goût n'était pas mauvais, mais le tabac était si sec que même quand on parvenait à rouler une cigarette, le tabac tombait aussitôt, laissant un cylindre vide. Les Andalous, eux, roulaient des cigarettes parfaites et maîtrisaient l'art de bien refermer les bouts.

Deux Anglais furent victimes d'un coup de chaleur. Ce dont je me souviens le plus de cette période, c'est de la chaleur accablante à midi, du travail à moitié nu sous les sacs de sable qui martelaient nos épaules déjà brûlées par le soleil, de l'état pitoyable de nos vêtements et de nos bottes, littéralement en train de tomber en morceaux, des difficultés avec la mule qui apportait nos rations et qui ne craignait pas les balles mais fuyait dès que l'obus éclatait, des moustiques, à peine actifs, et des rats, véritables fléaux publics, qui dévoraient même les ceintures en cuir et les cartouchières. Rien ne se passait, si ce n'est un tir de sniper occasionnel, de l'artillerie sporadique et des raids aériens sur Huesca. Les arbres étant maintenant en feuilles, nous avions construit des plateformes de tir dans les peupliers qui bordaient la ligne. De l'autre côté d'Huesca, les attaques s'essoufflaient. Les anarchistes avaient subi de lourdes pertes et n'avaient pas réussi à couper complètement la route de Jaca. Ils avaient seulement pu se positionner assez près pour mettre la route sous le feu des mitrailleuses, la rendant impraticable, mais un kilomètre restait libre et les fascistes avaient creusé une route encais-

sée, sorte de tranchée, par laquelle quelques camions pouvaient passer. Les déserteurs rapportaient qu'à Huesca, munitions ne manquaient pas, mais la nourriture si. La ville n'allait visiblement pas tomber. Avec quinze mille hommes mal armés, il aurait été impossible de la prendre. Plus tard, en juin, le gouvernement concentra trente mille hommes sur Huesca, avec une quantité énorme d'avions, et pourtant la ville ne tomba toujours pas.



Manuel Grossi Mier du POUM s'exprimant, Aragon

Quand nous partîmes en permission, j'avais passé cent quinze jours en ligne. À l'époque, cette période me semblait l'une des plus inutiles de ma vie. J'avais rejoint la milice pour combattre le fascisme et, jusqu'alors, je n'avais presque pas combattu, n'existant que comme un objet passif, souffrant du froid et du manque de sommeil, en échange de mes rations. Peut-être est-ce le sort de la plupart des soldats dans la plupart des guerres. Mais rétrospectivement, je ne regrette pas totalement ce temps. J'aurais souhaité servir le gouvernement espagnol plus efficacement ; mais d'un point de vue personnel, ces trois ou quatre premiers mois passés en ligne furent moins vains que je ne le pensais. Ils constituèrent un interrègne dans ma vie, différent de tout ce qui l'avait précédée et peut-être de ce qui viendra, et ils m'enseignèrent des choses qu'aucune autre expérience n'aurait pu m'apprendre.

L'essentiel est qu'à ce moment-là, j'étais isolé. Au front, on est presque complètement coupé du monde extérieur : même de ce qui se passait à Barcelone, on n'avait qu'une vague idée, parmi des gens que l'on pouvait grossièrement qualifier de révolutionnaires. C'était le résultat du système des milices, qui sur le front d'Aragon ne fut profondément modifié qu'en juin 1937. Les milices ouvrières, basées sur les syndicats et composées de personnes partageant des opinions politiques similaires, concentraient en un même lieu tout le sentiment révolutionnaire du pays. Je m'étais retrouvé presque par hasard dans la seule communauté d'Europe occidentale où la conscience politique et le rejet du capitalisme étaient plus normaux que leur contraire. Ici, en Aragon, on côtoyait des dizaines de milliers de personnes, principalement d'origine ouvrière, vivant au même niveau et mêlant leurs vies sur un pied d'égalité. En théorie, c'était l'égalité parfaite ; en pratique, on en était très proche. On pouvait dire que l'on goûtait à un avant-goût du socialisme : beaucoup des mobiles ordinaires de la vie civilisée — snobisme, avidité, peur du patron — avaient simplement disparu. La division des classes avait presque totalement disparu, inimaginable dans l'air vicié par l'argent de l'Angleterre. Personne ne possédait personne ; il n'y avait que les paysans et nous. Bien sûr, un tel état ne pouvait durer ; c'était une phase temporaire et locale dans un immense jeu qui se joue sur toute la planète. Mais elle dura assez pour laisser sa marque. Malgré les plaintes du moment, on comprenait après coup que l'on avait été en contact avec quelque chose de précieux. On vivait dans une communauté où l'espoir était plus normal que le cynisme, où le mot « camarade » signifiait réellement camaraderie. On respirait l'air de l'égalité.

Je suis bien conscient qu'il est aujourd'hui de mode de nier que le socialisme ait quoi que ce soit à voir avec l'égalité. Partout, une armée de bureaucrates et de petits professeurs « prouvent » que le socialisme ne serait qu'un capitalisme d'État planifié. Mais il existe heureusement une autre vision du socialisme. Ce

qui attire les hommes ordinaires et les pousse à risquer leur vie, le « mystique » du socialisme, c'est l'idée d'égalité ; pour la majorité, le socialisme signifie une société sans classes, ou rien. C'est là que ces quelques mois dans la milice prirent de la valeur. Les milices espagnoles, tant qu'elles ont existé, étaient un microcosme de société sans classes. Dans cette communauté où personne ne cherchait à tirer avantage, où tout manquait mais sans privilèges ni flatteries, on obtenait un aperçu brut des premiers stades du socialisme. Loin de me désillusionner, cela me fascinait. Mon désir de voir le socialisme s'établir en fut renforcé. Sans doute grâce aux Espagnols eux-mêmes, avec leur décence naturelle et leur touche anarchiste, capables de rendre même les débuts du socialisme tolérables.

Bien sûr, à l'époque, je ne percevais pas vraiment les changements en moi. Comme tous ceux qui m'entouraient, j'étais surtout conscient de l'ennui, de la chaleur, du froid, de la saleté, des poux, des privations et du danger occasionnel. Aujourd'hui, cette période autrefois si futile prend une importance considérable. Si différente du reste de ma vie qu'elle a acquis la magie que seuls ont habituellement les souvenirs anciens. Alors, c'était insupportable ; aujourd'hui, c'est une parcelle où mon esprit aime errer. J'aimerais pouvoir transmettre l'atmosphère de cette époque, comme j'ai essayé de le faire dans les chapitres précédents : le froid de l'hiver, les uniformes déchirés des miliciens, les visages ovales espagnols, le tic-tac des mitrailleuses, les odeurs d'urine et de pain pourri, le goût métallique des ragoûts de haricots avalés à la hâte dans des gamelles sales.

Toute cette période reste vivace dans ma mémoire. Je revis des incidents qui paraîtraient trop insignifiants pour être rappelés. Je suis à nouveau dans le blockhaus de Monte Pocero, sur la corniche de calcaire qui sert de lit, et le jeune Ramon ronfle, le nez écrasé entre mes omoplates. Je remonte la tranchée boueuse, dans la brume qui tourbillonne comme de la vapeur froide. À mi-chemin d'une fissure dans la montagne, je lutte pour garder l'équilibre et arracher une racine de romarin sauvage. Au-dessus de moi, des balles sifflent sans but.

Je suis caché parmi de petits sapins dans la plaine à l'ouest de Monte Oscuro, avec Kopp, Bob Edwards et trois Espagnols. Sur la colline grise à droite, une file de fascistes grimpe comme des fourmis. Devant nous, un clairon fasciste retentit. Kopp croise mon regard et, d'un geste d'écolier, se moque du son.



Membre des Brigades internationales, Madrid

Je suis dans la cour boueuse de La Granja, parmi la foule d'hommes se battant pour leurs gamelles autour du chaudron de ragoût. Le cuisinier, gras et harassé, les repousse avec sa louche. À une table voisine, un homme barbu, avec un énorme pistolet automatique à la ceinture, découpe des pains en cinq morceaux. Derrière moi, une voix cockney (Bill Chambers, avec qui je me suis violemment disputé et qui fut tué plus tard devant Huesca) chante :

Il y a des rats, des rats,
Des rats gros comme des chats,
Dans le…

Un obus siffle. Des adolescents de quinze ans se jettent à terre. Le cuisinier se réfugie derrière le chaudron. Tous se redressent penauds quand l'obus éclate cent mètres plus loin.

Je patrouille le long de la ligne de sentinelles, sous les sombres branches des peupliers. Dans le fossé inondé, les rats pataugent, bruyants comme des loutres. À l'aube jaune, l'Andalou posté chante, enveloppé dans son manteau. De l'autre côté, cent ou deux cents

mètres plus loin, la sentinelle fasciste répond en chantant.

Le 25 avril, après les mananas habituelles, une autre section nous relève. Nous rendons nos fusils, faisons nos sacs et marchons vers Monflorite. Je ne regrette pas de quitter la ligne. Les poux proliféraient dans mon pantalon plus vite que je ne pouvais les écraser, je n'avais pas porté de chaussettes depuis un mois et mes bottes étaient à peine semelles, je marchais presque pieds nus. Je voulais un bain chaud, des vêtements propres, une nuit dans des draps, plus passionnément qu'on ne peut désirer quoi que ce soit après une vie civilisée normale. Nous dormons quelques heures dans une grange à Monflorite, montons clandestinement dans un camion au petit matin, attrapons le train de cinq heures à Barbastro, et, chanceux, prenons un train rapide à Lérida : nous sommes à Barcelone à trois heures de l'après-midi du 26. Et c'est alors que les ennuis commencent.

Chapitre 9

De Mandalay, en Haute-Birmanie, on peut prendre le train jusqu'à Maymyo, la principale station d'altitude de la province, aux confins du plateau Shan. L'expérience est singulière. On part dans l'atmosphère typique d'une ville orientale : soleil écrasant, palmiers poussiéreux, odeurs de poisson, d'épices et d'ail, fruits tropicaux écrasés, foule sombre et grouillante. On emporte cette atmosphère avec soi, pour ainsi dire, dans le wagon. Mentalement, on est encore à Mandalay quand le train s'arrête à Maymyo, à plus de mille deux cents mètres d'altitude. Mais en descendant du train, on change d'hémisphère. On respire soudain un air frais et doux, presque anglais ; autour, de l'herbe verte, des fougères, des sapins, et des femmes des collines, aux joues roses, vendant des paniers de fraises.



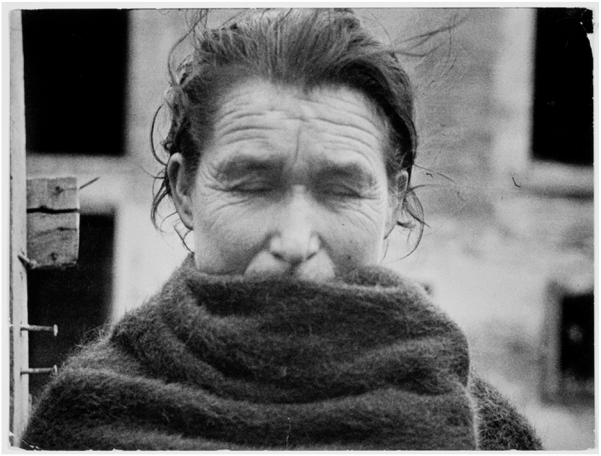
Réfugiés, Cerro Muriano, front de Cordoue

Mon retour à Barcelone, après trois mois et demi au front, m'a rappelé cette sensation. Même rupture brutale. Dans le train, jusqu'à Barcelone, l'atmosphère du front persistait : la saleté, le bruit, l'inconfort, les vêtements en lambeaux, la privation, la camaraderie, l'égalité. Le train, déjà plein de miliciens en quittant Barbastro, fut envahi à chaque station par des paysans : des ballots de légumes, des volailles affolées portées la tête en bas, des sacs se tortillant sur le sol — pleins de lapins vivants —, puis, pour finir, un troupeau de moutons entassés dans les compartiments. Les miliciens chantaient à tue-tête des chants révolutionnaires, couvraient le vacarme du train, lançaient des baisers ou agitaient des mouchoirs rouges et noirs aux jolies filles. Les bouteilles de vin et d'anis — cette liqueur aragonaise immonde — circulaient de main en main. Avec les outres espagnoles en peau de chèvre, on pouvait projeter un jet de vin à travers le wagon directement dans la bouche d'un camarade. À côté de moi, un garçon de quinze ans aux yeux noirs racontait des exploits sensationnels — et sans doute entièrement imaginaires — à deux vieux paysans au visage tanné, qui l'écoutaient bouche bée. Plus tard, ils ouvrirent leurs paquets et nous offrirent un vin rouge sombre et collant. Tout le monde était profondément heureux, d'une joie que je ne saurais rendre. Mais lorsque le train entra dans Barcelone après Sabadell, nous avons débarqué dans une atmosphère presque aussi étrangère et hostile que si nous étions arrivés à Paris ou à Londres.

Tous ceux qui ont fait deux séjours à Barcelone, à quelques mois d'intervalle, ont noté l'ampleur des changements. Curieusement, qu'ils y soient allés d'août à janvier ou, comme moi, de décembre à avril, ils disaient tous la même chose : l'atmosphère révolutionnaire avait disparu. Pour qui avait connu Barcelone en août, quand le sang n'était pas encore sec dans les rues, la ville de décembre devait déjà sembler bourgeoise. À moi, fraîchement arrivé d'Angleterre, elle avait paru plus ouvrière que tout ce que j'avais imaginé. À présent, la vague était retombée. La ville était redevenue ordinaire : un peu meurtrie par la guerre, mais sans signe visible de domination ouvrière.

L'aspect de la foule avait changé de façon frappante. Les uniformes de miliciens et les bleus de travail avaient presque disparu. Tout le monde semblait porter les costumes d'été élégants dont les tailleurs espagnols ont le secret. Des hommes gras et prospères, des femmes élégantes, des voitures luisantes partout. (Il n'y avait officiellement plus de voitures privées, mais toute personne « qui comptait » semblait pouvoir en disposer.) Les

officiers de la nouvelle Armée populaire pullulaient. Cette catégorie avait à peine existé avant mon départ. L'Armée populaire comptait environ un officier pour dix hommes. Quelques-uns venaient des milices, rappelés pour instruction technique, mais la majorité étaient de jeunes gens passés par l'École de guerre plutôt que par le front. Leur relation avec les soldats n'était pas tout à fait celle d'une armée bourgeoise, mais une différence sociale nette s'exprimait par la solde et l'uniforme. Les hommes portaient une salopette brune grossière ; les officiers, un uniforme kaki élégant, cintré, à la manière britannique. Je doute qu'un sur vingt ait vu le front, mais tous portaient un pistolet automatique à la ceinture — arme que nous ne pouvions obtenir au front, à aucun prix. En avançant dans la rue, je remarquai que les passants nous dévisageaient. Après des mois en ligne, nous faisions une vision épouvantable. J'avais conscience d'avoir l'air d'un épouvantail : veste de cuir en loques, bonnet déformé glissant sur l'œil, bottes réduites à presque rien. Nous étions tous sales, mal rasés. Ce n'était pas étonnant qu'on nous regarde. Mais cela me troubla. En trois mois, quelque chose s'était produit.



Femme après un raid aérien, Madrid

Les jours suivants confirmèrent cette impression. Un changement profond avait traversé la ville. Deux faits dominaient tout le reste. D'abord, la population civile s'était largement désintéressée de la guerre. Ensuite, la division normale entre riches et pauvres, classes supérieures et inférieures, se réinstallait.

L'indifférence générale était surprenante, presque répugnante. Elle choquait ceux qui arrivaient de Madrid ou même de Valence. Barcelone était loin des combats, comme Tarragone un mois plus tard, où la vie mondaine se poursuivait presque intacte. Mais le fait important était ailleurs : partout en Espagne, à partir de janvier, l'enrôlement volontaire avait chuté. En Catalogne, l'enthousiasme suscité par la grande campagne pour l'Armée populaire n'avait guère rempli les rangs. Six mois après le début de la guerre, le gouvernement dut recourir à la conscription — chose étrange dans une guerre civile. Cela tenait clairement à l'échec des espérances révolutionnaires. Les syndicalistes qui avaient formé les milices et repoussé les fascistes croyaient se battre pour le pouvoir ouvrier. Il devenait évident que cette cause était perdue. Les gens du peuple, surtout le prolétariat urbain, qu'on envoie toujours au combat, n'étaient pas fautifs d'une certaine lassitude. Personne ne voulait perdre la guerre, mais la majorité voulait surtout qu'elle finisse. Partout on entendait la même phrase, dite sans conviction :

— Cette guerre… terrible, non ? Quand est-ce que ça finira ?

Les gens politisés s'intéressaient davantage aux querelles entre anarchistes et communistes qu'au combat contre Franco. Pour la masse, la pénurie alimentaire était la vraie préoccupation. « Le front » devenait un lieu mythique où les jeunes disparaissaient, pour revenir parfois après quelques mois avec beaucoup d'argent. Les blessés n'étaient guère considérés. Être milicien n'était plus à la mode. Les boutiques — baromètres infaillibles — en donnaient la preuve. Jadis, elles vendaient casquettes, vestes, ceinturons, couteaux, gourdes, étuis de revolver. À présent, elles étaient plus élégantes, la guerre reléguée à l'arrière-plan. Plus tard, en préparant mon retour au front, je constatai qu'il était difficile d'obtenir ce dont on avait réellement besoin.

Parallèlement se déroulait une propagande systématique contre les milices et en faveur de l'Armée populaire. Officiellement, toutes les forces avaient été intégrées à celle-ci. En réalité, on avait surtout changé les noms. Les troupes du POUM, par exemple, n'étaient plus la division Lénine mais la 29e division. Jusqu'en juin, très peu d'unités régulières atteignirent le front d'Aragon, ce qui permit aux milices de conserver leur structure. Pourtant, partout on lisait : « Nous avons besoin d'une Armée populaire ». À la radio et dans la

presse communiste, les milices étaient raillées sans relâche : indisciplinées, incapables. L'Armée populaire, elle, était toujours « héroï-que ». On aurait cru honteux d'être allé volontairement au front, louable d'avoir attendu la conscription. Mais comme les milices tenaient la ligne pendant que l'Armée populaire s'entraînait à l'arrière, ce fait devait rester discret. Les contingents de miliciens partaient désormais à l'aube, en cachette. Les rares unités de l'Armée populaire partant au front défilaient encore, mais sans enthousiasme. Toute gloire revenait à l'Armée populaire, toute faute aux milices — parfois les mêmes hommes, selon l'étiquette qu'on leur collait.

Plus frappante encore était la transformation de l'atmosphère sociale. Lors de mon premier séjour, Barcelone m'avait semblé presque sans classes. Les vêtements élégants étaient rares, personne ne faisait de courbettes, on vous appelait « camarade ». Je n'avais pas compris que c'était un mélange d'espoir et de déguisement. Les ouvriers croyaient à une révolution inachevée ; la bourgeoisie, terrorisée, jouait aux prolétaires. Des milliers avaient mis des bleus pour sauver leur peau. À présent, l'ordre ancien revenait. Les restaurants chics regorgeaient de riches se gavant, tandis que les prix montaient sans hausse de salaires. Les pénuries frappaient surtout les pauvres. Les queues pour le pain et l'huile s'étiraient sur des centaines de mètres. Les mendiants, absents auparavant, réapparaissaient. Des enfants pieds nus attendaient devant les boutiques de luxe. Les formules révolutionnaires disparaissaient : señor remplaçait camarada, buenos días revenait. Les serveurs avaient repris leurs chemises empesées, les révérences aussi. Le pourboire revenait en douce. Les patrouilles ouvrières avaient été dissoutes, la police d'avant-guerre patrouillait à nouveau. Cabarets et maisons closes rouvraient.

Un détail révélateur était la pénurie de tabac. Les pauvres fumaient des cigarettes à la réglisse. Le tabac espagnol venait des Canaries, aux mains de Franco. Les stocks diminuaient. Les bureaux de tabac ouvraient une fois par semaine. Mais les cigarettes américaines de contrebande circulaient librement dans les hôtels chics — dix pesetas le paquet. Le trafic profitait aux riches, donc on le tolérait. Avec de l'argent, on trouvait tout, sauf le pain.

Un jour, après les combats de rue, je passai devant une pâtisserie de luxe, pleine de bonbons hors de prix. J'en fus écœuré. Pourtant je serais hypocrite de m'en exclure. Après des mois de privations, j'ai moi aussi abusé de bonne chère, de cocktails, de cigarettes américaines. Cette semaine-là, je mangeais trop, buvais trop, tombais malade, me reposais, recommençais. En même temps, je négociais l'achat clandestin d'un revolver. J'en obtins finalement un, minuscule et médiocre. Et je préparais mon départ du POUM pour une autre unité, afin d'aller au front de Madrid.



Lampadaire détruit par les bombardements, Madrid

Je voulais rejoindre les anarchistes, mais ils risquaient de m'envoyer ailleurs. Pour Madrid, il fallait passer par les communistes. J'en parlai à un ami. Il voulait me recruter. J'hésitai. Si j'étais parti plus tôt, je n'aurais peut-être pas vu les événements à Barcelone de près. Mais je voulais d'abord me remettre, et attendre qu'on me fabrique des bottes à ma taille — détail décisif. Je remis ma décision. Nous avions même envisagé, ma femme et moi, d'aller à la mer quelques jours. Idée absurde. Le climat politique aurait dû m'avertir.

Sous l'apparente gaieté des rues, sous le luxe et la misère croissante, on sentait une haine

politique prête à éclater. Tout le monde disait :
— Il va y avoir des ennuis.
L'antagonisme entre ceux qui voulaient poursuivre la révolution et ceux qui voulaient l'arrêter devenait évident — anarchistes contre communistes. Le gouvernement voulait désarmer les ouvriers de la CNT La police d'avant-guerre était réarmée. Un décret ordonna la remise des armes. Il ne fut pas obéi. Les rumeurs de heurts se multipliaient. Des militants furent tués. Les funérailles devenaient des démonstrations de force. J'assistai à l'une d'elles sans enthousiasme. Tout cela ne pouvait mener qu'au sang.
Le 1er Mai approchait. Une manifestation commune devait avoir lieu. Elle fut annulée à la dernière minute. Barcelone, ville « révolutionnaire », ne célébra pas le 1er Mai. J'en fus soulagé. La dernière chose que je souhaitais était une bagarre de rue absurde. Marcher sous des drapeaux rouges, pour être abattu d'une fenêtre par un inconnu armé d'un pistolet-mitrailleur — ce n'est pas ma conception d'une mort utile.

Chapitre 10

Vers midi, le 3 mai, un ami qui traversait le hall de l'hôtel lança négligemment : « Il paraît qu'il y a eu un incident au central téléphonique. » Pour une raison quelconque, je n'y fis pas attention sur le moment.
Cet après-midi-là, entre trois et quatre heures, j'étais à mi-parcours sur les Ramblas quand j'entendis plusieurs coups de fusil derrière moi. Je me retournai et vis des jeunes gens, fusils à la main, portant les foulards rouges et noirs des anarchistes, s'avancer prudemment dans une ruelle perpendiculaire aux Ramblas, vers le nord. Ils échangeaient visiblement des tirs avec quelqu'un dans une haute tour octogonale – une église, je crois – qui dominait la ruelle. Je me dis immédiatement : « Ça commence ! » Mais sans grande surprise : depuis plusieurs jours, tout le monde attendait que « ça » commence à tout moment. Je compris qu'il me fallait retourner immédiatement à l'hôtel pour m'assurer que ma femme allait bien.
Le groupe d'anarchistes à l'entrée de la ruelle retenait les passants et leur criait de ne pas traverser la ligne de tir. D'autres coups de feu éclatèrent. Les balles de la tour traversaient la rue et une foule affolée dévalait les Ramblas, fuyant les tirs ; partout, le claquement des rideaux métalliques des boutiques se refermant résonnait : snap—snap—snap. Je vis deux officiers de l'Armée Populaire reculer prudemment de l'arbre à l'arbre, la main sur le revolver. Devant moi, la foule se précipitait dans la station de métro pour se mettre à l'abri. Je décidai de ne pas les suivre : rester sous terre pendant des heures me semblait dangereux.
À ce moment, un médecin américain qui avait combattu avec nous s'approcha et me saisit par le bras, visiblement bouleversé.
— Allons, il faut descendre à l'hôtel Falcon, dit-il. Les gars du POUM s'y retrouveront. Le trouble commence. Il faut rester unis.
— Mais de quoi diable s'agit-il ? répliquai-je.
Il me tirait par le bras, trop excité pour donner une explication claire. Il avait été sur la place de Catalogne lorsqu'une dizaine de camions de Gardes Civils armés étaient arrivés au central téléphonique, principalement tenu par des travailleurs de la CNT, et l'avaient attaqué subitement. Puis des anarchistes étaient intervenus, et il y avait eu une mêlée générale. Je compris que l'incident du matin avait été la demande du gouvernement de remettre le central, refusée bien sûr.
Dans la rue, un camion passa à toute allure dans l'autre sens, rempli d'anarchistes armés. Devant, un jeune homme en haillons était couché sur un tas de matelas derrière une mitrailleuse légère.



Miliciennes apprenant à tirer, près de Barcelone

Arrivés à l'hôtel Falcon, en bas des Ramblas, l'entrée était en pleine effervescence ; personne ne semblait savoir quoi faire, et personne n'était armé à part la poignée de Chocs qui servait de garde. Je me rendis au Comité Local du POUM, presque en face. À l'étage, dans la salle où les miliciens venaient toucher leur solde, une foule s'agitait. Un homme grand, pâle, assez beau, vers trente ans, en civil, tentait de rétablir l'ordre et distribuait des ceintures et cartouchières d'un tas dans le coin. Pas encore de fusils. Le médecin avait disparu — probablement déjà des blessés et des appels aux médecins — mais un autre Anglais était arrivé. Bientôt, depuis un bureau, l'homme grand et quelques autres sortirent des brassées de fusils et les distribuèrent.
L'autre Anglais et moi, en tant qu'étrangers, étions légèrement suspects ; au début, per-

sonne ne voulait nous donner d'arme. Puis un milicien que j'avais connu au front me reconnut, et nous reçûmes fusils et quelques chargeurs, à contrecœur.

Le tir crépitait au loin, les rues étaient désertes. Personne ne pouvait monter les Ramblas : les Gardes Civils avaient pris des positions dominantes et tiraient sur quiconque passait. J'aurais pu tenter de revenir à l'hôtel, mais l'idée flottait qu'une attaque contre le Comité Local était imminente, et il valait mieux rester. Dans tout l'immeuble et sur le trottoir, de petits groupes parlaient avec excitation. Personne ne semblait vraiment savoir ce qui se passait. J'appris seulement que les Gardes Civils avaient attaqué le central et pris des positions stratégiques contrôlant d'autres bâtiments ouvriers. L'impression générale était qu'ils en voulaient à la CNT et aux travailleurs en général. À ce stade, personne ne blâmait le gouvernement : les classes pauvres de Barcelone voyaient les Gardes Civils comme les Black and Tans, supposant que l'attaque avait été de leur initiative. Une fois la situation comprise, j'étais rassuré : le choix était clair. D'un côté, la CNT, de l'autre, la police. Je n'ai pas de passion pour l'idéalisation du « travailleur » selon le communiste bourgeois, mais face à un ouvrier réel contre son ennemi naturel, le policier, il n'y avait pas d'hésitation possible.

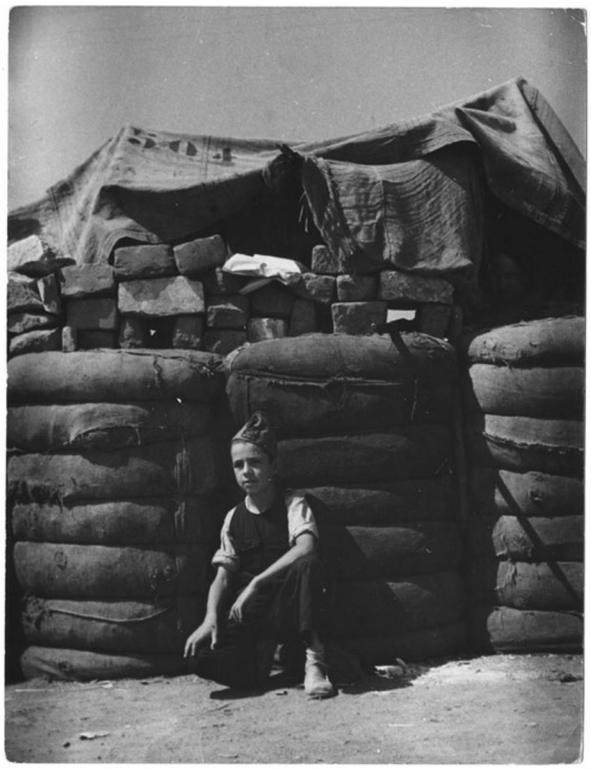
Le temps passa et rien ne se produisit de notre côté. Je n'eus pas l'idée de téléphoner à l'hôtel pour vérifier ma femme ; je supposais que le central était hors service — en fait, il ne le fut que quelques heures. Nous étions environ trois cents dans les deux bâtiments. Principalement des gens pauvres, des arrière-rues du port, avec des femmes portant des bébés et des gamins en haillons. Beaucoup n'avaient probablement aucune idée de ce qui se passait, s'étaient réfugiés pour se protéger. Quelques miliciens en permission et quelques étrangers étaient là. Environ soixante fusils pour tous. L'étage était assiégé par ceux qui réclamaient des armes, mais il n'y en avait plus. Les jeunes miliciens, considérant l'affaire comme une partie de plaisir, tentaient de subtiliser des fusils. L'un d'eux me déroba le mien par une ruse, me laissant seulement mon petit pistolet automatique et un seul chargeur.

La nuit tombait, j'avais faim, rien à manger au Falcon. Mon ami et moi fîmes un aller-retour à son hôtel pour dîner. Les rues étaient noires et silencieuses, rideaux métalliques baissés, sans barricades encore. L'hôtel verrouillé, il fallut une longue discussion pour y entrer. De retour, je constatai que le central fonctionnait ; je téléphonai à ma femme depuis le bureau à l'étage. Sans annuaire, après une heure de recherche, je trouvai le numéro dans un guide. Impossible de joindre ma femme, mais je contactai John McNair, représentant de l'ILP à Barcelone. Tout allait bien, personne n'avait été blessé, et il demanda si nous étions en sécurité au Comité Local. Je plaisantai en disant que ça irait si nous avions des cigarettes. Une demi-heure plus tard, McNair arriva avec deux paquets de Lucky Strike, ayant bravé les rues sombres, contrôlé deux fois au pistolet et ses papiers examinés. Petit acte héroïque que je n'oublierai pas. Nous étions heureux d'avoir ces cigarettes.

Des gardes armés se tenaient aux fenêtres ; un groupe de Chocs questionnait les rares passants dans la rue. Une patrouille anarchiste arriva, mitrailleuses sur les genoux d'une belle jeune fille brune d'environ dix-huit ans. Je parcourus le bâtiment, immense et labyrinthique. Partout, désordre, meubles cassés, papiers déchirés. Les gens dormaient n'importe où. Dans une pièce, un bébé pleurait sans cesse. Bien que nous soyons en mai, la nuit était froide. Sur une scène de cabaret, je décrochai un rideau et m'enroulai dedans pour quelques heures de sommeil, hanté par l'idée des bombes.

À trois heures du matin, l'homme grand et beau me réveilla, me donna un fusil et me plaça à un poste de garde à la fenêtre. Il annonça que Salas, chef de la police responsable de l'attaque du central, avait été arrêté — en réalité, il avait seulement été destitué. À l'aube, les gens construisirent deux barricades, devant le Comité Local et l'hôtel Falcon. Les Ramblas sont pavées de gros pavés facilement empilables pour des murs, et sous eux, du gravier idéal pour remplir des sacs de sable. Les barricades montaient rapidement ; hommes, femmes, enfants transportaient pavés et sacs. Une jeune Allemande juive, pantalon de milicien trop long, observait avec un sourire. En quelques heures, barricades à hau-

teur d'homme, tireurs postés, feu et œufs frits derrière une barricade.
Mon fusil m'avait été repris. Un autre Anglais et moi décidâmes de rejoindre l'hôtel Continental. Le tir crépitait au loin, pas sur les Ramblas. Au marché alimentaire, quelques étals ouverts, assiégés par des habitants du quartier ouvrier. Une rafale de coups de feu éclata ; la foule se dispersa. Nous prîmes un café et un morceau de fromage de chèvre, que je conservai près des bombes.



Enfant et barricade, près de Barcelone

Au coin de la rue où les anarchistes avaient commencé à tirer, une barricade était dressée. L'homme derrière me cria de faire attention. Les Gardes Civils dans la tour de l'église tiraient sur tout passant. Je courus à travers l'ouverture, une balle sifflant près de moi. Devant le bâtiment exécutif du POUM, des Chocs criaient, mais je ne compris pas immédiatement. Des arbres et un kiosque me cachaient la vue. Je m'assurai que tout allait bien à l'hôtel Continental, puis retournai au POUM demander des ordres.
Le vacarme des fusils et mitrailleuses était presque comparable à celui d'une bataille. Je retrouvai Kopp et lui demandai nos consignes quand un fracas épouvantable retentit dehors. Le bruit était si fort que je crus à un tir de canon. C'étaient des grenades à main, amplifiées par les bâtiments en pierre.
Kopp observa la scène, repoussa un milicien allemand rousse tirant la goupille d'une grenade avec ses dents, ordonna à tous de reculer et nous dit qu'il fallait éviter le sang. Il sortit sur le trottoir, en vue des Gardes Civils, posa ostensiblement son pistolet à terre. Deux officiers espagnols firent de même et, ensemble, ils s'approchèrent de la porte où les Gardes étaient entassés, terrifiés. Un garde civil, en chemise et pâle de peur, sortit pour parlementer. Il désignait avec agitation deux grenades non éclatées sur le trottoir. Kopp revint et dit que nous devions les faire exploser : danger pour tout passant. Un Choc tira sur une grenade, l'explosa, puis rata la seconde. Je pris son fusil, visai et manquai également.
Ce fut le seul tir que je fis pendant les événements. Le trottoir était couvert de vitres brisées provenant du Café Moka ; deux voitures stationnées, dont celle officielle de Kopp, avaient été criblées de balles et leurs pare-brises éclatés par les grenades.
Kopp me fit remonter à l'étage et m'expliqua la situation. Nous devions défendre les bâtiments du POUM en cas d'attaque, mais les dirigeants avaient donné des ordres stricts : rester sur la défensive et ne pas tirer tant qu'on pouvait l'éviter. Juste en face se trouvait un cinéma, le Poliorama, surmonté d'un musée et, tout en haut, bien au-dessus des toits, d'un petit observatoire à deux coupoles. Ces coupoles dominaient la rue ; quelques hommes armés placés là suffisaient à empêcher toute attaque contre nos bâtiments. Les concierges du cinéma étaient membres de la CNT et nous laissaient libre accès. Quant aux Gardes Civils du Café Moka, il n'y avait rien à craindre : ils ne cherchaient pas l'affrontement et seraient ravis d'un statu quo.
Kopp répéta que nos consignes étaient claires : ne tirer que si l'on tirait sur nous ou si nos bâtiments étaient attaqués. J'en déduisis, bien qu'il ne le dise pas explicitement, que les dirigeants du POUM, furieux d'avoir été entraînés dans cette affaire, estimaient néanmoins devoir soutenir la CNT
Des gardes étaient déjà installés à l'observatoire. Les trois jours et trois nuits suivants, je les passai presque sans interruption sur le toit du Poliorama, sauf de brefs passages à l'hôtel pour manger. Je n'étais pas

en danger ; je souffrais surtout de faim et d'ennui. Pourtant, ce fut l'une des périodes les plus pénibles de ma vie. Peu d'expériences sont aussi écœurantes, aussi désillusionnantes, et finalement aussi éprouvantes pour les nerfs que ces journées malsaines de guerre de rues.

Assis sur le toit, je m'étonnais de l'absurdité de tout cela. Par les petites fenêtres de l'observatoire, on voyait à des kilomètres : successions d'immeubles élancés, de coupoles vitrées, de toits extravagants couverts de tuiles vertes ou cuivrées ; à l'est, la mer, pâle et scintillante — la première que je voyais depuis mon arrivée en Espagne. Et cette ville immense, d'un million d'habitants, restait figée dans une inertie violente : un cauchemar de bruit sans mouvement. Les rues baignées de soleil étaient désertes. Rien ne se passait, sinon le passage incessant des balles tirées depuis des barricades et des fenêtres ensachées de sable. Aucun véhicule ne circulait ; çà et là, sur les Ramblas, des tramways étaient immobilisés, abandonnés par leurs conducteurs dès le début des tirs. Et toujours ce vacarme infernal, répercuté par des milliers de façades de pierre, continu, obstiné, comme une pluie tropicale. Crac-crac, cliquetis, grondement : parfois cela retombait à quelques coups isolés, parfois montait en une fusillade assourdissante. Mais jamais, de jour, cela ne cessait ; et chaque aube, ponctuellement, tout recommençait.

Il fut d'abord très difficile de comprendre ce qui se passait réellement : qui combattait qui, et qui prenait l'avantage. Les Barcelonais, habitués aux combats de rue et connaissant intimement la ville, savaient presque instinctivement quel parti contrôlait telle rue ou tel immeuble. Pour un étranger, la situation était opaque. Depuis l'observatoire, je compris cependant que les Ramblas formaient une ligne de partage : à droite, les quartiers ouvriers étaient solidement anarchistes ; à gauche, un combat confus se déroulait dans les ruelles tortueuses, mais le PSUC et les Gardes Civils y dominaient plus ou moins. À notre extrémité des Ramblas, autour de la place de Catalogne, la situation était si complexe qu'elle aurait été incompréhensible sans les drapeaux de parti flottant sur chaque bâtiment. Le point clé était l'hôtel Colón, quartier général du PSUC, qui dominait la place. Dans une fenêtre — l'avant-dernière à droite sur cette façade immense — une mitrailleuse pouvait balayer la place avec une efficacité meurtrière. À une centaine de mètres de nous, plus bas sur les Ramblas, les J.S.U., organisation de jeunesse du PSUC, occupaient un grand magasin dont les fenêtres ensablées faisaient face à notre observatoire. Ils avaient abaissé leur drapeau rouge et hissé le drapeau catalan. Sur le central téléphonique, point de départ de toute l'affaire, flottaient côte à côte le drapeau catalan et le drapeau anarchiste : un compromis provisoire avait été trouvé, le central fonctionnait normalement et aucun coup de feu n'en partait.

À notre poste, l'atmosphère était étrangement paisible. Les Gardes Civils du Café Moka avaient baissé les rideaux métalliques et entassé le mobilier pour former une barricade. Plus tard, une demi-douzaine d'entre eux montèrent sur le toit, en face de nous, et édifièrent une autre barricade de matelas, sur laquelle ils suspendirent un drapeau catalan. Il était évident qu'ils ne souhaitaient pas se battre. Kopp avait conclu avec eux un accord précis : pas de tirs de leur côté, pas de tirs du nôtre. Il s'était même lié d'amitié avec eux et leur rendait visite au café. Ils avaient naturellement pillé tout ce qui était buvable et offrirent à Kopp quinze bouteilles de bière. En échange, il leur donna l'un de nos fusils pour remplacer celui qu'ils avaient perdu la veille. Malgré tout, s'asseoir sur ce toit donnait une sensation étrange. Par moments, je m'ennuyais profondément, indifférent au vacarme, lisant pendant des heures des volumes de la Penguin Library que j'avais achetés par chance quelques jours plus tôt. À d'autres moments, je sentais très vivement les regards des hommes armés postés à cinquante mètres de moi. Cela rappelait un peu les tranchées ; plusieurs fois, par habitude, je surpris à appeler les Gardes Civils « les fascistes ». Nous étions en général six là-haut. Un homme montait la garde dans chaque tour de l'observatoire, les autres s'asseyaient sur le toit de plomb, protégé seulement par un parapet de pierre. Je savais parfaitement qu'à tout moment les Gardes Civils pouvaient recevoir l'ordre de tirer. Ils avaient promis de nous prévenir, mais rien ne garantissait qu'ils tiendraient parole.

Une seule fois, la situation faillit dégénérer. Un Garde Civil d'en face s'agenouilla et

commença à tirer par-dessus la barricade. J'étais alors de garde dans l'observatoire. Je braquai mon fusil sur lui et criai :
— Hé ! Ne tirez pas sur nous !
— Quoi ?
— Ne tirez pas, ou nous riposterons !
— Non, non ! Je ne tire pas sur vous. Regardez là-bas !
Il désigna, de son fusil, la ruelle au pied de notre bâtiment. En effet, un jeune homme en bleu de travail, fusil à la main, se glissait à l'angle.
— Je tirais sur lui. C'est lui qui a commencé. Nous, on ne veut pas vous tirer dessus. On est des ouvriers, comme vous.



Républicain au repos après la bataille, front de Cordoue

Il fit le salut antifasciste, que je lui rendis. Je criai encore :
— Il vous reste de la bière ?
— Non, il n'y en a plus.
Le même jour, sans raison apparente, un homme posté dans le bâtiment des J.S.U., plus bas dans la rue, leva soudain son fusil et tira sur moi alors que je me penchais à la fenêtre. Je devais offrir une cible tentante. Je ne ripostai pas. Bien qu'il ne fût qu'à une centaine de mètres, la balle passa si loin qu'elle ne toucha même pas le toit de l'observatoire. Une fois de plus, l'imprécision espagnole m'avait sauvé. On tira sur moi plusieurs fois depuis ce bâtiment.
Le vacarme infernal se poursuivait sans relâche. Mais, à ce que je pouvais voir et entendre, le combat était défensif des deux côtés : chacun restait dans son immeuble ou derrière sa barricade et tirait sur ceux d'en face. À environ huit cents mètres de là, une rue où les principaux bureaux de la CNT et de l'U.G.T. se faisaient face produisait un bruit assourdissant. Je la parcourus le lendemain de la fin des combats : les vitrines étaient criblées comme des passoires. Par moments, la fusillade était ponctuée par l'explosion de grenades. Et, à de longs intervalles — une dizaine de fois au total — de très fortes détonations se produisaient, semblables à des bombes aériennes, ce qui était impossible puisqu'aucun avion ne survolait la ville. On m'expliqua plus tard — c'était peut-être vrai — que des agents provocateurs faisaient exploser des charges pour accroître le vacarme et la panique. Il n'y eut cependant aucun tir d'artillerie. J'y étais attentif : l'artillerie décide de l'issue d'un combat de rues. Plus tard, les journaux parlèrent de canons tirant dans Barcelone, mais personne ne put montrer un bâtiment touché par un obus. Et quand on connaît le son d'un canon, on ne peut s'y tromper.
Dès le début, la nourriture vint à manquer. Avec difficulté, et sous couvert de la nuit — les Gardes Civils tiraient constamment sur les Ramblas — on apportait de quoi nourrir les quinze ou vingt miliciens du bâtiment exécutif du POUM, mais à peine de quoi subsister. Le plus grand nombre d'entre nous allait manger à l'hôtel Continental. Celui-ci avait été collectivisé par la Généralité, et non par la CNT ou l'U.G.T., et passait pour terrain neutre. Dès le début des combats, il se remplit d'une population extraordinaire : journalistes étrangers, suspects politiques de toutes tendances, un aviateur américain au service du gouvernement, divers agents communistes, dont un Russe obèse et inquiétant, réputé agent de l'O.G.P.U., surnommé Charlie Chan, qui portait à la ceinture un revolver et une petite bombe, des familles espagnoles aisées aux allures de sympathisants fascistes, deux ou trois blessés de la colonne internationale, des chauffeurs de camions français bloqués avec leur cargaison d'oranges, et plusieurs officiers

de l'Armée Populaire. Celle-ci, en tant que corps, resta neutre tout au long des combats, bien que quelques soldats s'en soient échappés pour combattre individuellement. Au début, avant que la pénurie ne s'aggrave et que les journaux n'excitent la haine, on avait tendance à prendre toute l'affaire à la légère. « Ça arrive tous les ans à Barcelone », disait-on. George Tioli, journaliste italien et ami proche, rentra un jour le pantalon couvert de sang : il avait tenté de secourir un blessé quand quelqu'un lui lança une grenade par jeu, heureusement sans le blesser gravement. Je me souviens qu'il disait que les pavés de Barcelone devraient être numérotés : cela faciliterait la construction et la démolition des barricades. Je me souviens aussi de deux hommes de la colonne internationale assis dans ma chambre, me plaignant simplement de devoir passer mon congé de garde sur un toit. Leur attitude était parfaitement neutre. L'impression générale était : « Ce n'est qu'une échauffourée entre anarchistes et police, ça ne signifie rien. » Malgré l'ampleur des combats et le nombre de victimes, je crois que cette vision était plus proche de la vérité que la version officielle d'un soulèvement prémédité.

C'est vers le mercredi 5 mai que les choses semblèrent changer. Les rues fermées étaient sinistres. Quelques rares passants, forcés de sortir, avançaient en brandissant des mouchoirs blancs. À un point des Ramblas à l'abri des balles, des vendeurs criaient les journaux à la rue vide. Le mardi, Solidaridad Obrera, le journal anarchiste, avait dénoncé l'attaque du central comme une « provocation monstrueuse » ; le mercredi, il appelait au retour au travail, tout comme les dirigeants anarchistes à la radio. Les locaux de La Batalla, journal du POUM, avaient été perquisitionnés, mais le journal continuait à paraître depuis une autre adresse. J'exhortais les gens à rester aux barricades. Chacun se demandait avec inquiétude comment tout cela finirait. Personne ne voulait que cela dégénère en guerre civile ouverte, qui risquait de faire perdre la guerre contre Franco. J'entendis cette crainte partout. À en croire ce que disaient les militants de base de la CNT, ils n'avaient voulu que deux choses : la restitution du central téléphonique et le désarmement des Gardes Civils. Si la Généralité avait promis cela, et aussi de mettre fin à la spéculation sur les vivres, les barricades seraient tombées en deux heures. Mais il était clair qu'elle ne céderait pas. Des rumeurs sinistres circulaient. On parlait de six mille hommes envoyés depuis Valence pour occuper Barcelone. Du haut de l'observatoire, nous vîmes des silhouettes grises de navires de guerre s'approcher du port. Douglas Moyle, ancien marin, dit qu'ils ressemblaient à des destroyers britanniques. C'en étaient effectivement, bien que nous ne l'apprenions que plus tard.



Soldat du POUM avec une perdrix, Aragon

Ce soir-là, nous apprîmes que, sur la place d'Espagne, quatre cents Gardes Civils avaient capitulé et remis leurs armes aux anarchistes ; on disait aussi que, dans les faubourgs ouvriers, la CNT contrôlait la situation. On avait l'impression de gagner. Mais le même soir, Kopp me fit appeler et m'annonça gravement que, d'après ses informations, le gouvernement s'apprêtait à interdire le POUM et à lui déclarer la guerre. La nouvelle me bouleversa. J'entrevis alors la manière dont toute cette affaire serait interprétée : une fois les combats terminés, la responsabilité serait rejetée sur le POUM, le plus faible, donc le bouc émissaire idéal. Dès lors, notre neutralité locale prenait fin. Si le gouvernement nous attaquait, il faudrait nous défendre, et les Gardes Civils du bâtiment voisin recevraient sûrement l'ordre de nous assaillir. Notre seule chance serait de frapper les premiers. Kopp attendait les ordres au téléphone ; si l'interdiction était confirmée, il faudrait immédiatement se préparer à prendre le Café Moka.

Je me souviens de cette longue soirée de cauchemar passée à fortifier l'immeuble. Nous abaissâmes les rideaux métalliques et cons-

truisîmes derrière une barricade de dalles. Nous fîmes l'inventaire : vingt et un fusils, dont un défectueux, une cinquantaine de cartouches par arme, quelques dizaines de bombes, et quelques pistolets. Une douzaine d'hommes, surtout des Allemands, s'étaient portés volontaires pour l'attaque du Moka. Nous attaquerions de nuit, depuis le toit, par surprise. Ils étaient plus nombreux, mais notre moral était meilleur. Des hommes mourraient forcément. Nous n'avions presque pas de nourriture. Une rumeur courait : « ils » allaient couper l'eau. Nous remplîmes tous les lavabos, seaux, et même les quinze bouteilles de bière vides offertes par les Gardes Civils.

J'étais dans un état mental exécrable, épuisé par près de soixante heures sans sommeil. On dormait à même le sol derrière la barricade. À l'étage, une petite pièce avec un canapé devait servir d'infirmerie — bien sûr, sans pansements ni désinfectant. Ma femme était descendue de l'hôtel, au cas où l'on aurait besoin d'une infirmière. Je m'allongeai sur le canapé, pensant me reposer une demi-heure avant l'attaque du Moka, où je serais probablement tué. Je me souviens surtout de l'inconfort intolérable de mon pistolet, qui me rentrait dans les reins. La chose suivante dont je me souviens est de m'être réveillé en sursaut, en plein jour, avec ma femme à côté de moi. Rien ne s'était produit. Le gouvernement n'avait pas interdit le POUM, l'eau n'avait pas été coupée, et hormis quelques coups de feu sporadiques, tout était redevenu normal. Elle me dit qu'elle n'avait pas eu le courage de me réveiller et avait dormi sur un fauteuil dans une pièce de devant.

Cet après-midi-là, une sorte d'armistice s'installa. Les coups de feu cessèrent, et, avec une soudaineté surprenante, les rues se remplirent de monde. Quelques commerces relevèrent leurs rideaux, et le marché se retrouva envahi par une foule immense réclamant de la nourriture, bien que les étals fussent presque vides. Il était notable que les tramways ne reprenaient pas leur service. Les gardes civils restaient derrière leurs barricades au Moka ; aucun des bâtiments fortifiés n'avait été évacué. Chacun se précipitait pour acheter à manger. Et partout résonnaient les mêmes questions anxieuses : « Vous croyez que c'est fini ? Vous croyez que ça va recommencer ? » « Ça » — les combats — était désormais perçu comme une calamité naturelle, un ouragan ou un tremblement de terre, qui frappait tout le monde et que personne ne pouvait arrêter. Et presque aussitôt — il devait y avoir eu réellement plusieurs heures de trêve, mais elles semblaient tenir en minutes — une brusque rafale de coups de fusil, comme un orage d'été, fit fuir tout le monde ; les rideaux métalliques claquèrent, les rues se vidèrent comme par magie, les barricades furent réoccupées et « ça » reprit.



Milicienne lisant un magazine de mode, Barcelone

Je retournai à mon poste sur le toit avec un mélange de dégoût et de colère concentrés. Quand on participe à de tels événements, on se dit qu'on fait, à sa mesure, l'Histoire et qu'on devrait se sentir personnage historique. Mais on ne le fait jamais, car à ces moments-là, les détails matériels surpassent tout. Pendant les combats, je n'ai jamais établi la « bonne » analyse de la situation, celle que des journalistes, à des centaines de kilomètres, répétaient si facilement. Ce qui m'occupait surtout, c'était l'inconfort et l'ennui de rester jour et nuit sur ce toit intolérable, et la faim qui grandissait — nous n'avions pas pris de vrai repas depuis lundi. Je pensais tout le temps que, sitôt cette affaire terminée, il me

faudrait retourner au front. C'était exaspérant. Après cent quinze jours passés sur le front, j'étais revenu à Barcelone affamé de repos et de confort ; au lieu de cela, je devais rester sur un toit, face à des gardes civils aussi ennuyés que moi, qui de temps à autre me saluaient et assuraient être « des travailleurs » (autrement dit, qu'ils espéraient que je ne tirerais pas sur eux), mais qui ouvriraient le feu si l'ordre venait. Si c'était de l'histoire, ça n'en avait pas l'air. C'était plutôt un mauvais moment sur le front : des heures de garde anormales, de l'ennui, du sommeil qui s'échappe, et l'indifférence totale quant à la raison de tout cela.

À l'intérieur de l'hôtel, parmi la foule hétéroclite qui n'osait généralement pas mettre le nez dehors, régnait une atmosphère horrible de suspicion. Des gens, frappés de manie d'espionnage, se glissaient à voix basse, murmurant que tous les autres étaient des espions communistes, trotskistes ou anarchistes. Le gros agent russe acculait tour à tour tous les réfugiés étrangers, expliquant de manière plausible que tout cela n'était qu'un complot anarchiste. Je l'observais avec intérêt : c'était la première fois que je voyais un professionnel du mensonge — à part les journalistes. Il y avait quelque chose de répugnant dans cette parodie de vie d'hôtel chic qui continuait derrière les fenêtres closes, au milieu du fracas des fusils. La salle à manger principale avait été abandonnée après qu'une balle eut traversé une vitre et ébréché un pilier ; les convives s'entassaient dans une pièce sombre à l'arrière, où les tables étaient toujours insuffisantes. Le personnel avait diminué — certains étaient membres de la CNT et avaient rejoint la grève générale — et avaient abandonné leurs chemises amidonnées, mais les repas continuaient d'être servis avec un semblant de cérémonial. Il n'y avait pratiquement rien à manger. Ce jeudi soir, le plat principal se résumait à une sardine par personne. L'hôtel n'avait plus de pain depuis plusieurs jours, et même le vin s'amenuisait, nous buvions des crus de plus en plus vieux à des prix croissants. Cette pénurie se prolongea plusieurs jours après les combats. Trois matins d'affilée, ma femme et moi prîmes pour petit-déjeuner un morceau de fromage de chèvre sans pain ni boisson. La seule denrée abondante était l'orange. Les chauffeurs français apportaient leurs cargaisons d'oranges à l'hôtel. Ils avaient fière allure, accompagnés de quelques Espagnoles tapageuses et d'un énorme porteur en blouse noire. En temps normal, le petit snob de directeur d'hôtel les aurait malmenés, voire refusé sur les lieux ; mais pour l'instant, ils étaient populaires, car, contrairement à nous, ils disposaient de pain, et tout le monde essayait de leur en soutirer.



Bénévole assis et chien, Les Masies

Je passai cette dernière nuit sur le toit. Le lendemain, il semblait vraiment que les combats s'achevaient. Il n'y eut guère de tirs ce vendredi. Personne ne savait exactement si les troupes de Valence arrivaient ; elles se présentèrent en fin de journée. Le Gouvernement diffusait des messages à moitié rassurants, à moitié menaçants, demandant à chacun de rentrer chez soi et avertissant que quiconque serait trouvé armé après une certaine heure serait arrêté. On y prêta peu attention, mais les gens se retiraient peu à peu des barricades. Je n'ai aucun doute que c'était surtout la pénurie de nourriture qui les poussait. On entendait partout le même commentaire : « Nous n'avons plus rien à manger, il faut retourner au travail. »

Les gardes civils, eux, pouvaient compter sur leurs rations tant qu'il restait de la nourriture en ville et restaient à leurs postes. L'après-midi, les rues étaient presque redevenues normales ; les barricades abandonnées tenaient toujours, mais les Ramblas se remplissaient de monde, les commerces rouvraient presque tous, et — le plus rassurant — les tramways, longtemps figés, reprenaient leur service. Les gardes civils tenaient toujours le Café Moka, barricades en place, certains assis sur le trottoir, fusil sur les genoux. Je lui fis un clin d'œil ; il me rendit un sourire, reconnaissant. Au central téléphonique, le drapeau anarchiste avait été retiré, seul flottait le drapeau catalan. Cela signifiait que les travailleurs avaient été défaits ; je compris — sans toute la clarté politique qu'il aurait fallu — que des représailles suivraient.

Il devait être tard quand les troupes de Valence firent leur apparition. Les gardes d'assaut, formation comparable aux gardes civils et carabineros, étaient l'élite républicaine. Soudain, elles semblaient surgir de partout : patrouillant par groupes de dix, hommes grands en uniforme gris ou bleu, fusil sur l'épaule, un pistolet-mitrailleur par groupe. Il nous restait une mission délicate : récupérer les six fusils laissés sur les tours d'observation. Il fallait les traverser la rue, sous risque d'arrestation et confiscation. Avec un garçon espagnol roux, nous les transportâmes cachés sous nos vêtements, pas sans inconfort, mais sans incident.

Le lendemain, les gardes d'assaut patrouillaient partout, comme des conquérants. Le Gouvernement voulait montrer sa force à une population qu'il savait passive. Ces hommes étaient splendides, armés de fusils neufs et dotés d'armes automatiques, bien mieux équipés que nous sur le front. Les relations avec la population devinrent rapidement amicales. Le combat de Barcelone avait donné au Gouvernement de Valence l'excuse pour renforcer son contrôle sur la Catalogne. Les milices ouvrières allaient être dissoutes et intégrées à l'armée populaire. Le drapeau républicain flottait désormais partout. Les barricades des quartiers populaires tombaient progressivement, plus facile à construire qu'à démanteler. Les bâtiments du PSUC gardaient leurs barricades, certaines subsistèrent jusque fin juin. Les saisies d'armes dans les bastions de la CNT furent massives, bien que beaucoup échappèrent. La Batalla, le journal du POUM, continuait de paraître, mais censuré jusqu'à ce que la première page soit presque vide. Les journaux du PSUC, eux, publiaient des articles incendiaires réclamant la suppression du POUM, qualifié d'organisation fasciste déguisée. Un cartoon circulait, représentant le POUM retirant un masque au marteau et à la faucille pour révéler un visage hideux marqué d'une croix gammée. L'interprétation officielle était donc déjà fixée : ce combat était un soulèvement fasciste organisé uniquement par le POUM

Dans l'hôtel, l'atmosphère de suspicion et d'hostilité avait empiré. Les postes fonctionnaient à nouveau, les journaux communistes étrangers arrivaient, leurs comptes rendus violents et inexactes. Certains communistes présents, qui avaient vu la réalité, étaient consternés par la version officielle, mais devaient soutenir leur camp. Notre ami communiste me proposa une nouvelle fois de rejoindre la colonne internationale. Je refusai, expliquant que je ne pourrais jamais servir sous contrôle communiste, de peur d'être utilisé contre la classe ouvrière. Il comprit. Désormais, il n'était plus possible de rester neutre, de discuter autour d'un verre avec un adversaire supposé. Les prisons débordaient. Les anarchistes avaient libéré leurs détenus, mais les gardes civils gardaient les leurs, parfois pendant des mois, souvent innocents. Les étrangers sans papiers politiques couraient, traqués par la police. Des femmes se mariaient pour régulariser leur situation ; d'autres se cachaient en prétendant être maîtresses. Chaque porte qui claquait faisait sursauter. Un samedi matin, une rafale de tirs fit crier tout le monde : c'était seulement les gardes d'assaut qui tuaient un chien fou. L'atmosphère, faite de peur, de suspicion, de haine, de journaux censurés, de prisons surpeuplées, de files d'attente pour se nourrir et de bandes armées, restera gravée dans ma mémoire.

Un souvenir m'est resté de ces contacts inattendus avec des non-combattants. Une femme élégante se promenait avec son caniche sur les Ramblas pendant que les fusils crépitaient à quelques rues. Un homme traversait la Plaza de Catalunya, brandissant un mouchoir blanc dans chaque main. Un cortège noir tentait de traverser la place et échouait à chaque fois

sous le feu des mitrailleuses du PSUC Le concierge du musée au-dessus du Poliorama semblait prendre la bataille pour une curiosité sociale, heureux de recevoir les Anglais. Et la boutique où l'on fabriquait mes bottes de marche, U.G.T. ou PSUC, restait indifférente : « Quel dommage, tout ça… et pour les affaires ! » Beaucoup d'habitants regardaient l'affaire comme un simple vacarme, comme un bombardement aérien.

Ce chapitre ne raconte que mes expériences personnelles. Dans le suivant, je tenterai d'analyser les enjeux réels : ce qui s'est passé, avec quels résultats, les torts et responsabilités. Tant de capital politique a été tiré de ces combats qu'il importe d'avoir un regard équilibré. Déjà, des livres entiers en ont été remplis, pour l'essentiel de manière mensongère. Les journaux étaient fabriqués à distance, approximatifs et trompeurs. Comme tous ceux qui étaient à Barcelone, je n'ai vu qu'un quartier, mais assez pour contredire bien des mensonges. La complexité des rivalités politiques locales est répugnante, mais il faut tenter de dire la vérité. Cette bagarre sordide dans une ville lointaine est plus importante qu'il n'y paraît.

Chapitre 11

Il ne sera jamais possible de fournir un récit complètement exact et impartial des combats de Barcelone, car les archives nécessaires n'existent pas. Les historiens futurs n'auront pour source qu'un amas d'accusations et de propagande partisane. Pour ma part, je ne dispose que de ce que j'ai vu de mes propres yeux et de ce que m'ont raconté d'autres témoins que je juge fiables. Je peux cependant contredire certaines des mensonges les plus flagrants et aider à replacer l'affaire dans une certaine perspective.



Femme courant lors d'une alarme aérienne, Barcelone

Tout d'abord, que s'est-il réellement passé ?
Depuis quelque temps, la tension régnait dans toute la Catalogne. Dans les chapitres précédents, j'ai évoqué les conflits entre Communistes et Anarchistes. En mai 1937, la situation avait atteint un point où une explosion de violence paraissait inévitable. Le motif immédiat de friction fut l'ordre du gouvernement de remettre toutes les armes privées, coïncidant avec la décision de constituer une police « non-politique » lourdement armée, dont les syndicats seraient exclus. La signification de cette mesure était claire pour tous ; il était aussi évident que la prochaine étape consisterait à prendre le contrôle de certaines industries clés gérées par la CNT
Il y avait également un ressentiment croissant parmi les classes populaires face à l'écart grandissant entre richesse et pauvreté, et un sentiment vague que la révolution avait été sabotée. Beaucoup furent agréablement surpris qu'il n'y ait pas d'émeutes le 1er mai.
Le 3 mai, le gouvernement décida de prendre le contrôle du central téléphonique, géré depuis le début de la guerre principalement par des ouvriers de la CNT On prétendait qu'il était mal dirigé et que les communications officielles étaient écoutées. Salas, le chef de la police (qui dépassa peut-être ou non ses ordres), envoya trois camions de gardes civils armés pour s'emparer du bâtiment, tandis que les rues étaient dégagées par des policiers en civil.
Au même moment, des groupes de gardes civils s'emparèrent d'autres bâtiments stratégiques. Quelle qu'ait été l'intention réelle, une large partie de la population crut que c'était le signal d'une attaque générale contre la CNT par les gardes civils et le PSUC Le mot se répandit : les bâtiments ouvriers étaient attaqués. Des anarchistes armés surgirent dans les rues, le travail s'arrêta et les combats éclatèrent immédiatement. Cette nuit-là et le lendemain matin, des barricades furent dressées dans toute la ville. Le combat ne cessa que le 6 mai au matin, restant cependant principalement défensif des deux côtés. Les bâtiments étaient assiégés mais, à ma connaissance, aucun n'était pris d'assaut, et aucune artillerie n'était utilisée.
Grossièrement, les forces CNT-FAI-POUM tenaient les quartiers populaires, tandis que la police armée et le PSUC contrôlaient le centre et les bâtiments officiels. Le 6 mai, un armistice fut conclu, mais les combats reprirent bientôt, probablement à cause de tentatives prématurées des gardes civils pour désarmer les ouvriers de la CNT Le lendemain matin, les habitants commencèrent toutefois à quitter les barricades de leur propre initiative. Jusqu'à la nuit du 5 mai environ, la CNT avait le dessus, et de nombreux gardes civils s'étaient rendus.
Mais il n'y avait ni direction générale acceptée ni plan précis — en fait, aucun plan, sinon la simple volonté de résister aux gardes civils. Les dirigeants officiels de la CNT, alliés à ceux de l'U.G.T., implorèrent tout le monde de reprendre le travail ; la nourriture manquait cruellement. Dans ces conditions, personne n'était assez sûr de l'issue pour continuer le combat. L'après-midi du 7 mai, la situation était presque normale. Ce soir-là, six mille

gardes d'assaut envoyés de Valence arrivèrent et prirent le contrôle de la ville. Le gouvernement ordonna la remise de toutes les armes, sauf celles des forces régulières, et de nombreuses armes furent saisies dans les jours suivants. Les pertes furent officiellement de quatre cents morts et environ mille blessés. Quatre cents morts est peut-être exagéré, mais faute de moyens de vérification, il faut l'accepter comme exact.

Quant aux conséquences des combats, il est évidemment impossible d'en préciser l'effet réel sur la guerre, bien qu'elles aient certainement pesé si elles avaient duré quelques jours de plus. Elles furent prétexte pour mettre la Catalogne sous contrôle direct de Valence, pour accélérer la dissolution des milices et la suppression du POUM, et sans doute pour provoquer la chute du gouvernement Caballero. Mais ces mesures auraient probablement eu lieu de toute façon. La vraie question est de savoir si les ouvriers de la CNT ont gagné ou perdu en se défendant. Mon opinion est qu'ils ont probablement gagné davantage qu'ils n'ont perdu. La prise du central téléphonique n'était qu'un épisode d'un processus de longue durée. Depuis l'année précédente, le pouvoir direct avait été progressivement retiré aux syndicats, au profit d'un contrôle centralisé, vers un capitalisme d'État ou peut-être un retour au capitalisme privé. La résistance à ce moment-là ralentit probablement ce processus. Un an après le déclenchement de la guerre, les ouvriers catalans avaient perdu une grande partie de leur pouvoir, mais leur position restait relativement favorable. Il aurait pu en aller autrement s'ils s'étaient montrés entièrement soumis. Parfois, il vaut mieux se battre et perdre que de ne pas se battre du tout.

Quel était le but de l'éclatement de violence ? Coup d'État ? Tentative révolutionnaire ? Chute du gouvernement ? Était-ce concerté ?

À mon avis, les combats n'étaient organisés qu'au sens où chacun s'y attendait. Il n'y avait pas de plan clair de part et d'autre. Chez les Anarchistes, l'action fut presque certainement spontanée : elle impliquait surtout la base, et les dirigeants politiques suivaient à reculons ou pas du tout. Les seuls à parler de révolution furent les Amis de Durruti, un petit groupe extrémiste de la FAI, et le POUM Mais encore une fois, ils suivaient, ils ne menaient pas. Les dirigeants officiels de la CNT désavouèrent immédiatement l'affaire.

Pour plusieurs raisons : d'abord, la CNT était encore représentée au gouvernement et à la Généralité, ce qui rendait ses dirigeants plus prudents que leurs militants. Ensuite, l'objectif principal des dirigeants de la CNT était de s'allier à l'U.G.T., et les combats ne pouvaient qu'élargir la fracture entre CNT et U.G.T. Enfin, les leaders anarchistes craignaient que si les ouvriers prenaient possession de la ville, il y aurait intervention étrangère. Une croiseur britannique et deux destroyers s'étaient approchés du port ; selon les journaux anglais, ils venaient « protéger les intérêts britanniques », mais ils n'ont débarqué personne et n'ont évacué aucun réfugié.



Ernest Hemingway et Herbert Matthews, Valence

Les dirigeants du POUM n'ont pas désavoué l'affaire. Ils encouragèrent leurs partisans à rester aux barricades et approuvèrent, dans La Batalla du 6 mai, le tract extrémiste des Amis de Durruti. Il est incertain de quelle exactitude bénéficiait ce tract. Selon plusieurs sources, il demandait :

(i) La formation d'un conseil révolutionnaire,
(ii) La mise à mort de ceux responsables de l'attaque du central téléphonique,
(iii) Le désarmement des gardes civils.

En pratique, il ne signifiait guère plus que « restez aux barricades ». En approuvant ce tract tandis que Solidaridad Obrera le rejetait, le POUM facilita le travail de la presse communiste qui prétendit que les combats étaient une insurrection orchestrée par le POUM Mais même sans cela, la presse communiste aurait affirmé la même chose.

À l'époque, personne n'avait vraiment l'intention de révolution. Derrière les barricades, il y avait des ouvriers ordinaires, principalement de la CNT, avec quelques U.G.T., défendant ce qu'ils considéraient comme une attaque policière. Leur action était défensive. Qualifier cela de « soulèvement » est inexact. C'était une émeute sanglante, armée, mais défensive.

Et côté communiste ? Était-ce un coup pour écraser la CNT ? Je ne le crois pas. Certains signes pouvaient y faire penser : des actes similaires eurent lieu à Tarragone, deux jours plus tard. Mais tout se passa rapidement : à Barcelone, la prise du central téléphonique s'inscrivait dans une tradition de combats urbains. Les factions étaient déjà en place, les habitants connaissaient la ville, et chacun prit sa position dès les premiers coups de feu. On pouvait prévoir des troubles sans qu'un plan de guerre civile ne fût établi.

Deux raisons principales renforcent cette idée :

(i) aucune troupe n'avait été envoyée à Barcelone à l'avance ;

(ii) la nourriture vint à manquer presque immédiatement.

Enfin, sur les torts et responsabilités. La presse étrangère anti-fasciste exagéra beaucoup, donnant presque exclusivement la parole à une partie. Les combats furent représentés comme une insurrection anarchiste et trotskiste, « trahissant le gouvernement espagnol ». La réalité était plus nuancée : il faut se souvenir que pour qu'il y ait querelle, il faut être deux. La provocation venait de l'ordre du gouvernement de remettre les armes aux anarchistes. La presse anglaise interpréta cela comme un refus patriotique d'envoyer des armes au front d'Aragon, ce qui ignorait la situation réelle : les deux camps disposaient d'armes en abondance et les ouvriers savaient qu'ils seraient désarmés alors que les communistes les conserveraient.

La prise du central téléphonique fut simplement l'étincelle qui mit le feu à une poudrière déjà chargée. Elle n'était pas sage. Depuis des mois, des affrontements armés avaient opposé communistes et anarchistes dans toute l'Espagne, et Barcelone était en tension constante. Les habitants réagirent comme au début de la guerre contre les généraux rebelles. La garde civile n'était pas aimée, accusée de loyauté douteuse envers les fascistes.

On peut débattre du fait que les ouvriers auraient dû céder sans protester. Tout dépend de l'attitude envers le contrôle centralisé et l'autonomie ouvrière. Certes, il y avait une guerre, et ils n'auraient pas dû combattre à l'arrière. Mais le geste gouvernemental était provocateur : « Votre pouvoir est terminé », disait-il implicitement. Il était prévisible qu'il y aurait résistance.

La version communiste, largement diffusée, attribua entièrement la responsabilité au POUM, le présentant comme une insurrection planifiée, ou même un complot fasciste. La réalité, comme toujours, est plus complexe.

Les agents allemands et italiens, qui affluèrent à Barcelone sous prétexte de « préparer » le fameux « Congrès de la Quatrième Internationale », avaient une mission claire :

Ils devaient, en coopération avec les trotskistes locaux, créer une situation de désordre et de sang versé, de manière à pouvoir déclarer ensuite que les Allemands et les Italiens étaient « dans l'impossibilité d'exercer un contrôle naval efficace sur les côtes catalanes en raison du désordre régnant à Barcelone » et qu'ils étaient donc « contraints de débarquer des forces à Barcelone ».

Autrement dit, il s'agissait de préparer une situation dans laquelle les gouvernements allemand et italien pourraient débarquer ouvertement des troupes ou des marins sur les côtes catalanes, sous prétexte de « rétablir l'ordre ».

L'instrument de tout cela se trouvait à portée de main : l'organisation trotskiste connue sous le nom de POUM

Le POUM, agissant en coopération avec des éléments criminels connus et certains anarchistes égarés, planifia, organisa et mena l'attaque à l'arrière, minutée pour coïncider avec les combats sur le front de Bilbao, et ailleurs.

Plus tard, dans l'article, les combats de Barcelone deviennent « l'attaque du POUM », et dans un autre article du même numéro, il est affirmé qu'« il ne fait aucun doute que la responsabilité des effusions de sang en Catalogne incombe au POUM ». Inprecor (29 mai) déclare que ceux qui ont érigé les barricades à Barcelone étaient « uniquement des membres du POUM, organisés par ce parti à cet effet ».

Je pourrais citer encore beaucoup d'exemples, mais cela suffit pour montrer le propos : le POUM serait entièrement responsable et agirait sous les ordres des fascistes. Cependant, plusieurs éléments rendent cette version des événements du mois de mai pratiquement impossible à croire.

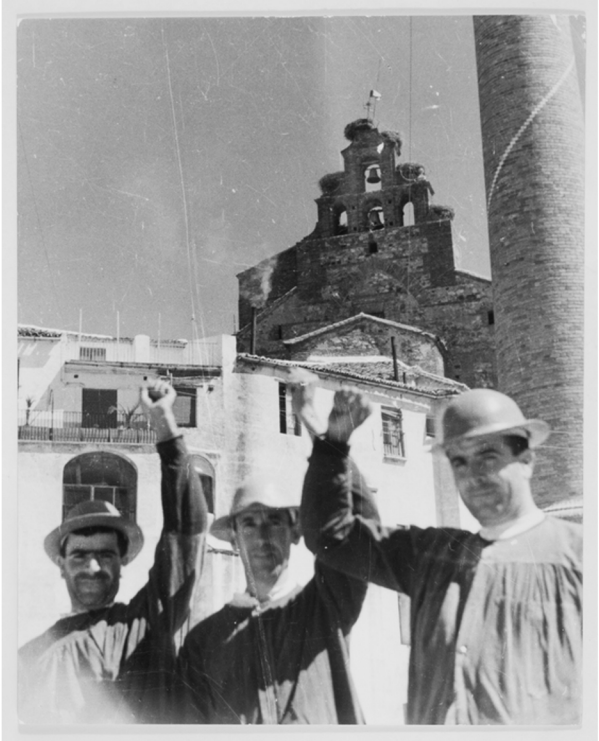


Soldats assis avec une jeune femme, près de Falset

(i) Le POUM n'avait ni les effectifs ni l'influence pour provoquer des troubles de cette ampleur. Il n'avait certainement pas le pouvoir de déclencher une grève générale. C'était une organisation politique sans réelle assise syndicale, et elle aurait été à peine plus capable de provoquer une grève à Barcelone que le Parti communiste anglais ne pourrait le faire à Glasgow. Comme je l'ai dit, l'attitude des dirigeants du POUM a peut-être contribué à prolonger les combats, mais ils ne pouvaient pas les initier.
(ii) Le supposé complot fasciste repose sur de simples assertions. Aucun navire allemand ou italien n'approcha des côtes catalanes. Quant au « Congrès de la Quatrième Internationale » et aux « agents allemands et italiens », ce ne sont que des mythes. À ma connaissance, aucune discussion sur un tel congrès n'avait eu lieu. Des plans vagues existaient pour un congrès du POUM et de partis frères (ILP anglais, S.A.P. allemand…), fixé provisoirement en juillet, deux mois plus tard ; aucun délégué n'était arrivé. Ces agents allemands et italiens n'existent que dans les pages du Daily Worker. Quiconque traversait alors la frontière sait qu'il n'était pas si facile d'« affluer » en Espagne.
(iii) Rien ne se passa ni à Lérida, bastion principal du POUM, ni sur le front. S'ils avaient voulu aider les fascistes, les dirigeants du POUM auraient ordonné à leurs milices de quitter le front et de laisser passer l'ennemi. Rien de tel ne fut fait ou suggéré. Aucune tentative de sabotage indirect ne fut signalée. Le transport de vivres et de munitions continua normalement, ce que je vérifiai par la suite. Un soulèvement de ce type aurait nécessité des mois de préparation, de propagande subversive parmi la milice, etc. Or rien ne laissait présager une telle opération. L'absence de la milice du POUM sur le front devrait suffire à conclure : si le POUM avait vraiment planifié un coup d'État, il aurait utilisé ses dix mille hommes armés, seule force disponible.
Il est donc évident que la thèse communiste d'un « soulèvement » du POUM sous les ordres des fascistes repose sur moins que rien.
Les comptes rendus de la presse communiste sont encore plus éclairants lorsqu'il s'agit du premier incident, le raid sur le central téléphonique. Tous s'accordent seulement à rejeter la faute sur l'autre camp. Dans la presse communiste anglaise, la responsabilité est d'abord attribuée aux anarchistes, puis transférée au POUM La raison est simple : le terme « trotskiste » n'évoque rien pour le lecteur anglais, alors que « anarchiste » suscite immédiatement la peur. Une fois l'opinion orientée, le reste suit.
Le Daily Worker (6 mai) écrit :
Une minorité d'anarchistes a saisi et tenté de tenir les bâtiments du téléphone et du télégraphe lundi et mardi, et a ouvert le feu dans la rue.
Il suffit d'inverser les rôles : ce sont les gardes civils qui attaquent un bâtiment tenu par la CNT, et soudain la CNT devient l'agresseur.
Le Daily Worker du 11 mai précise pourtant :
Le ministre catalan de la Sécurité publique, Aiguade, et le commissaire général socialiste de l'Ordre public, Rodrigue Salas, envoyèrent la police armée républicaine au central téléphonique pour désarmer les employés, pour la plupart membres des syndicats CNT
Le premier rapport est faux, mais le Daily Worker n'admet aucune erreur.
Inprecor (22 mai) indique que des tracts des Amis de Durruti sont apparus les 4 et 5 mai, pendant les combats. Dans le même temps, Inprecor (29 mai) précise que le 3 mai, 50 membres du POUM occupaient le central.

Trois semaines plus tard seulement ? Et dans d'autres numéros, ces 50 membres deviennent des miliciens POUM Le récit est truffé de contradictions : selon le moment, la CNT attaque le central ou en est attaquée, le tract apparaît avant ou après, les occupants sont alternativement CNT ou POUM

Enfin, les récits de M. Pitcairn et d'Inprecor sur l'armement du POUM sont absurdes. Des milliers de fusils et de mitrailleuses, des canons de 75 et même des tanks auraient été utilisés, pourtant rien n'est jamais apparu après la répression du POUM Les témoins présents confirment : aucune artillerie sur la Plaza de España. Ces inventions visent seulement à rendre crédible l'idée que le POUM, petite organisation, était entièrement responsable et pourtant équipée comme une armée moderne.



Mineurs faisant le salut républicain, Almaden

Il est impossible de lire la presse communiste sans constater que ces récits sont consciemment destinés à un public ignorant et cherchent uniquement à créer du préjugé. Ainsi, l'armée populaire, neutre pendant les combats, est présentée comme ayant écrasé le « soulèvement ». Les chiffres de victimes sont également manipulés : Diaz annonce 900 morts et 2 500 blessés, le ministre catalan de la Propagande en recense 400 et 1 000. La presse communiste double les chiffres pour l'effet.

Les journaux capitalistes étrangers attribuent en général la faute aux anarchistes, mais quelques-uns, comme le News Chronicle, suivent la ligne communiste. Son correspondant, John Langdon-Davies, était à Barcelone à l'époque. Je cite ci-dessous des extraits de son article :

Une révolte trotskyste

Ce n'a pas été une insurrection anarchiste. Il s'agit d'un putsch avorté du POUM, organisation dite « trotskyste », agissant à travers ses structures affiliées, les « Amis de Durruti » et la Jeunesse libertaire. La tragédie commence le lundi après-midi, lorsque le gouvernement envoie des policiers armés dans le bâtiment des Téléphones pour désarmer les travailleurs présents, en majorité membres de la CNT Depuis quelque temps, des irrégularités graves dans le service constituaient un scandale. Une foule se rassemble sur la Plaza de Catalunya, tandis que les hommes de la CNT résistent, reculant étage par étage jusqu'au sommet du bâtiment. L'incident reste obscur, mais la rumeur circule : le gouvernement agit contre les anarchistes. Les rues se remplissent d'hommes armés. À la tombée de la nuit, tous les centres ouvriers et bâtiments gouvernementaux sont barricadés ; à dix heures, les premières salves éclatent, et les ambulances commencent à serpenter dans les rues. À l'aube, Barcelone entière est sous le feu. Au fur et à mesure que le jour avance et que le nombre de morts dépasse la centaine, il devient possible d'évaluer la situation. La CNT anarchiste et l'U.G.T. socialiste ne sont pas « en rue » au sens technique : tant qu'elles restent derrière les barricades, elles se contentent d'attendre, prêtes à tirer sur quiconque armé s'aventure dans la rue. Les rafales générales sont souvent aggravées par des « pacos » : des hommes isolés, cachés sur les toits — généralement des fascistes — tirant au hasard, semant la panique.

Mais dès le mercredi soir, il devient clair qui est derrière la révolte. Tous les murs sont couverts d'affiches incendiaires appelant à la révolution immédiate et à l'exécution des dirigeants républicains et socialistes. Elles portent la signature des « Amis de Durruti ». Le jeudi matin, les anarchistes démentent tout lien ou sympathie, tandis que La Batalla, le journal du POUM, reproduit le document en le louant. Barcelone, première ville

d'Espagne, est plongée dans le sang par des agents provocateurs utilisant cette organisation subversive.
Cette version ne coïncide pas entièrement avec celle des communistes citée plus haut, et elle se contredit elle-même. D'abord qualifiée de « révolte trotskyste », l'affaire est ensuite présentée comme résultant d'un raid sur le bâtiment des Téléphones et de la croyance générale que le gouvernement s'attaquait aux anarchistes. La ville est barricadée, CNT et U.G.T. derrière ; deux jours plus tard, l'affiche incendiaire apparaît et serait, par implication, l'origine du chaos — la cause suit l'effet.
Une erreur grave concerne la qualification des organisations anarchistes comme « contrôlées par le POUM ». Les Amis de Durruti et la Jeunesse libertaire étaient des organisations anarchistes sans lien avec le POUM La Jeunesse libertaire était le mouvement de jeunesse des anarchistes, comparable à la J.S.U. pour le PSUC Les Amis de Durruti formaient une petite structure au sein de la FAI, généralement hostile au POUM Il n'y avait pratiquement aucun double-membre. Qualifier ces organisations de « contrôlées » revient à dire que la Ligue socialiste est contrôlée par le Parti libéral anglais.
Je ne remets pas en cause la bonne foi de M. Langdon-Davies, mais il a quitté Barcelone dès la fin des combats, alors qu'il aurait pu mener des enquêtes sérieuses. Son récit montre qu'il a accepté la version officielle de la « révolte trotskyste » sans vérification. Quand il écrit « à la tombée de la nuit » les barricades sont prêtes, et « à dix heures » les premières salves tirées, ce ne sont pas les mots d'un témoin direct : les tirs avaient commencé dès le début de l'après-midi. Quant aux « hommes isolés, généralement fascistes » sur les toits, il ne dit pas comment il le savait. Il répète simplement ce qu'on lui a dit, sans doute en accord avec la version officielle. Les journalistes étrangers en Espagne dépendaient complètement du ministère de la Propagande, qui n'est pas réputé pour son objectivité.
Les accusations communistes contre le POUM sont absurdes. Le parti aurait été une organisation fasciste au service de Franco et Hitler, envoyant des informations à l'ennemi, alors qu'il comptait des dizaines de milliers d'ouvriers, des réfugiés antifascistes et des miliciens engagés sur le front. Les faits historiques contredisent cela : le POUM a participé à la résistance dès 1934, ses dirigeants avaient été emprisonnés pour leurs activités socialistes, et en 1936 ils alertaient déjà le Parlement sur la révolte imminente de Franco. Lors de la guerre, la milice du POUM est restée loyale, tenant le front pendant des mois dans des conditions extrêmes, souvent en première ligne. Il est impossible d'expliquer ces faits si le parti était réellement au service des fascistes.



Julio Alvarez del Vajo

La propagande communiste s'est acharnée à transformer le POUM en « Trotskistes-fascistes », une étiquette interchangeable et dévastatrice. Tous les leaders et militants étaient désignés comme traîtres, même ceux qui avaient combattu l'ennemi jusqu'au sacrifice. Des caricatures montraient le POUM en train d'enlever un masque soviétique pour révéler une croix gammée. La diffusion de ces mensonges visait à démoraliser non seulement la milice mais aussi toute la population antifasciste.
Le POUM fut finalement interdit les 15 et 16 juin, ses dirigeants jetés en prison. La presse communiste mondiale s'enflamma d'accusations d'espionnage et de trahison : on parla de messages secrets, d'encre invisible,

de documents signés « N. » pour Nin. Six mois plus tard, la plupart de ses dirigeants étaient encore détenus sans procès, et aucune preuve tangible n'avait jamais été produite. Les déclarations de ministres et de délégations internationales confirmaient l'innocence des accusés et dénonçaient l'ingérence communiste dans la police et la justice espagnoles.

Enfin, le terme « trotskyste » est employé de façon trompeuse. Il peut désigner :

1- un révolutionnaire extrémiste prônant la révolution mondiale,

2- un membre de l'organisation de Trotsky,

3- un fasciste déguisé en révolutionnaire pour semer le désordre.

Le POUM relève, au mieux, du premier sens ; il n'avait aucun lien réel avec Trotsky. Quelques militants étrangers tentèrent d'y intervenir, mais furent rapidement exclus. Les attaques contre le POUM, largement médiatisées, visaient à rendre toute discussion sérieuse impossible et à diviser le mouvement ouvrier mondial. L'injustice et la calomnie ne sont pas des détails insignifiants : elles affaiblissent la lutte antifasciste et créent des fractures durables entre partis de gauche.

Chapitre 12

Il devait s'être écoulé trois jours depuis la fin des combats de Barcelone lorsque nous sommes retournés au front. Après ces journées-là — et plus encore après la bataille de boue dans les journaux — il devenait difficile de penser à cette guerre avec la même naïveté idéaliste qu'auparavant. Je suppose que personne ne passe plus de quelques semaines en Espagne sans éprouver une certaine désillusion. Je repensais au correspondant de presse rencontré le premier jour à Barcelone, qui m'avait dit :
— Cette guerre est une affaire comme une autre.
Cette remarque m'avait profondément choqué, et à l'époque (en décembre) je ne crois pas qu'elle fût vraie ; elle ne l'était pas davantage en mai. Mais elle le devenait. Car toute guerre subit, mois après mois, une sorte de dégradation progressive : des choses comme la liberté individuelle ou une presse sincère sont tout simplement incompatibles avec l'efficacité militaire.
On pouvait désormais commencer à deviner ce qui allait se produire. Il était clair que le gouvernement Caballero tomberait et serait remplacé par un gouvernement plus à droite, sous une influence communiste renforcée (ce qui arriva une ou deux semaines plus tard), et que ce gouvernement s'emploierait à briser définitivement le pouvoir des syndicats. Ensuite, une fois Franco vaincu — abstraction faite des immenses problèmes que poserait la réorganisation de l'Espagne — les perspectives n'étaient guère encourageantes. Quant au refrain journalistique de la « guerre pour la démocratie », il était manifestement mensonger. Personne de sensé n'imaginait qu'une démocratie, telle que nous l'entendons en Angleterre ou en France, pût voir le jour dans un pays aussi épuisé et divisé que le serait l'Espagne après la guerre. Il y aurait nécessairement une dictature, et il était clair que la possibilité d'une dictature ouvrière était passée. Cela signifiait que le mouvement général irait vers une forme ou une autre de fascisme — un fascisme sans doute affublé d'un nom plus présentable et, parce que c'était l'Espagne, plus humain et moins efficace que les modèles allemand ou italien. Les seules alternatives étaient une dictature infiniment pire sous Franco, ou — hypothèse toujours possible — une Espagne morcelée, par des frontières réelles ou des zones économiques.



Dégâts causés par les raids aériens, Madrid

Quel que soit l'angle sous lequel on considérait la situation, elle était déprimante. Cela ne signifiait pourtant pas que le gouvernement ne méritait pas d'être défendu contre le fascisme nu et abouti de Franco et d'Hitler. Quels que fussent les défauts du régime d'après-guerre, celui de Franco serait certainement pire. Pour les ouvriers des villes, au bout du compte, le vainqueur importerait peut-être peu ; mais l'Espagne est avant tout un pays agricole, et les paysans bénéficieraient presque certainement d'une victoire gouvernementale. Une partie au moins des terres saisies resterait entre leurs mains ; il y aurait aussi une redistribution des terres dans les régions jusque-là tenues par Franco, et le quasi-servage qui existait dans certaines parties de l'Espagne ne serait sans doute pas rétabli. Le gouvernement issu de la victoire serait en tout cas anticlérical et antiféodal. Il tiendrait l'Église en respect, au moins provisoirement, et moderniserait le pays — routes, éducation, santé publique ; même pendant la guerre, quelques progrès avaient été accomplis dans ce sens. Franco, en revanche, dans la mesure où il n'était pas un simple pantin de l'Italie et de

l'Allemagne, était lié aux grands propriétaires féodaux et incarnait une réaction cléricale et militaire étouffante. Le Front populaire était peut-être une mystification, mais Franco était un anachronisme. Seuls des millionnaires ou des romantiques pouvaient souhaiter sa victoire.

Il y avait en outre la question du prestige international du fascisme, qui depuis un an ou deux me hantait comme un cauchemar. Depuis 1930, les fascistes avaient remporté toutes les victoires ; il était temps qu'ils en subissent une, peu importait par qui. Si l'on pouvait rejeter Franco et ses mercenaires étrangers à la mer, cela pourrait améliorer considérablement la situation mondiale, même si l'Espagne devait en sortir avec une dictature étouffante et ses meilleurs hommes en prison. Rien que pour cela, la guerre valait la peine d'être gagnée.

Voilà comment je voyais les choses à l'époque. Je dois dire que j'estime aujourd'hui le gouvernement Negrín bien plus que je ne le faisais à son arrivée au pouvoir. Il a soutenu une lutte difficile avec un courage remarquable et a fait preuve d'une tolérance politique que personne n'attendait. Mais je continue de croire que — à moins d'un éclatement de l'Espagne aux conséquences imprévisibles — la tendance du régime d'après-guerre sera nécessairement fascisante. Je maintiens donc cette opinion, au risque que le temps me traite comme il traite la plupart des prophètes.

Nous venions d'arriver au front lorsque nous avons appris que Bob Smillie, en route pour l'Angleterre, avait été arrêté à la frontière, conduit à Valence et jeté en prison. Smillie était en Espagne depuis octobre précédent. Il avait travaillé plusieurs mois au bureau du POUM, puis s'était engagé dans la milice à l'arrivée des autres membres de l'ILP, avec l'accord qu'il ferait trois mois au front avant de rentrer en Angleterre pour une tournée de propagande. Il fallut un certain temps pour découvrir la raison de son arrestation. Il était détenu au secret, sans même qu'un avocat puisse le voir. En Espagne, il n'existe — du moins en pratique — aucun habeas corpus : on peut rester des mois en prison sans être inculpé, encore moins jugé. Finalement, un prisonnier libéré nous apprit que Smillie avait été arrêté pour « port d'armes ». Les « armes », je le savais, étaient deux grenades primitives du début de la guerre, qu'il rapportait pour les montrer lors de ses conférences, avec des éclats d'obus et d'autres souvenirs. Les charges et les amorces en avaient été retirées : ce n'étaient plus que des cylindres d'acier parfaitement inoffensifs. Il était évident qu'il ne s'agissait que d'un prétexte et que son arrestation tenait à ses liens connus avec le POUM Les combats de Barcelone venaient à peine de s'achever, et les autorités étaient alors extrêmement soucieuses d'empêcher toute sortie d'Espagne de personnes susceptibles de contredire la version officielle. On arrêtait donc volontiers à la frontière pour des motifs plus ou moins futiles. Il est possible qu'au départ on n'ait voulu retenir Smillie que quelques jours. Mais en Espagne, une fois en prison, on y reste généralement — avec ou sans procès.



Soldats à une terrasse, près de Falset

Nous étions encore à Huesca, mais on nous avait placés plus à droite, face au réduit fasciste que nous avions temporairement occupé quelques semaines plus tôt. J'étais alors teniente — équivalent d'un sous-lieutenant dans l'armée britannique, je suppose — à la tête d'une trentaine d'hommes, Anglais et Espagnols. Mon nom avait été proposé pour une commission régulière ; l'obtention était incertaine. Jusqu'alors, les officiers de la milice refusaient les commissions régulières — qui impliquaient un supplément de solde et heurtaient l'égalité chère à la milice — mais la situation avait changé. Benjamin avait déjà été nommé capitaine, et Kopp était en cours de promotion au grade de commandant. Le gouvernement ne pouvait se passer des officiers de la milice, mais aucun ne serait confirmé

au-delà du grade de commandant, probablement pour réserver les postes supérieurs aux officiers de l'armée régulière ou sortis de l'École de Guerre. Dans notre division, comme dans sans doute beaucoup d'autres, on se retrouvait dans l'étrange situation où le commandant de division, les commandants de brigade et de bataillon étaient tous majors.

Au front, il ne se passait guère de choses. La bataille autour de la route de Jaca s'était tue et ne reprendrait qu'à la mi-juin. Dans notre position, le principal danger venait des tireurs isolés. Les tranchées fascistes étaient à plus de cent cinquante mètres, mais sur un terrain plus élevé et de part et d'autre de notre ligne, qui formait un angle droit saillant. L'angle du saillant était un endroit dangereux ; il y avait toujours des victimes de tireurs. De temps à autre, les fascistes lançaient sur nous des grenades ou des projectiles similaires. Le fracas était effrayant — impossible de le prévoir pour esquiver — mais le danger réel était faible ; le trou qu'ils creusaient dans le sol ne dépassait guère le volume d'une bassine. Les nuits étaient agréablement chaudes, les journées brûlantes, les moustiques devenaient insupportables et, malgré les vêtements propres apportés de Barcelone, nous étions presque immédiatement couverts de poux. Dans les vergers abandonnés, en zone neutre, les cerises blanchissaient sur les arbres. Deux jours de pluies torrentielles avaient inondé les abris, et le parapet avait cédé d'un pied ; ensuite, de nouveaux jours furent consacrés à creuser l'argile collante avec de misérables pioches espagnoles sans manche, qui se pliaient comme des cuillères en fer blanc.

On nous avait promis un mortier de tranchée pour la compagnie ; j'attendais cela avec impatience. Les patrouilles nocturnes restaient habituelles — plus dangereuses qu'avant, car les tranchées fascistes étaient mieux garnies et plus vigilantes ; elles avaient éparpillé des boîtes de conserve juste devant leur fil de fer et ouvraient le feu avec les mitrailleuses dès qu'un bruit se faisait entendre. Le jour, nous tirions depuis la zone neutre. En rampant une centaine de mètres, on atteignait un fossé, dissimulé par de hautes herbes, qui dominait un intervalle du parapet fasciste. Nous y avions installé un appui pour fusil. Si l'on patientait assez, on voyait généralement une silhouette kaki glisser rapidement à travers l'ouverture. J'ai tiré plusieurs fois. Je ne sais si j'ai touché quelqu'un — c'est très improbable ; je suis un piètre tireur — mais c'était amusant : les fascistes ignoraient d'où venaient les coups et je me disais que tôt ou tard j'en toucherais un. Pourtant, c'est moi qui en ai fait les frais : un tireur fasciste m'a eu. Cela arriva après environ dix jours au front. L'expérience d'être touché par une balle est très intéressante, et je pense qu'il vaut la peine de la décrire en détail.

C'était au coin du parapet, à cinq heures du matin. Ce moment était toujours périlleux : l'aube était derrière nous, et toute tête dépassant du parapet se détachait clairement sur le ciel. Je parlais aux sentinelles avant la relève. Soudain, en plein milieu d'une phrase, je ressentis — il est difficile de décrire la sensation, mais je m'en souviens avec une précision extrême — comme si j'étais au centre d'une explosion. Un bruit sec, un éclair aveuglant autour de moi, un choc violent — aucune douleur, juste un choc intense, comme au contact d'un terminal électrique ; avec cela un sentiment de faiblesse absolue, l'impression d'être frappé et réduit à rien. Les sacs de sable devant moi reculaient à une distance immense. Je suppose que l'effet serait similaire à celui de la foudre. J'ai immédiatement su que j'étais touché, mais à cause de l'explosion et de l'éclair, je crus qu'un fusil proche avait tiré accidentellement. Tout ceci se produisit en moins d'une seconde. L'instant suivant, mes genoux cédèrent et je tombai, la tête frappant le sol avec un bruit violent, qui, à mon soulagement, ne faisait pas mal. J'avais un sentiment engourdi et étourdi, la conscience d'une blessure grave, mais aucune douleur ordinaire.

La sentinelle américaine à qui je parlais se précipita vers moi :

— Gosh ! Are you hit ?

On accourut. Le cérémonial habituel : « Soulevez-le ! Où est-il touché ? Ouvrez sa chemise ! » L'Américain demanda un couteau pour découper ma chemise. Je savais qu'il y en avait un dans ma poche, mais mon bras droit était paralysé. Ne ressentant pas de douleur, j'éprouvai une satisfaction vague : cela plairait à ma femme, pensais-je ; elle avait toujours voulu que je sois blessé, ce qui me sauverait de la mort au moment de la grande bataille. Ce n'est qu'alors que je me demandai

où j'avais été touché et à quel degré. Je ne sentais rien, mais je compris que la balle m'avait frappé à l'avant du corps. En essayant de parler, je n'avais qu'un faible crissement ; à la deuxième tentative, je parvins à demander où j'étais touché.

— À la gorge, dirent-ils.

Harry Webb, notre brancardier, apporta un bandage et une petite bouteille d'alcool pour les soins de campagne. En me relevant, le sang coulait de ma bouche, et j'entendis un Espagnol derrière moi déclarer que la balle avait traversé mon cou. L'alcool, qui normalement brûlerait comme l'enfer, me procura une sensation de fraîcheur agréable.

On me recoucha pendant qu'on allait chercher un brancard. Ayant su que la balle avait traversé mon cou, je pensais immédiatement être condamné. Je n'avais jamais entendu parler d'un homme ou d'un animal survivant à une balle traversant le milieu du cou. Le sang s'échappait du coin de ma bouche. « L'artère est touchée », pensai-je. Combien de minutes dure-t-on après une section de la carotide ? Pas beaucoup, probablement. Tout était flou. Il y eut environ deux minutes pendant lesquelles je me crus mort. Et c'était intéressant : observer les pensées d'un homme à ce moment. Ma première pensée, convenablement, fut pour ma femme. La deuxième, une violente irritation de quitter un monde qui, somme toute, me convenait si bien. Cette malencontreuse fatalité m'exaspérait. L'absurdité de la situation ! Se faire tuer, pas même au combat, mais dans ce coin tranquille des tranchées, à cause d'un moment d'inattention ! Je songeai aussi à celui qui avait tiré — s'il était Espagnol ou étranger, s'il savait m'avoir touché, et ainsi de suite. Je ne lui en voulais pas. Après tout, c'était un fasciste ; si je pouvais, je l'aurais tué, mais s'il se trouvait devant moi à ce moment, je me serais simplement incliné devant son tir précis.

Le brancard fut enfin installé. Mon bras droit, paralysé, reprit vie et me fit horriblement mal. À l'époque, je crus l'avoir cassé en tombant ; mais cette douleur me rassura : les sensations ne s'intensifient pas quand on meurt. Je me sentis plus normal et pris en pitié les quatre malheureux qui peinaient sous le brancard. Un mile et demi nous séparait de l'ambulance, sur un terrain épouvantable. J'avais déjà porté un blessé et savais la sueur et l'effort que cela demandait. Les feuilles des peupliers argentés frôlaient mon visage ; je me dis que c'était une chance d'être vivant dans un monde où poussent des peupliers argentés. Mais la douleur dans le bras était infernale, me faisant jurer et me retenir, chaque respiration faisant remonter le sang dans ma bouche.



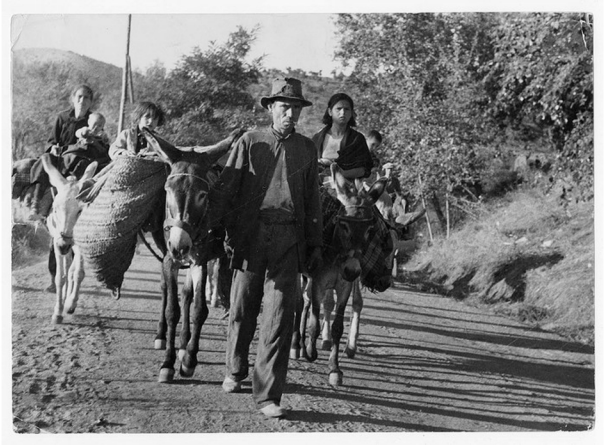
Républicain portant un camarade blessé, près de Fraga

Le médecin recoucha la blessure, me fit une injection de morphine et m'envoya à Sietamo. Les hôpitaux de Sietamo étaient de simples baraques en bois, improvisées, où les blessés ne restaient généralement que quelques heures avant d'être envoyés à Barbastro ou à Lérida. Je sombrais dans la torpeur de la morphine, toujours en grande douleur, presque incapable de bouger et avalant constamment du sang. Typique des méthodes espagnoles : dans cet état, l'infirmière inexpérimentée tenta de me faire avaler le repas réglementaire — une montagne de soupe, œufs, ragoût gras — et sembla étonnée de mon refus. Je demandai une cigarette, mais c'était une période de famine de tabac, il n'y en avait pas une seule. Bientôt, deux camarades ayant obtenu une permission du front apparurent au pied de mon lit.

— Salut ! T'es vivant, hein ? Bien. On veut ta montre, ton revolver, ta lampe électrique. Et ton couteau, si t'en as un.

Ils emportèrent toutes mes possessions portables. Cela arrivait toujours avec un blessé : tout ce qu'il possédait était aussitôt partagé, et c'était normal, car montres, revolvers, lampes et couteaux étaient précieux au front et, s'ils restaient avec un blessé, ils finiraient inévitablement volés sur le chemin.

Le soir, suffisamment de malades et de blessés affluèrent pour remplir quelques ambulances, et l'on nous envoya à Barbastro. Quel voyage ! On disait dans cette guerre que l'on guérissait des blessures aux extrémités, mais qu'on mourait toujours d'une blessure abdominale. Je compris pourquoi : aucun blessé saignant à l'intérieur n'aurait survécu aux kilomètres de cahots sur des routes métalliques, éventrées par les camions lourds et jamais réparées depuis le début de la guerre. Bang, choc, heurt ! Cela me rappelait mon enfance et une horreur appelée Wiggle-Woggle à l'exposition du White City. On avait oublié de nous fixer aux brancards. Je tenais avec mon bras gauche, mais un pauvre diable tomba à terre et souffrit d'agonies inconnues. Un autre, valide mais assis dans un coin, vomit partout. L'hôpital de Barbastro était surpeuplé, les lits presque collés les uns aux autres. Le lendemain matin, plusieurs d'entre nous furent embarqués sur le train-hôpital pour Lérida.



Réfugiés fuyant les nationalistes, près de Cerro Muriano

À Lérida, je restai cinq ou six jours. C'était un grand hôpital, mélange de blessés, malades et civils. Certains hommes avaient des blessures épouvantables. Dans le lit voisin, un jeune homme aux cheveux noirs souffrait d'une maladie quelconque et recevait des médicaments rendant son urine d'un vert émeraude éclatant. Son pot de nuit était un spectacle en soi. Un communiste hollandais anglophone, ayant appris qu'un Anglais se trouvait à l'hôpital, se lia d'amitié avec moi et m'apporta des journaux anglais. Gravement blessé en octobre, il avait réussi à s'installer à Lérida et avait épousé une infirmière. Sa jambe avait rétréci au point de devenir aussi fine que mon bras. Deux miliciens en permission, rencontrés la première semaine au front, vinrent voir un ami blessé et me reconnurent. Ils étaient adolescents, d'environ dix-huit ans. Debout maladroitement à mon chevet, cherchant quoi dire, ils finirent par sortir tout le tabac de leurs poches, me le donner, et s'enfuir avant que je puisse le leur rendre. Très espagnol ! Je découvris plus tard que le tabac était introuvable dans la ville ; ce qu'ils m'avaient donné représentait une ration d'une semaine.

Après quelques jours, je pus me lever et marcher avec le bras en écharpe. Curieusement, il me faisait plus mal lorsqu'il pendait. Je souffrais aussi de douleurs internes dues à la chute, et ma voix avait presque complètement disparu, mais je n'éprouvai jamais de douleur directe de la balle. Il semble que ce soit habituel : le choc immense d'une balle empêche la sensation locale ; un éclat d'obus, plus tranchant et moins violent, ferait probablement un mal de chien. Il y avait un jardin agréable dans l'enceinte de l'hôpital, avec un bassin peuplé de poissons rouges et de petits poissons gris foncé — des gardons, je crois. Je passais des heures à les observer.

Le fonctionnement de Lérida m'offrit un aperçu du système hospitalier du front d'Aragon — je ne sais si c'était pareil sur d'autres fronts. D'une certaine manière, les hôpitaux étaient bons. Les médecins compétents et les médicaments disponibles semblaient suffisants. Mais deux défauts graves faisaient que, je n'en doute pas, des centaines ou des milliers d'hommes mouraient inutilement.

Le premier : les hôpitaux proches du front servaient davantage de centres de tri que de soins. On n'y recevait aucun traitement sauf si la blessure interdisait tout déplacement. En théorie, la plupart des blessés étaient envoyés directement à Barcelone ou Tarragone, mais faute de transport, ils y restaient souvent une semaine ou dix jours. Ils étaient laissés en attente à Sietamo, Barbastro, Monzón, Lérida, sans soins réels, si ce n'est un pansement occasionnel, parfois pas même cela. Les hommes aux blessures d'obus ou aux os brisés étaient enveloppés dans une sorte de carapace de bandages et de plâtre ; la description de la blessure était écrite au crayon sur

l'extérieur et, généralement, la coque n'était retirée qu'à l'arrivée à Barcelone ou Tarragone dix jours plus tard. Il était presque impossible de faire examiner sa blessure en route ; les rares médecins étaient débordés et passaient rapidement en disant : « Oui, oui, on s'en occupe à Barcelone ». On entendait toujours dire que le train-hôpital partirait mañana.

Le second défaut : le manque d'infirmières compétentes. Il semble qu'il n'y ait pas de personnel formé en Espagne, peut-être parce qu'avant la guerre, ce travail était surtout assuré par des religieuses. Je n'ai rien à reprocher aux infirmières espagnoles : elles ont toujours été très aimables avec moi, mais elles étaient indiscutablement ignorantes. Toutes savaient prendre la température, certaines savaient poser un bandage, et c'était tout. Le résultat : les malades incapables de se débrouiller étaient souvent lamentablement négligés. On laissait un homme constipé pendant une semaine entière, et ceux trop faibles pour se laver restaient souillés. Je me souviens d'un pauvre diable au bras écrasé qui me disait n'avoir pas eu le visage lavé depuis trois semaines. Même les lits restaient défaits pendant des jours. La nourriture était excellente — trop, même. Encore plus qu'ailleurs, il semblait de tradition en Espagne de gaver les malades. À Lérida, les repas étaient gigantesques : le petit-déjeuner, vers six heures, comprenait soupe, omelette, ragoût, pain, vin blanc et café ; le déjeuner était encore plus copieux — alors que la population civile était sérieusement sous-alimentée. Les Espagnols ne connaissent pas le concept de régime léger : on donne la même nourriture aux malades et aux bien-portants, toujours riche et grasse, tout baignant dans l'huile d'olive.

Un matin, il fut annoncé que les hommes de ma chambre partiraient pour Barcelone. Je parvins à envoyer un télégramme à ma femme pour lui dire que j'arrivais. On nous fit monter dans des bus jusqu'à la gare. Le train démarrait lorsque l'infirmier annonça, avec désinvolture, que nous n'irions pas à Barcelone mais à Tarragone. J'imaginai que le mécanicien avait changé d'avis. « Juste comme en Espagne ! » pensai-je. Très espagnol également : on accepta de retarder le train pour que j'envoie un autre télégramme — qui ne parvint jamais.

On nous entassa dans des wagons de troisième classe, banquettes en bois. Beaucoup d'hommes étaient gravement blessés et sortaient du lit pour la première fois ce matin-là. Bientôt, à cause de la chaleur et des cahots, la moitié s'effondra et plusieurs vomirent sur le plancher. L'infirmier circulait parmi ces formes presque mortes, portant une grande outre de chèvre qu'il versait dans telle ou telle bouche. L'eau était infecte ; je m'en souviens encore. Nous arrivâmes à Tarragone alors que le soleil déclinait. La voie longeait le rivage, à deux pas de la mer. À l'entrée en gare, un train de troupes de la colonne internationale sortait, et des groupes sur le pont leur faisaient signe. Long train, bondé d'hommes, avec des canons de campagne sur les wagons ouverts, et d'autres hommes se pressant autour. Je me souviens avec une netteté particulière de ce spectacle, le train glissant dans la lumière jaune du soir ; fenêtre après fenêtre pleine de visages sombres et souriants, les longs canons inclinés, les foulards écarlates flottant — tout cela se mouvant lentement, sur fond de mer turquoise.



Soldat assis sur un trottoir pour manger, Aragon

— Extranjeros — étrangers, dit quelqu'un. Ce sont des Italiens.

Évidemment. Aucun autre peuple ne se serait arrangé si pittoresquement ou n'aurait salué avec autant de grâce — même si la moitié des hommes buvaient dans des bouteilles renversées. Nous apprîmes ensuite qu'il s'agissait de troupes ayant remporté la grande victoire de Guadalajara en mars ; elles étaient en permission et étaient transférées sur le front d'Aragon. La plupart, je le crains, furent tuées

à Huesca quelques semaines plus tard. Les hommes aptes à se tenir debout traversaient le wagon pour encourager les Italiens. Une béquille dépassait de la fenêtre ; des avant-bras bandés faisaient le salut rouge. C'était comme une image allégorique de la guerre : le train de nouveaux hommes glissant fièrement, les mutilés glissant lentement en bas, et partout les canons sur les wagons ouverts, faisant bondir le cœur et ravivant le sentiment pernicieux que la guerre est, après tout, glorieuse.

L'hôpital de Tarragone était très grand, rempli de blessés de tous les fronts. Quelles blessures ! Certains étaient traités selon les pratiques médicales récentes, mais d'une manière horrible à voir : la plaie laissée complètement ouverte, protégée des mouches par un filet de mousseline au beurre tendu sur des fils. Sous la mousseline, on voyait la chair rouge d'une plaie à moitié cicatrisée. Un homme blessé au visage et à la gorge avait la tête enfermée dans une sorte de casque sphérique de mousseline ; il respirait par un petit tube fixé entre les lèvres. Le pauvre semblait si seul, errant, nous regardant à travers sa cage et incapable de parler.

J'y restai trois ou quatre jours. Ma force revenait, et un jour, en marchant lentement, je parvins jusqu'à la plage. Il était étrange de voir la vie maritime presque normale : les cafés élégants le long de la promenade, la bourgeoisie locale se bronzant dans des transats, comme s'il n'y avait jamais eu de guerre. Pourtant, je vis un baigneur se noyer dans cette mer peu profonde et tiède — ce qui semblait impossible.

Huit ou neuf jours après avoir quitté le front, l'on examina ma blessure. Dans le service où l'on recevait les nouveaux cas, des médecins, munis de grandes cisailles, découpaient les plaques de plâtre dans lesquelles les hommes aux côtes et clavicules brisées étaient enfermés ; du trou du cou émergeait un visage inquiet et sale, barbu d'une semaine. Le médecin, homme vif et élégant d'une trentaine d'années, me fit asseoir, saisit ma langue avec un morceau de gaze rugueuse, la tira au maximum, enfonça un miroir de dentiste dans ma gorge et me fit dire « Eh ! ». Après avoir saigné et les yeux larmoyants, il annonça qu'une corde vocale était paralysée.

— Quand retrouverai-je ma voix ? demandai-je.

— Votre voix ? Oh, vous ne la retrouverez jamais, répondit-il gaiement.

Il se trompait. Pendant environ deux mois, je ne pus parler qu'à voix basse, puis ma voix redevint normale : l'autre corde vocale avait « compensé ». La douleur au bras venait de la balle ayant traversé un faisceau de nerfs à l'arrière du cou. Une douleur lancinante comme une névralgie, qui dura environ un mois, surtout la nuit. Les doigts de ma main droite étaient également semi-paralysés. Cinq mois plus tard, mon index restait engourdi — un effet étrange pour une blessure au cou.

La plaie attira la curiosité, et plusieurs médecins l'examinèrent en claquant la langue : « Que suerte ! Que suerte ! » L'un d'eux déclara avec autorité que la balle avait manqué l'artère de « environ un millimètre ». Je ne sais comment il le savait. Tous — médecins, infirmières, praticiens, camarades — affirmaient qu'un homme survivant à une balle dans le cou était le plus chanceux du monde. Je ne pouvais m'empêcher de penser qu'il aurait été encore plus chanceux de ne jamais être touché.



Formation de la nouvelle armée populaire, Valence

Les jours suivants, je pus enfin me déplacer un peu, le bras en écharpe. La douleur persistait, surtout la nuit, quand le faisceau de nerfs du cou me rappelait constamment la balle. La main droite restait partiellement paralysée, l'index engourdi. Je retrouvais peu à peu mes forces, observant avec un mélange d'étonnement et de curiosité l'organisation des hôpitaux espagnols.

On m'avait assigné un lit dans une grande salle où cohabitaient blessés et malades civils. Certains hommes avaient des blessures ter-

ribles, d'autres étaient presque mourants. Les soins étaient rudimentaires mais ponctuels : on nettoyait les plaies et changeait les pansements, mais il y avait peu d'attention aux détails. Les infirmières, malgré leur gentillesse, manquaient de formation. Les lits restaient souvent défaits, et les malades incapables de se laver étaient laissés à eux-mêmes. La nourriture, copieuse et grasse, contrastait avec la faim de la population civile.

Un matin, on annonça que nous serions transférés à Barcelone. Je pus envoyer un télégramme à ma femme, mais, comme d'habitude, rien ne se passa comme prévu : nous fûmes dirigés vers Tarragone. Le trajet fut éprouvant. Les wagons de troisième classe étaient bondés, certains hommes vomissant sur le plancher, d'autres à moitié évanouis. L'infirmier circulait parmi eux, distribuant de l'eau infecte à l'aide d'une grande outre. À l'arrivée, le long des quais, un train de troupes italiennes passa, glissant lentement dans la lumière du soir. Les hommes s'échangeaient des signes de salut, les canons sur les wagons ouverts faisaient vibrer le cœur, et malgré l'horreur de la guerre, un sentiment étrange de fierté et de vie persistait.

L'hôpital de Tarragone était immense et débordait de blessés. Les plaies étaient parfois laissées ouvertes, protégées seulement par une fine mousseline tendue sur des fils, exposant la chair rouge et encore vivante. Certains blessés étaient enfermés dans des dispositifs étranges pour faciliter la respiration ou la cicatrisation. Tout était à la fois efficace et horrible à voir.

J'y restai quelques jours, reprenant des forces lentement. Je marchais dans le jardin, observant les poissons dans le bassin et la vie normale qui continuait sur la plage, malgré la guerre tout près. Cette juxtaposition de la beauté et de l'horreur semblait insensée, et pourtant, c'était la réalité quotidienne de l'Espagne.

Quand enfin un médecin examina ma blessure avec sérieux, il confirma que l'une de mes cordes vocales était paralysée, ce qui expliquait la disparition de ma voix. Il prédit que je ne la retrouverais jamais. Ce fut inexact : après deux mois de chuchotements et de prudence, la voix revint, compensée par l'autre corde vocale. La balle avait traversé un faisceau de nerfs à l'arrière du cou, provoquant une douleur persistante, surtout la nuit, et une paralysie partielle des doigts de la main droite. Les médecins et infirmières commentaient sans cesse la chance incroyable de ma survie. Tout le monde s'accordait à dire qu'un homme ayant reçu une balle dans le cou et vivant était le plus chanceux sur terre. Moi, je ne pouvais m'empêcher de penser qu'il aurait été encore plus chanceux de ne jamais être touché.

Peu à peu, ma force physique revint. Je pouvais me lever, marcher lentement et participer aux tâches légères de l'hôpital. L'expérience m'avait ouvert les yeux sur la fragilité de la vie au front et sur la résilience des hommes. J'avais vu la guerre dans toute sa brutalité, ses absurdités et ses moments de solidarité inattendue. J'avais également compris, plus que jamais, l'écart entre l'image héroïque de la guerre et sa réalité quotidienne, faite de souffrance, d'ennui, de peur et de courage discret.

Ainsi s'achevait, pour moi, ce passage du front. La vie continuait autour de moi, implacable, indifférente, et pourtant chargée de détails vivants, de gestes d'humanité et de preuves de survie contre toute attente. C'était la guerre, dans toute sa vérité, et je savais que je n'en parlerais plus jamais de manière naïvement idéalisée.

Chapitre 13

À Barcelone, pendant toutes ces dernières semaines passées sur place, l'air était chargé d'une étrange malveillance : suspicion, peur, incertitude et haine larvée. Les combats de mai avaient laissé des traces indélébiles. Avec la chute du gouvernement Caballero, les Communistes étaient définitivement au pouvoir. La responsabilité de l'ordre intérieur avait été confiée à des ministres communistes, et personne ne doutait qu'ils écraseraient leurs rivaux politiques au premier prétexte. Rien ne se passait encore ; je n'avais moi-même aucune image mentale de ce qui allait se produire. Et pourtant, il flottait constamment une menace vague, la conscience d'un mal imminent. Même en conspirant peu, l'atmosphère vous faisait sentir comme un conspirateur. On passait son temps à parler à voix basse dans les coins de café, à se demander si la personne à la table voisine n'était pas un espion.



Bombardiers rebelles, Madrid

Des rumeurs sinistres circulaient de toutes parts, alimentées par la censure de la presse. On disait que le gouvernement Negrín-Prieto préparait un compromis avec l'ennemi. À l'époque, j'étais tenté de le croire : les Fascistes encerclaient Bilbao et le gouvernement semblait ne rien faire pour la sauver. Des drapeaux basques flottaient partout, des jeunes filles passaient dans les cafés avec des boîtes de collecte, et les émissions radio parlaient de « défenseurs héroïques », mais les Basques ne recevaient aucune aide concrète. Il était facile de croire que le gouvernement jouait un double jeu. Les événements ultérieurs ont prouvé que je me trompais, mais il semble probable que Bilbao aurait pu être sauvé si un peu plus d'énergie avait été déployée. Une offensive sur le front d'Aragon, même ratée, aurait forcé Franco à détourner une partie de son armée. Mais le gouvernement n'entreprit aucune action offensive avant qu'il ne soit trop tard, en réalité à peu près au moment de la chute de Bilbao.

La CNT distribuait massivement un tract : « Soyez sur vos gardes ! » insinuant que « tel parti » — les Communistes — préparait un coup d'État. On craignait également une invasion de la Catalogne. Plus tôt, en revenant au front, j'avais vu les puissantes défenses creusées à des dizaines de kilomètres de la ligne, ainsi que de nouveaux abris anti-bombes partout à Barcelone. Les alertes aériennes et maritimes étaient fréquentes ; souvent fausses, mais chaque sirène entraînait l'extinction des lumières et les gens se précipitaient dans les caves. Les espions étaient partout. Les prisons étaient encore surpeuplées de détenus restés des combats de mai et d'autres — toujours des anarchistes ou des adhérents du POUM — disparaissaient un à un. Nul ne savait pourquoi : personne n'était jugé ou même formellement accusé ; on vous jetait simplement en prison, souvent sans contact avec le monde extérieur. Bob Smillie était toujours détenu à Valence, inaccessible même à son avocat ou au représentant de l'ILP sur place. Les étrangers des Colonnes Internationales et d'autres milices s'y faisaient arrêter en nombre croissant, généralement sous l'accusation de désertion. Dans ce climat, personne ne savait plus distinguer milicien volontaire et soldat régulier. Quelques mois plus tôt, un engagement dans la milice signifiait volontariat, et l'on pouvait obtenir sa libération lors des permissions. Désormais, le gouvernement avait changé d'avis : le milicien était un soldat régulier, considéré comme déserteur s'il tentait de rentrer chez lui. Mais même cette règle était incertaine.

Des bandes de gardes d'assaut armés circulaient dans les rues, les gardes civils tenaient encore cafés et bâtiments stratégiques, et de nombreux locaux du PSUC étaient barricadés. À plusieurs endroits, des postes contrôlaient les passants et exigeaient papiers et laissez-passer. On me recommandait de ne montrer que mon passeport et mon ticket d'hôpital ;

posséder une carte de milicien du POUM était déjà dangereux. Les miliciens blessés ou en permission étaient pénalisés pour des motifs mineurs, comme pour le paiement de leur solde. La presse anarchiste et du POUM survivait à grand peine à la censure, et tout blanc laissé par les coupures devait être rempli d'autres articles, rendant impossible de savoir ce qui avait été censuré.

La pénurie alimentaire, fluctuante tout au long de la guerre, atteignait un pic. Le pain était rare, souvent frelaté au riz ; celui des casernes était infect. Lait et sucre manquaient, le tabac était quasi inexistant. L'huile d'olive, indispensable, était sévèrement rationnée et contrôlée par les gardes à cheval, qui prenaient parfois un plaisir cruel à marcher sur les pieds des femmes. La petite monnaie faisait défaut : tout se faisait entre la pièce de dix centimes et le billet de deux pesetas et demie. Les plus pauvres ne pouvaient parfois rien acheter après des heures de queue.

Il est difficile de rendre l'atmosphère de cauchemar de l'époque : l'angoisse perpétuelle des rumeurs changeantes, les journaux censurés, la présence constante d'hommes armés. En Angleterre, l'intolérance politique n'est pas encore naturelle. À Barcelone, elle l'était : les « staliniens » tenaient le pouvoir et chaque « trotskiste » était menacé. On craignait un nouveau déclenchement de combats de rue, imputé au POUM et aux anarchistes. On tendait l'oreille aux premiers coups de feu, comme si une intelligence malfaisante planait sur la ville. Tout le monde le remarquait, le commentait : « L'atmosphère ici, c'est horrible. On dirait un asile d'aliénés. » Certains Anglais de passage ne voyaient rien d'anormal. La duchesse d'Atholl écrivait (Sunday Express, 17 octobre 1937) :

« J'étais à Valence, Madrid et Barcelone… tout était en parfait ordre, sans aucune démonstration de force. Tous les hôtels étaient non seulement normaux et décents, mais très confortables malgré la pénurie de beurre et de café. »

Pour les touristes anglais, le monde se limite souvent aux hôtels. J'espère qu'ils ont trouvé du beurre pour la duchesse.

J'étais au sanatorium Maurin, géré par le POUM, dans la banlieue près du Tibidabo, montagne au profil étrange, d'où, dit-on, Satan aurait montré la terre à Jésus. La maison appartenait autrefois à un bourgeois riche, confisquée lors de la révolution. Les patients étaient pour la plupart invalides ou blessés de guerre. Quelques Anglais s'y trouvaient : Williams, jambe abîmée ; Stafford Cottman, dix-huit ans, suspecté de tuberculose ; Arthur Clinton, le bras gauche écrasé encore attaché à une de ces grandes machines filaires surnommées « avions ». Ma femme logeait toujours à l'Hôtel Continental ; je venais à Barcelone dans la journée, allant matin et soir à l'hôpital général pour des séances électriques sur mon bras. C'était étrange : des décharges piquantes faisaient trembler les muscles, mais le progrès était réel.

Nous avions décidé de repartir en Angleterre. J'étais très faible, ma voix perdue semble-t-il pour de bon. Les médecins estimaient qu'il me faudrait plusieurs mois avant de pouvoir reprendre le combat. Je voulais fuir l'atmosphère de suspicion et de haine, les rues peuplées d'hommes armés, les raids aériens, les tranchées, les mitrailleuses, les trams hurlants, le thé sans lait, le manque de cigarettes — tout ce que j'avais appris à associer à l'Espagne.



Républicains près de la Cité universitaire, Madrid

Pour obtenir ma libération, je devais passer devant un conseil médical proche du front puis à Sietamo pour faire viser mes papiers au QG du POUM Kopp revenait du front, exubérant : Huesca allait enfin tomber. Trente mille hommes, avions en grand nombre, une offensive était prévue. Le 15 juin, nous partions chacun de notre côté : lui vers Valence, moi vers Sietamo.

Cinq jours plus tard, je retrouvai Barcelone. À Sietamo, au QG du POUM, on nous aligna pour distribuer armes et munitions avant même de prendre nos noms. L'attaque semblait imminente. J'avais mon ticket d'hôpital, mais je ne pouvais refuser. Je m'assis sur le sol, une boîte de cartouches pour oreiller, profondément anxieux. Heureusement, nous ne fûmes pas appelés. Le lendemain, je montrai mon ticket et entamai un parcours confus : Sietamo, Barbastro, Monzon, retour à Sietamo, puis Barbastro et Lérida, transport monopolisé par la concentration des troupes sur Huesca. Je dormis dans des endroits étranges : un lit d'hôpital, un fossé, un banc étroit, un logement municipal. Les lorries étaient un supplice, les secousses écrasaient le corps.

À Monzon, le médecin fit son examen habituel, me certifiant inutile pour le service. Dans le lit voisin, un garde d'assaut blessé à l'œil me donna des cigarettes. Je lui dis : « À Barcelone, nous nous serions tiré dessus. » Nous rîmes. Curieusement, la haine politique disparaissait presque entièrement à proximité du front. Les PSUC n'avaient aucune hostilité ici contre un POUM Les gardes d'assaut, lords de la rue à Barcelone, étaient ici de simples recrues aux côtés de miliciens adolescents.

Enfin, mon voyage de retour fut marqué par une observation presque touristique. Avec mes papiers en poche, j'admirai Barbastro et Lérida : rues tortueuses, ponts de pierre, caves et ateliers. Une rivière jade, des falaises habitées par des colombes, des bâtiments criblés de nids de hirondelles. Pour la première fois depuis des mois, j'avais les yeux pour ces détails.

De retour à Barcelone, tard, sans taxis, je dînai en route et parlai avec un serveur sur les jarres en chêne servant le vin. Nous convenions que la guerre était bien regrettable. Une conversation paisible qui me fit presque sentir à nouveau comme un touriste.

À l'hôtel, ma femme m'attendait dans le salon. Elle s'approcha calmement, m'enlaça et me chuchota, sourire aux lèvres :

— Sors !

— Quoi ?

— Sors d'ici tout de suite !

— Mais… pourquoi ?

— Ne reste pas là ! Va te cacher avant qu'ils n'appellent la police.

Au bas de l'escalier, un Français ami du POUM me confirma : « Il ne faut pas entrer ici. Cache-toi. » Un membre du personnel, lui-même du POUM, me fit sortir furtivement de l'hôtel. Je ne comprenais pas encore.

— Que diable se passe-t-il ? demandai-je sur le trottoir.

— Tu n'as pas entendu ?

— Entendu quoi ?

— Le POUM a été supprimé. Tous leurs bâtiments saisis. Presque tout le monde est en prison. Et ils disent qu'ils commencent déjà à tirer sur des gens.

Il fallait donc trouver un endroit pour parler. Tous les grands cafés des Ramblas étaient remplis de policiers, mais nous dénichâmes un café tranquille dans une rue latérale. Ma femme me raconta ce qui s'était passé pendant mon absence.

Le 15 juin, la police avait soudain arrêté Andrés Nin dans son bureau et, le soir même, perquisitionné l'hôtel Falcón, arrêtant tous ses occupants, principalement des miliciens en permission. L'endroit fut aussitôt transformé en prison, rapidement rempli de détenus de toutes sortes. Le lendemain, le POUM fut déclaré organisation illégale et tous ses bureaux, kiosques à livres, sanatoriums, centres de Secours Rouge, et ainsi de suite, furent saisis. Pendant ce temps, la police arrêtait quiconque avait le moindre lien avec le POUM En un jour ou deux, presque tous les quarante membres du comité exécutif étaient en prison. Peut-être un ou deux s'étaient cachés, mais la police employait alors un procédé largement utilisé des deux côtés dans cette guerre : si un homme disparaissait, sa femme devenait otage. On n'avait aucun moyen de savoir combien de personnes avaient été arrêtées. Ma femme avait entendu dire qu'il s'agissait d'environ quatre cents à Barcelone seulement. Depuis, j'ai pensé que le chiffre devait déjà être plus élevé. Et des arrestations absurdes avaient été commises : dans certains cas, la police avait même traîné des miliciens blessés hors des hôpitaux.

Tout cela était profondément décourageant. Mais de quoi s'agissait-il exactement ? Je pouvais comprendre la suppression du POUM, mais pourquoi arrêter ces gens ? Pour rien, semble-t-il. Apparemment, la suppression du POUM avait un effet rétroactif : le POUM était désormais illégal, et donc, appar-

tenir à cette organisation dans le passé devenait un crime. Comme d'habitude, aucun des arrêtés n'avait été inculpé. Pendant ce temps, les journaux communistes de Valence diffusaient des histoires de « complot fasciste » gigantesque, de communications radio avec l'ennemi, de documents signés à l'encre invisible, etc. J'ai déjà raconté cette histoire. L'important était que tout cela n'apparaissait que dans les journaux de Valence ; je crois pouvoir dire qu'aucun mot n'en fut publié dans les journaux de Barcelone, communistes, anarchistes ou républicains. Nous avons appris la nature exacte des accusations portées contre les dirigeants du POUM non pas par la presse espagnole, mais par les journaux anglais parvenus à Barcelone un ou deux jours plus tard.

Nous ignorions alors que le gouvernement n'était pas responsable de l'accusation de trahison et d'espionnage, et que certains de ses membres allaient plus tard la rejeter. Nous savions seulement, vaguement, que les dirigeants du POUM, et probablement nous tous, étions accusés d'être payés par les fascistes. Et déjà, des rumeurs circulaient selon lesquelles des détenus étaient abattus en secret. Il y avait beaucoup d'exagération, mais cela se produisit bien dans certains cas, et il ne fait guère de doute que ce fut le cas pour Nin. Après son arrestation, Nin fut transféré à Valence, puis à Madrid, et dès le 21 juin, une rumeur parvint à Barcelone : il avait été fusillé. Plus tard, la rumeur se précisa : Nin aurait été exécuté en prison par la police secrète et son corps jeté dans la rue. Plusieurs sources, dont Federico Montsenys, ancien membre du gouvernement, corroborèrent cette version. Depuis ce jour, Nin n'a jamais été revu vivant. Interrogé par des délégués de divers pays, le gouvernement se contenta de balbutier qu'il avait « disparu » et qu'il ignorait tout de sa localisation. Certains journaux prétendirent qu'il avait fui en territoire fasciste, sans apporter la moindre preuve. Irujo, le ministre de la Justice, déclara plus tard que l'agence de presse Espagne avait falsifié son communiqué officiel. Il est très improbable qu'un prisonnier politique de l'importance de Nin ait pu s'échapper. À moins qu'il ne réapparaisse vivant, on peut considérer qu'il fut assassiné en prison.

La série des arrestations continua pendant des mois, et le nombre de prisonniers politiques, sans compter les fascistes, atteignit des milliers. Une chose remarquable était l'autonomie des bas grades de la police. Beaucoup d'arrestations étaient manifestement illégales. Des personnes dont la libération avait été ordonnée par le chef de la police étaient réarrêtées à la sortie de la prison et emmenées dans des « prisons secrètes ». Cas typique : Kurt Landau et sa femme. Arrêtés vers le 17 juin, Landau disparut immédiatement. Cinq mois plus tard, sa femme était toujours en prison, sans jugement ni nouvelle de son mari. Elle déclara une grève de la faim ; le ministre de la Justice lui fit parvenir un message assurant que son mari était mort. Elle fut relâchée peu après, pour être presque aussitôt réarrêtée et jetée en prison de nouveau.

On remarquait aussi que, du moins au début, la police semblait indifférente aux conséquences de ses actes sur la guerre. Elle arrêtait sans hésiter des officiers occupant des postes importants sans autorisation préalable. Fin juin, José Rovira, général commandant la 29e division, fut arrêté près du front par un groupe de policiers venus de Barcelone. Ses hommes envoyèrent une délégation protester au ministère de la Guerre. On découvrit que ni le ministère, ni Ortega, le chef de la police, n'avaient été informés de l'arrestation.



Deux femmes, Madrid

Dans toute cette affaire, ce qui m'écœurait le plus, bien que d'apparence secondaire, était le silence total imposé aux troupes au front. Comme vous l'avez vu, ni moi ni personne au front n'avions entendu parler de la suppression du POUM Tous les bureaux et centres de secours du POUM fonctionnaient normale-

ment, et encore le 20 juin, à Lerida, à cent kilomètres à peine de Barcelone, personne n'avait été informé. Toute information était tenue à l'écart des journaux barcelonais (les journaux de Valence, avec leurs histoires d'espionnage, ne parvenaient pas au front d'Aragon). Sans doute, l'arrestation des miliciens du POUM en permission à Barcelone visait à les empêcher de retourner au front avec les nouvelles.

Ma femme me raconta ensuite ce qui était arrivé à nos amis. Certains étrangers, dont des Anglais, avaient franchi la frontière. Williams et Stafford Cottman n'avaient pas été arrêtés lors de la perquisition du Sanatorium Maurin et se cachaient quelque part. John McNair aussi, revenu de France après que le POUM fut déclaré illégal, s'était risqué en Espagne malgré le danger. Pour le reste, ce fut un catalogue d'« Ils ont eu untel » et « Ils ont eu untel ». On avait pratiquement « eu » tout le monde. J'appris que George Kopp avait été arrêté.

— Quoi ! Kopp ? Je pensais qu'il était à Valence.

Apparemment, Kopp était revenu à Barcelone avec une lettre du ministère de la Guerre destinée au colonel chargé des travaux d'ingénierie sur le front de l'Est. Il savait bien que le POUM avait été supprimé, mais il n'imaginait pas que la police aurait la bêtise de l'arrêter alors qu'il se rendait sur le front pour une mission militaire urgente. Il était venu à l'hôtel Continental pour récupérer ses sacs ; ma femme n'était pas là, et le personnel de l'hôtel l'avait retenu par un prétexte mensonger en attendant de prévenir la police. J'étais en colère. Kopp était mon ami, j'avais servi sous ses ordres, nous avions été sous le feu ensemble. C'était un homme qui avait tout sacrifié pour combattre le fascisme en Espagne. Et tout ce qu'ils savaient faire en retour, c'était le jeter en prison. La stupidité et la malignité de ce genre de geste mettent à l'épreuve la patience.

Ma femme, elle, n'avait pas été arrêtée. Il était évident qu'on la gardait comme appât. Quelques nuits plus tôt, six policiers en civil avaient envahi notre chambre et l'avaient fouillée. Ils avaient saisi toutes nos notes, sauf passeports et chéquier : journaux intimes, livres, articles de presse accumulés depuis des mois, souvenirs de guerre, lettres… même mon linge sale. Sans doute pensaient-ils y trouver de l'encre invisible.

Il était clair que ma femme devait rester à l'hôtel. Quant à moi, je devais disparaître. La perspective me révoltait. Malgré les innombrables arrestations, il m'était presque impossible de croire que je courais un danger réel. Tout cela semblait dépourvu de sens. Je ne réfléchissais pas à la politique ; je voulais seulement dormir. Mais ma femme expliqua calmement la situation : peu importait ce que j'avais fait ou non. Il ne s'agissait pas d'une chasse aux criminels, mais d'une terreur générale. Je n'avais pas commis d'acte précis, mais j'étais coupable de « trotskisme ». Avoir servi dans la milice du POUM suffisait à vous envoyer en prison.

Nous passâmes en revue le contenu de mes poches. Ma femme me fit déchirer ma carte de milicien, où figurait POUM en grosses lettres, ainsi qu'une photo de groupe avec un drapeau POUM en arrière-plan : c'était le type de choses qui valaient un emprisonnement. Je gardai mes papiers de sortie, cependant. Même ceux-ci représentaient un risque, portant le sceau de la 29e division. Sans eux, j'aurais pu être arrêté pour désertion.

Il fallait maintenant quitter l'Espagne. Rester signifiait une prison certaine. Nous aurions voulu rester pour voir, mais je savais que les prisons espagnoles étaient affreuses, et ma santé était déplorable. Nous convînmes de nous retrouver le lendemain au consulat britannique, avec Cottman et McNair, pour organiser nos passeports. Il fallait faire tamponner son passeport à trois endroits : le chef de la police, le consul français et les autorités catalanes de l'immigration. Le chef de la police représentait le danger. Avec un peu de chance, le consul britannique pourrait nous arranger cela sans révéler notre lien avec le POUM

Nous nous séparâmes. Ma femme retourna à l'hôtel. Je partis dans la nuit chercher un endroit où dormir. J'étais de mauvaise humeur, frustré de ne pas avoir un vrai lit. Il n'y avait aucune maison où me cacher. Le POUM ne possédait pratiquement aucune organisation souterraine. Les lieux de rendez-vous et caches habituels d'un parti révolutionnaire faisaient défaut. Combien de gens dormaient dans la rue cette nuit-là, après les perquisitions ? Je l'ignore. J'avais passé cinq jours

épuisants sur les routes, mon bras me faisait souffrir, et il fallait encore dormir par terre.
Je marchai longtemps et me retrouvai près de l'hôpital général. Je cherchais un endroit où m'allonger sans qu'un policier curieux me demande mes papiers. L'abri anti-aérien était trop humide. Je découvris alors les ruines d'une église incendiée lors de la révolution. Quatre murs sans toit, des tas de gravats. Dans la pénombre, je trouvai un creux où je pus me coucher. Les pierres brisées n'étaient pas confortables, mais la nuit était douce et je réussis à dormir quelques heures.

Chapitre 14

Le pire quand on est recherché par la police dans une ville comme Barcelone, c'est que tout ouvre si tard. Quand on dort dehors, on se réveille toujours à l'aube, et aucun café de Barcelone n'ouvre avant neuf heures. Il me fallut des heures avant de pouvoir prendre un café ou me faire raser. Au salon de coiffure, il me sembla étrange de voir encore l'avis anarchiste sur le mur, interdisant les pourboires. « La Révolution nous a ôté nos chaînes », disait le texte. J'avais envie de leur répondre que leurs chaînes reviendraient bientôt s'ils ne faisaient pas attention.



Réfugiés entre Barcelone et la frontière française

Je retournai vers le centre-ville. Sur les bâtiments du POUM, les drapeaux rouges avaient été arrachés, remplacés par des drapeaux républicains. Des groupes de gardes civils armés s'adossaient aux portes. Au centre de Secours Rouge, à l'angle de la Plaza de Gataluna, la police avait pris plaisir à briser presque toutes les vitres. Les stands de livres du POUM avaient été vidés, et le panneau d'affichage des Ramblas plus bas avait été recouvert d'un dessin anti-POUM—le masque et le visage fasciste en dessous.

Près du quai, au bas des Ramblas, je tombai sur un spectacle étrange : une rangée de miliciens, encore en haillons et couverts de boue, étendus sur les chaises destinées aux cireurs de chaussures. Je reconnus certains d'entre eux. Ils étaient venus de la ligne de front la veille, pour découvrir que le POUM avait été supprimé, et avaient dû passer la nuit dans la rue, leurs domiciles ayant été perquisitionnés. Tout milicien du POUM revenant à Barcelone à cette époque devait choisir : se cacher ou finir en prison. Pas un accueil très agréable après trois ou quatre mois au front.

La situation était étrange. La nuit, on était un fugitif traqué ; le jour, on pouvait vivre presque normalement. Chaque maison connue pour abriter des sympathisants du POUM était surveillée. Impossible d'aller dans un hôtel ou une pension : le patron devait avertir la police dès qu'un inconnu arrivait. Concrètement, il fallait passer la nuit dehors. Le jour, cependant, dans une ville de la taille de Barcelone, on était relativement en sécurité. Les rues étaient bondées de gardes civils, de gardes d'assaut, de carabiniers et de policiers ordinaires, sans compter les espions en civil. Ils ne pouvaient pas contrôler tout le monde, et si on avait l'air normal, on passait inaperçu. Le mieux était d'éviter les bâtiments du POUM et les cafés où les serveurs vous connaissaient.

Je passai une grande partie de la journée, et de la suivante, aux bains publics. C'était un bon moyen de passer le temps et de rester discret. Malheureusement, l'idée vint à beaucoup d'autres, et quelques jours plus tard, après mon départ, la police fit irruption dans un bain public et arrêta plusieurs « trotskystes » à l'état de nature.

À mi-Ramblas, je croisai un blessé du Sanatorium Maurin. Nous échangeâmes le clin d'œil invisible en usage à l'époque, et nous retrouvâmes discrètement dans un café plus haut. Il avait échappé à l'arrestation lorsque le Maurin avait été perquisitionné, mais, comme les autres, avait été rejeté dans la rue. En chemise, sans veste, sans argent, il me raconta qu'un garde civil avait arraché le grand portrait en couleurs de Maurin du mur et l'avait piétiné. Maurin, l'un des fondateurs du POUM, était prisonnier des fascistes et on croyait alors qu'il avait été exécuté.

Je retrouvai ma femme au consulat britannique à dix heures. McNair et Cottman arrivèrent peu après. La première nouvelle fut que Bob Smillie était mort, en prison à Valence. On ne savait pas exactement de quoi. Il avait été enterré immédiatement, et David Murray, représentant de l'ILP, n'avait pas pu voir son corps.

J'assumai aussitôt qu'il avait été fusillé, ce que tout le monde croyait. Plus tard, on parla

d'appendicite. Un autre prisonnier libéré affirma que Smillie avait effectivement été malade. Peut-être était-ce vrai. Mais les prisons espagnoles étaient si horribles qu'un malade ne recevait guère de soin. On se retrouvait dans des geôles qui ressemblaient à des donjons du XVIIIe siècle, entassé dans de petites pièces, souvent dans des caves, avec deux assiettes de soupe et deux morceaux de pain par jour. Certains prisonniers furent détenus quatre ou cinq mois presque sans voir la lumière du jour. Smillie n'avait que vingt-deux ans et était physiquement d'une solidité rare ; personne ne survit à une appendicite dans ces conditions, si l'on n'est pas soigné. Sa mort, inutile et absurde, me révolta.

L'après-midi, ma femme et moi visitâmes Kopp. On pouvait voir les prisonniers non isolés, mais il n'était pas sûr de le faire plus d'une ou deux fois. Trop de visites attiraient l'attention et pouvaient finir par l'arrestation. Kopp n'était pas isolé. En entrant dans la prison, nous vîmes un milicien espagnol du front, conduit entre deux gardes civils. Un échange de clins d'œil fantomatique. Le premier que nous vîmes à l'intérieur fut un Américain, arrêté à la frontière malgré ses papiers en ordre. Nous passâmes l'un à côté de l'autre comme des inconnus. Les gardes bleus fouillaient partout.



Soldat saluant lors de la cérémonie d'adieu aux Brigades internationales, Les Masies

La prison n'était que le rez-de-chaussée d'un magasin. Deux pièces d'environ six mètres sur six, près de cent personnes entassées. Le sol de pierre, un banc, quelques couvertures en haillons, lumière sombre à cause des volets métalliques baissés. Sur les murs sales, des slogans révolutionnaires griffonnés. L'endroit servait depuis des mois de dépôt pour prisonniers politiques. Une clameur de voix, femmes distribuant de pitoyables colis de nourriture. Parmi les prisonniers, plusieurs blessés du Maurin, deux amputés, un garçon de douze ans. L'odeur était infecte, comme toujours quand une foule est entassée sans hygiène.

Kopp se fraya un chemin jusqu'à nous. Le visage frais et rebondi, uniforme propre malgré la saleté ambiante, rasé. Il sembla en excellente forme. « Eh bien, je suppose qu'on va tous être fusillés », dit-il gaiement. Le mot fit frissonner. Nous pensions tous que les principaux membres du POUM, Kopp compris, seraient exécutés. On venait d'apprendre la mort de Nin, et l'accusation de trahison pesait sur le POUM Un procès-truqué suivi d'un massacre semblait inévitable.

Kopp nous parla des autres prisonniers, des gardes bons et mauvais, et de la nourriture infecte. Nous avions apporté de quoi manger et des cigarettes. Puis il évoqua la lettre confisquée par la police, venant du ministère de la Guerre et adressée au colonel chargé des opérations d'ingénierie de l'armée de l'Est. Si elle était récupérée, elle prouverait l'authenticité de Kopp.

Je courus à l'armée pour récupérer la lettre. Les couloirs interminables, les gens mystérieux, les bureaux chaotiques, le temps filait. Mais je parvins à parler à l'aide de camp du colonel. Mon espagnol approximatif, alternant avec le français, peinait à transmettre l'urgence : Kopp était arrêté par erreur, la lettre devait être rendue. L'officier écouta, hocha la tête, parut comprendre. Puis la question redoutée :

— Et vous dites que vous étiez avec lui au front. Alors vous serviez vous-même dans la milice du POUM ?

— Oui, le POUM.

Son choc était palpable. Dire « POUM » à un officier de l'armée populaire, c'était comme se déclarer communiste après la peur des lettres rouges. Après un long silence, il disparut dans le bureau du colonel. Conversation agitée derrière la porte. Finalement, il ressortit, portant l'enveloppe officielle. La lettre était récupérée. Petite victoire. Elle fut livrée, mais Kopp resta en prison.

Avant de nous séparer, l'officier fit quelque chose d'inattendu : il me serra la main. Ce

geste, apparemment simple, me toucha profondément. Dans ce climat de suspicion, de haine, de rumeurs et de dénonciations, ce contact humain avait une valeur immense.

Je note cela, aussi trivial que cela puisse paraître, parce que c'est d'une certaine manière typique de l'Espagne : ces éclairs de grandeur d'âme que les Espagnols peuvent montrer dans les pires circonstances. J'ai les pires souvenirs de l'Espagne, mais j'ai très peu de mauvais souvenirs des Espagnols. Je ne me rappelle que deux occasions où j'ai été sérieusement en colère contre un Espagnol, et à chaque fois, rétrospectivement, je crois que j'étais moi-même en tort. Il ne fait aucun doute qu'ils possèdent une générosité, une sorte de noblesse, qui n'appartient pas vraiment au XXe siècle. C'est ce qui fait espérer que, même en Espagne, le fascisme puisse prendre une forme relativement lâche et supportable. Peu d'Espagnols possèdent l'efficacité et la rigueur que réclame un État totalitaire moderne.

Un petit exemple de cette réalité s'était produit quelques nuits plus tôt, lorsque la police avait perquisitionné la chambre de ma femme. La perquisition elle-même était intéressante, et j'aurais voulu la voir, même si peut-être il valait mieux que je ne l'aie pas vue : j'aurais pu perdre mon sang-froid.

La police procéda à la manière reconnue du GPU ou de la Gestapo. À l'aube, on frappa violemment à la porte, six hommes entrèrent, allumèrent la lumière et prirent immédiatement position dans la pièce, visiblement selon un plan convenu. Ils fouillèrent ensuite les deux pièces — il y avait une salle de bain attenante — avec une minutie inconcevable. Ils tapotèrent les murs, soulevèrent les tapis, examinèrent le sol, palpèrent les rideaux, inspectèrent sous la baignoire et le radiateur, vidèrent tous les tiroirs et valises, examinaient chaque vêtement à la lumière. Ils saisirent tous les papiers, y compris le contenu de la corbeille, ainsi que tous nos livres. Leur suspicion monta au comble en découvrant une traduction française du Mein Kampf. Si c'avait été le seul livre trouvé, notre sort était scellé : lire Mein Kampf faisait immédiatement de vous un fasciste. Mais l'instant d'après, ils tombèrent sur un pamphlet de Staline, Ways of Liquidating Trotskyists and other Double Dealers, ce qui les rassura un peu. Dans un tiroir, plusieurs paquets de papiers à cigarettes furent minutieusement disséqués, chacun examiné séparément, au cas où des messages y seraient écrits. Au total, ils passèrent près de deux heures à cette besogne. Pourtant, ils ne fouillèrent jamais le lit. Ma femme était allongée, et évidemment, il aurait pu y avoir une demi-douzaine de pistolets-mitrailleurs sous le matelas, sans compter une bibliothèque de documents trotskistes sous l'oreiller. Rien : pas un geste. Je ne peux croire que ce soit habituel dans la routine du GPU. Il faut se rappeler que la police était presque entièrement sous contrôle communiste, et ces hommes étaient probablement membres du Parti eux-mêmes. Mais ils étaient aussi Espagnols, et mettre une femme au lit à la porte était un peu trop pour eux. Cette partie de l'opération fut donc abandonnée, rendant la perquisition à peu près inutile.

Cette nuit-là, McNair, Cottman et moi dormîmes dans une herbe haute, au bord d'un terrain vague. Il faisait froid pour la saison et personne ne dormit beaucoup. Je me souviens des heures longues et moroses avant de pouvoir prendre un café. Pour la première fois depuis mon arrivée à Barcelone, j'allai voir la cathédrale — une cathédrale moderne, l'un des bâtiments les plus hideux du monde, avec ses quatre flèches crénelées en forme de bouteilles de vin. Contrairement à la plupart des églises, elle avait été épargnée pendant la révolution, pour sa « valeur artistique », disait-on. Je pense que les anarchistes firent preuve de mauvais goût en ne la faisant pas sauter, bien qu'ils y eussent suspendu une banderole rouge et noire.

L'après-midi, ma femme et moi allâmes voir Kopp pour la dernière fois. Nous ne pouvions rien faire pour lui, absolument rien, si ce n'est lui dire au revoir et laisser de l'argent à des amis espagnols pour lui apporter nourriture et cigarettes. Peu après, lorsque nous eûmes quitté Barcelone, il fut placé en isolement complet, et même la nourriture ne pouvait plus lui être envoyée.

Cette nuit-là, en descendant les Ramblas, nous passâmes devant le Café Moka, toujours tenu par les gardes civils. Sur un coup de tête, j'y entrai et parlai à deux d'entre eux, adossés au comptoir, fusils sur l'épaule. Je leur demandai s'ils savaient quels camarades étaient de service lors des combats de mai. Ils ne sa-

vaient pas, et, avec la mollesse espagnole habituelle, ne savaient pas comment le savoir. Je leur expliquai que mon ami Jorge Kopp était en prison et pourrait être jugé pour quelque chose en lien avec les combats de mai ; que les hommes de service ici savaient qu'il avait arrêté le combat et sauvé certaines vies ; qu'ils devraient témoigner. L'un des deux hommes était lourd et obtus, secouant la tête, noyé par le bruit de la rue. L'autre, en revanche, dit avoir entendu parler des actions de Kopp par ses camarades : « Buen chico », un bon gars. Mais je savais déjà que tout cela serait inutile. Si Kopp devait être jugé, ce serait, comme toujours, avec de faux témoignages. S'il a été fusillé — et c'est fort probable — voilà ce qui restera de lui : le buen chico du pauvre garde civil, membre d'un système sale, mais assez humain pour reconnaître une action digne.

Nous menions une existence extraordinaire, presque folle. La nuit, nous étions des criminels ; le jour, de prospères visiteurs anglais — du moins en apparence. Même après une nuit à la belle étoile, un rasage, un bain et un cirage de chaussures faisaient des merveilles. Le plus sûr était de paraître bourgeois. Nous fréquentions les quartiers résidentiels huppés, où nos visages étaient inconnus, allions dans des restaurants chers et restions très anglais avec les serveurs. Pour la première fois de ma vie, j'écrivis sur les murs. Dans plusieurs passages de restaurants chics, j'écrivis « Visca POUM! » aussi gros que je pus.

Malgré ma mise en cachette technique, je ne me sentais pas en danger. Tout cela me semblait absurde. J'avais cette croyance anglaise invétérée : « on ne peut vous arrêter que si vous avez enfreint la loi ». C'est une croyance dangereuse en pleine persécution politique. Un mandat existait pour l'arrestation de McNair, et il y avait fort à parier que nous étions tous sur la liste. Les arrestations, perquisitions et raids se poursuivaient sans pause ; presque tous ceux que nous connaissions, sauf ceux encore au front, étaient en prison. La police embarquait même les passagers français des navires de réfugiés, suspectant des « trotskistes ».

Grâce à la bienveillance du consul britannique, nous avions réussi à obtenir nos passeports en ordre. Il valait mieux partir vite. Un train devait partir pour Port-Bou à 19 h 30, habituellement vers 20 h. Ma femme devait commander un taxi à l'avance, préparer ses bagages, régler l'hôtel et partir au dernier moment. Trop d'avertis-sement et la police serait prévenue. Je descendis à la gare vers 19 h et constatai que le train était déjà parti — 18 h 50. Le conducteur avait changé d'avis, comme toujours. Heureusement, nous avertîmes ma femme à temps.

Le lendemain matin, elle quitta l'hôtel avec succès. Le train avait un retard d'une heure. J'occupai le temps à écrire une longue lettre au ministère de la Guerre sur l'affaire Kopp — qu'il avait été arrêté par erreur, qu'il était urgent qu'il rejoigne le front, que de nombreux témoins pouvaient certifier son innocence, etc. Je me demande si quelqu'un l'a lue. Quoi qu'il en soit, ni cette lettre ni aucune autre action n'eut d'effet. Six mois après, Kopp — si fusillé, il est probable — était toujours en prison, sans jugement ni accusation.

Nous franchîmes enfin la frontière sans incident. Le train avait un wagon-restaurant et une première classe — une première pour moi en Espagne. Deux détectives relevèrent les noms des étrangers, mais en nous voyant dans le wagon-restaurant, ils se satisfirent de notre apparence respectable. Tout avait changé. Six mois plus tôt, sous les anarchistes, c'était le prolétaire qui faisait le respectable. Maintenant, paraître bourgeois était la seule protection.

Après tout, nous étions partis juste à temps. Le premier journal annonça l'arrestation de McNair pour espionnage. Les autorités espagnoles s'étaient un peu précipitées. Heureusement, le « trotskisme » n'était pas extradable.

Quand on quitte un pays en guerre pour retrouver la paix, quelle est la première action ? Pour moi, courir au kiosque à tabac et remplir mes poches de cigares et cigarettes. Puis le buffet pour un thé au lait frais — le premier depuis des mois.

McNair et Cottman continuaient vers Paris. Ma femme et moi descendîmes à Banyuls, cherchant le repos. L'ac-cueil fut frais : « Vous venez d'Espagne ? Vous combattiez pour quel camp ? Le Gouvernement ? Ah ! » Et le froid. La ville semblait pro-Franco, sans doute à cause de réfugiés fascistes. Le serveur du café jetait des regards méprisants. À Per-

pignan, c'était autre chose : toutes factions confondues, tout le monde complotait contre tout le monde.



Soldat saluant, Les Masies

Nous restâmes trois jours à Banyuls. Temps étrange et agité. Loin des bombes, des mitrailleuses, des files, de la propagande et des intrigues, nous aurions dû être soulagés et reconnaissants. Nous ne l'étions pas. Tout ce que nous avions vu en Espagne revenait en force, plus vif que jamais. Nous parlions, pensions et rêvions d'Espagne. Loin de là, le paysage méditerranéen nous semblait une déception. Vent froid, mer terne, scories flottant sur le port. Nous aurions voulu être de nouveau en Espagne, même au prix de la prison.

Le souvenir des mois passés en Espagne reste inoubliable. Les événements extérieurs peuvent se raconter, mais pas le sentiment qu'ils laissent, mêlé d'odeurs, de sons et de visions : l'odeur des tranchées, les aubes glacées des montagnes, le crépitement des balles, le vacarme des bombes, la lumière claire de Barcelone, le pas des bottes, les files, les drapeaux rouge et noir, les visages des miliciens. Certains morts, d'autres blessés ou en prison, la plupart, je l'espère, encore intacts. Bonne chance à eux ; qu'ils gagnent leur guerre et chassent tous les étrangers.

Cette guerre, où je jouai un rôle si mince, m'a laissé surtout des souvenirs terribles. Et pourtant, je ne regrette pas d'y avoir été. Avoir été témoin d'un tel désastre — car, quelle que soit son issue, la guerre espagnole fut une catastrophe épouvantable — n'a pas diminué ma foi dans la décence humaine.

Il est difficile d'être entièrement impartial. On ne peut être certain que de ce qu'on voit soi-même. Tout le reste s'écrit, consciemment ou non, en partisan. Si je n'ai pas dit cela plus tôt, je le répète : méfiez-vous de mon parti pris, de mes erreurs factuelles et de la vision limitée que j'avais des événements. Soyez également prudents avec tous les autres récits de cette période.

Denis éditions artisanales
12 avenue de Lattre de Tassigny,
La Forge 71360 Épinac
edition@denis-editions.com

Un témoignage bouleversant d'un des derniers moments avant la déflagration nazie. L'Espagne fut cette terre ravagée par l'essai d'une annihilation programmée, l'esquisse de la barbarie. Racontée ici par l'un des plus grands auteurs anglophone de son époque. Je me suis permis de le transcrire mais sans trahir un seul instant le génial reporter.

"Chapitre 1

Dans les casernes Lénine à Barcelone, la veille de mon engagement dans la milice, j'aperçus un milicien italien debout devant la table des officiers.
C'était un jeune homme d'une vingtaine d'années, robuste, aux épaules puissantes et aux cheveux rouge-jaune. Sa casquette en cuir à visière était tirée sur un œil. Il se tenait de profil, le menton sur la poitrine, fixant avec un froncement de sourcils une carte ouverte sur la table. Quelque chose dans son visage me toucha profondément. C'était celui d'un homme capable de tuer pour un ami et de perdre sa vie sans hésiter ; le type même que l'on pourrait attendre chez un anarchiste, bien qu'il fût sans doute communiste. Son visage exprimait à la fois franchise et férocité, et cette révérence pathétique que les illettrés ont pour ceux qu'ils considèrent supérieurs. Evidemment, il ne comprenait rien à la carte ; pour lui, la lecture d'une carte semblait un exploit intellectuel immense. Je ne sais pourquoi, mais je l'aimai aussitôt. Lorsqu'une remarque fit savoir que j'étais étranger, l'Italien leva la tête et dit rapidement :
— Italiano ?
Je répondis dans mon mauvais espagnol :
— No, Ingles. Y tu ?
— Italiano."

Partage gratuit - libre de droits